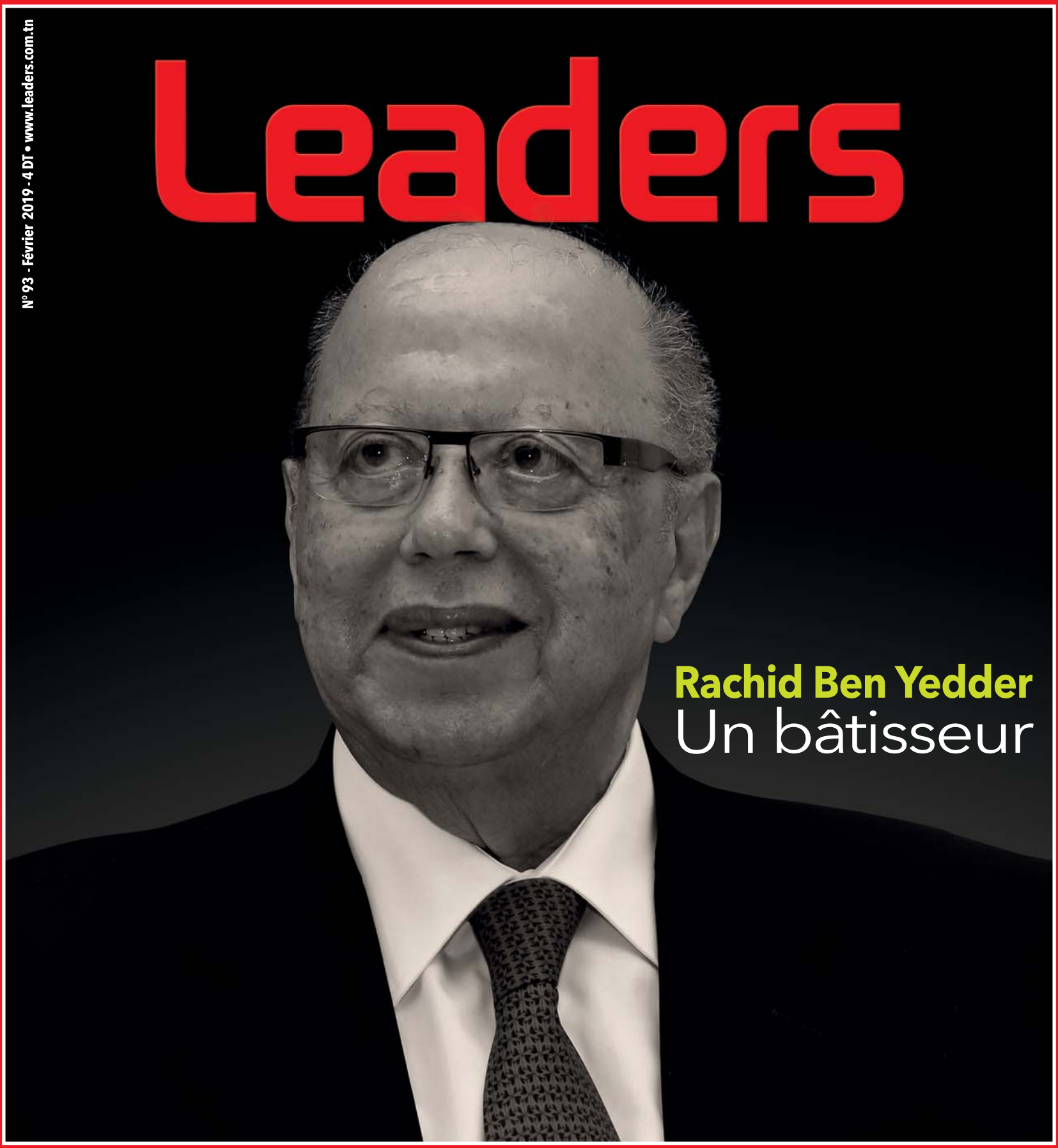
Pour qui roule Selim Azzabi ?

N° 93 - Février 2019 - 4 DT • www.leaders.com.tn

Leaders

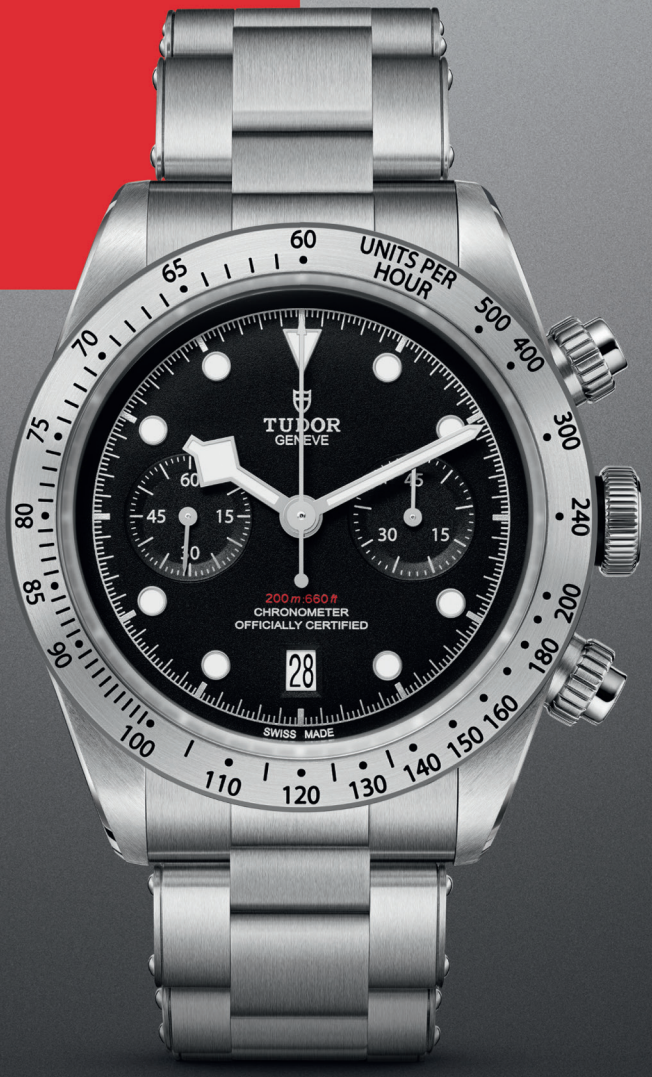


Rachid Ben Yedder
Un bâtisseur

La Tunisie à Davos : de grandes leçons

#BORN TODARE

BLACK BAY
CHRONO



Ben Jannet

RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS

TUDOR

Tunisie Telecom

VOTRE MAGAZINE
LEADERS
EST MAINTENANT
DISPONIBLE SUR

TT PRESSE

POUR 330MIL/JOUR
SEULEMENT

APPLICATION DISPONIBLE SUR
GET IT ON Google Play
Download on the App Store

COMPOSEZ LE
*225#

1298 (50 mil/appel)
www.tunisietelecom.tn

De l'imposture

« Tout l'art de la guerre repose sur la duperie ! » Nous y sommes et en plein, méditant à nos dépens la formule du général chinois Sun Tzu (VIe siècle av. J.-C.). En ces temps d'imposture, la tromperie, travestissant la réalité et les faits, intensifie son influence politique préélectorale. Chacun prétend montrer son vrai visage et afficher ses visées réelles, mais s'en cache dans les faits. On est encore loin de la transparence exigée. L'opacité est érigée en système.

Faire éclater la vérité, tous s'en réclament, rares sont ceux qui y œuvrent. Six ans après, l'enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd, le 6 février 2013, n'a pas encore abouti à la condamnation des coupables. Tout comme celui de Haj Mohamed Brahmi. L'affaire de l'appareil sécuritaire parallèle imputé au parti Ennahdha bute sur des obstructions, des dénis et des manœuvres dilatoires qui empêchent la justice de s'exercer en toute indépendance et sérénité, sans retard.

Le financement opaque de certains partis politiques, médias et composantes de la société civile fausse le jeu et intoxique la démocratie naissante. Ses ravages n'en seront que plus désastreux à l'approche des élections.

Le brouillage de l'image que reflète la Tunisie est total. Quel est le poids réel des forces en présence ? A qui sourira le verdict des urnes et dans quelles proportions ? Le parti Ennahdha, bien que sérieusement ébranlé par l'enquête sur l'appareil sécuritaire parallèle et confronté au projet de loi sur la parité successorale, demeure fondé sur un socle large, profond et solide. En face de lui, qui est capable de lui disputer la majorité des suffrages et faire barrage à l'islamisation de la société et de l'Etat ? Dans ce foisonnement de partis (215 + 1), pour la plupart peu structurés, peu démocratiques et peu solvables, mais aussi la dispersion des rangs et la montée des ambitions personnelles, quels sont les vrais leaders charismatiques et visionnaires capables de s'imposer et d'en imposer ?

Des craintes réelles restent difficiles à dissiper. A voir le *circus politicus* habituel qui s'agite de plus en plus, les mêmes têtes, désuètes, obsolètes, qui ont fait la preuve de leur incompétence, risquent de polluer de nouveau l'ARP, le gouvernement et autres hautes fonctions.

Deux grands trains s'apprêtent à s'ébranler, chacun de son côté. Celui de Nidaa qui garde un fonds de commerce non négligeable, et celui qu'initie le duo Selim Azzabi-Youssef Chahed. Faute d'arrimer leurs voitures à une puissante locomotive commune, ils finiront par se confronter dans un terrible choc aux lourds dégâts. L'entêtement des uns et l'ego des autres, plutôt avides de pouvoir que de volonté de servir le pays, conduiront à l'échec du camp démocratique. Les figures qui s'affichent, ici et là, sont pour la plupart loin d'attirer les meilleurs. Les plus crédibles, désenchantés et réfractaires à toute politique politicienne, demeurent réticents à l'idée de se mélanger avec les vieux chevaux de retour.

Dans ce désert de grandes pointures, la pensée structurante, censée nourrir les programmes des partis et fonder les nouvelles politiques publiques, est en friche. Point d'études approfondies et perspicaces, point de vision novatrice, point de ressorts puissants à même de provoquer l'élan tant salutaire.

Le mandat 2020 - 2024 risque de s'annoncer en simple reconduction des mêmes et du même. Au mieux, avec juste un réajustement des dosages et un changement d'enseignes. Au pire, avec une déferlante islamiste que rien ne pourra plus arrêter d'ici de longues années.

Inutile d'alerter les politiques se réclamant du camp démocratique. Ils sont incapables de concevoir entre eux un pacte d'actionnaires de la démocratie. S'ils parviennent à le sceller, sauront-ils honorer leur signature ? *« La guerre a le mensonge pour fondement et le profit pour ressort. »* Sun Tzu ne sera pas démenti.

Rien n'est encore joué. Tout peut changer d'ici l'automne prochain. Une seule certitude : refusant d'être condamnés à choisir par défaut leurs élus, les Tunisiens multiplient les expressions de leur exaspération. Leur verdict risque d'être sévère : une sanction totale.

Leur unique espoir : l'émergence, en toute surprise, de vrais hommes et femmes d'Etat inattendus ! L

T.H.

Elegance is an attitude

Simon Baker

LONGINES®

The Longines Master Collection

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475

RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555

C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Hédi Behi

CONSEILLER
Abdelhafidh Harguem

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb
• Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi
• Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz
• Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi
• Mohamed Jaoua • Elyès Jouini • Emna Kallel • Chedli Klibi • Salsabil Klibi
• Ammar Mahjoubi • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla
• Ahmed Ounaïes • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION
Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)
Raïd Bouaziz
(Designer)
Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS
Leaders - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet
• Najah Kharraz• Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif
• Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION
Simpact

PR Factory
Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn
www.leaders.com.tn

Disponible sur
الخطوط التونسية TUNISAIR

Opinion

16 La négociation de l'Aleca n'est pas qu'une affaire économique
Par Riadh Zghal

Nation

18 Dans le ciel africain en Casques bleus
25 Tahya Tounes : pour qui roule Selim Azzabi ?
33 Rachid Ben Yedder : un bâtisseur
Par Ahmed El Karam
41 Rachid Ben Yedder : l'ami de toujours, l'ami de tous les jours
Par Slaheddine Caïd Essebsi
46 Dossier : Malte, l'intéressant voisin...très proche
56 Les leçons tunisiennes de Davos 2019
Par Taoufik Habaieb

Chronique

69 La crise de la démocratie représentative et la montée de l'abstention
Par Habib Touhami

Arrêt sur image

72 Comme El Hadhra IV, la Star...

International

78 Au terme de sa mission à Tunis : les confidences de l'ambassadeur des Etats-Unis, Daniel Rubinstein

Société

87 Figure de la société civile tunisienne : Mokhtar Trifi ou les compromis sans compromission
Par Souhayr Belhassen & Khadija Cherif
94 Porto Farina : quand Brahim Letaief nous rend le cinéma qu'on aime
99 Sophie Bessis : de Bourguiba à Ben Ali, les paradoxes tunisiens
103 Mustapha Filali : une vie riche et altruiste
Par Mohamed Kilani

Billet

112 Qu'attendons-nous pour prendre nos problèmes à bras-le-corps ?
Par Hédi Béhi

PACK BLEDNA

LÀ OÙ JE VAIS
LA BH M'ACCOMPAGNE

Le Pack « BLEDNA » vous facilite la gestion de votre compte au quotidien à travers un éventail de produits et de services spécialement dédié pour vous :

- Un Compte chèque ou étranger en devises ou en dinars convertibles
- Une carte CIB ou Visa ou Mastercad classic internationale
- Un service BH NetMobile
- Une couverture Assistance : Protection juridique

Mieux encore, profitez d'autres avantages :

- Une tarification avantageuse sur vos transferts de l'étranger
- Un taux de faveur pour le crédit Direct Habitat

+216 71 001 800 *(depuis l'étranger)* / 1800 *(depuis la Tunisie)*
/BHTunisie bledna@bh.com.tn

بنك الإسكان
BANQUE DE L'HABITAT

Addis-Abeba, Genève...

Un mois de février chargé en déplacements à l'étranger pour le président Béji Caïd Essebsi. A peine rentré de sa visite d'Etat à Malte, les 5 et 6 février, il s'envolera pour Addis-Abeba où se tiendra, les 9 et 10 février, le sommet de l'Union africaine. Il est également invité à prendre part au Sommet UE-Ligue des États arabes, qui aura lieu les 24 et 25 février 2019 à Charm el-Cheikh, en Égypte. Par ailleurs, il est sollicité en invité de la 40e session du Conseil des droits de l'homme qui débutera le 25 février à Genève.

Un sommet arabe festif

Le message était soigneusement codé par le président Béji Caïd Essebsi. Dans ses vœux à la nation à l'occasion du nouvel an 2019, il avait glissé une petite phrase à propos du Sommet arabe que la Tunisie accueillera fin mars prochain. *«Sa réussite,* dira-t-il, *dépendra en grande partie des Tunisiens».* Décryptage : ce ne sera pas un sommet protocolaire, institutionnel, concentré sur la politique. A l'initiative du chef de l'Etat, le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, s'échine à prévoir une série d'activités festives pour l'accompagner. Semaines du film arabe, de la musique, de la poésie, des arts et traditions : une large panoplie de manifestations est actuellement concoctée, en étroite collaboration avec le ministère de la Culture et la société civile. Comment faire vivre le Sommet au cœur des Tunisiens, dans la capitale et à l'intérieur du pays ? Parallèlement à l'action diplomatique et aux préparatifs logistiques, Jhinaoui y travaille d'arrache-pied. D'ores et déjà, dans la série musicale, un concert de Saber Rebai est à l'affiche.

Chahed à Paris

C'est sous le signe de la jeunesse et de l'entrepreneuriat que sera inscrite la visite officielle qu'effectuera le chef du gouvernement Youssef Chahed dans la capitale française, les 14 et 15 février. Entretiens politiques, avec notamment un tête-à-tête avec le président Macron à l'Elysée, mais aussi son homologue à Matignon et le président du Sénat, dîner au Medef, forum économique le lendemain au Sénat et deux autres séquences significatives. La première, c'est la visite à la Station F, le plus grand campus de startup au monde, conçu par Xavier Niel et installé dans la Halle Freyssinet, à Paris. Elle réunit tout un écosystème entrepreneurial sous un seul et même toit, offrant plus de 3 000 stations de travail. Le président Macron avait annoncé lors de sa visite à Tunis, les 31 janvier, 1er février 2018, en présence de Xavier Niel, l'implantation d'une Station T à Tunis d'ici un an.

La deuxième séquence, sous l'intitulé *«Réussir la démocratie en Tunisie»*, se déroulera à l'Institut du monde arabe (IMA) où Chahed rencontrera des femmes et des hommes d'influence, tunisiens et français, de différents horizons, scientifiques, intellectuels, culturels et sportifs. Au cours de ce déplacement dans la capitale française, le chef du gouvernement sera accompagné par des ministres économiques, y compris celui du Tourisme, René Trabelsi. La dernière visite officielle de Chahed à Paris remonte à il y a plus de deux ans et trois mois (9 et 10 novembre 2016) juste après son accession à la Kasbah.

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
ÊTRE ECO RESPONSABLE
PASSE AUSSI PAR LE CHOIX
DE VOTRE CARTE BANCAIRE.

CARTE LIVRETO BIODÉGRADABLE

- 1ère carte bancaire Biodégradable en Tunisie,
- Retrait et consultation du compte épargne sur livret dans tous les GAB UBCI.

www.ubci.tn | Centre de Relations Clients : 70 000 050

taktik

UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change

Promotion au mérite, parité garantie

Les quatre récentes promotions au sein du cabinet présidentiel décidées par le président Béji Caïd Essebsi sont significatives. Deux attachés de cabinet passent conseillers et deux conseillers sont élevés au grade de premiers conseillers : deux hommes et deux femmes.

• **Olfa Kouti Dhahak,** nommée première conseillère, était arrivée à Carthage, dès le 2 janvier 2015, faisant depuis lors partie des chevilles ouvrières les plus opérationnelles. Cette diplômée de l'IHEC Carthage, titulaire d'un DEA en documentation et d'un diplôme en langue anglaise, avait jusque-là le grade d'administrateur en chef, occupant la fonction de directeur général d'administration centrale à la Présidence de la République. Rompue aux arcanes de l'administration, à la faveur de ses affectations depuis 2002 à la Chambre des députés, puis des représentants et la Présidence du gouvernement (2011, sous Béji Caïd Essebsi), Olfa Kouti Dhahak entreprend une tâche essentielle de coordination au sein du cabinet. Secondant la ministre - directrice du Cabinet, il lui revient en effet d'assurer le suivi de l'avancement des dossiers dans les différents services, mais aussi les institutions relevant de la Présidence et de veiller à la mise en œuvre des décisions prises. Une mission bien délicate dans la complexité de la conjoncture et l'urgence des impératifs.

• **Jalel Zouaoui,** promu premier conseiller, est magistrat. Il aligne une longue carrière qui l'avait mené dans les tribunaux de Gafsa, du Kef et de Tunis, à divers postes, entre tribunaux de première instance, cour d'appel et de cassation. Sa dernière affectation était à la tête de la Chambre criminelle à la Cour d'appel de Tunis, avant d'être nommé à la Présidence de la République

• **Yosra Souiden,** nommée conseillère, est diplomate de carrière, au grade de ministre plénipotentiaire, affectée depuis 2017 à la Présidence de la République. Juriste de formation, elle a rejoint le ministère des Affaires étrangères en 1996, après une formation d'une année à l'Institut diplomatique. Elle sera affectée en 2010 à l'ambassade de Tunisie à Paris et en 2011 à la Délégation permanente de Tunisie auprès de l'Unesco.

• **Abdelkerim Hermi,** nommé conseiller, est diplomate de carrière, au grade de ministre plénipotentiaire, affecté à la Présidence de la République depuis 2016. Il était alors de retour à Tunis après avoir été en poste notamment au Sultanat d'Oman, puis au Qatar.

Que révèlera Bahi Ladgham dans ses mémoires ?

Promesse tenue par sa famille ! Bahi Ladgham, compagnon de Bourguiba et son premier Premier ministre, avait bien consigné ses mémoires, mais elles sont restées à ce jour non publiées, depuis son décès le 13 avril 1998. Il avait en effet instruit ses enfants de ne les rendre publiques qu'après son décès et celui de Bourguiba, mais aussi le départ de Ben Ali. Ces trois conditions aujourd'hui réunies, le témoignage tant attendu de Bahi Ladgham est sur le point de paraître aux éditions Nirvana. Son fils, Dr Abderrahaman Ladgham (constituant, membre de l'ANC en 2011, ancien ministre Ettakatol puis indépendant dans le gouvernement de la Troïka), travaille d'arrache-pied sur les dernières touches, avec l'équipe éditoriale mobilisée par l'éditeur Hafedh Boujmil.

Fondateur de la Jeunesse scolaire, militant du Néo-Destour, condamné à 15 ans de travaux forcés après les évènements du 9 avril 1938, il sera emprisonné dans l'horrible bagne de Lambèse en Algérie où il passera 4 années dans les conditions les plus inhumaines. Libéré après la guerre, il redoublera d'engagement et ira notamment à New York porter la cause tunisienne devant l'ONU. A l'aube de l'indépendance, il sera élu membre de l'Assemblée constituante, puis choisi par Bourguiba comme secrétaire d'Etat (ministre) à la Présidence et à la Défense nationale, avant d'être nommé Premier ministre. Lorsqu'éclateront les affrontements palestino-jordaniens de septembre 1970, il dirigera une mission de la Ligue arabe pour l'application de l'accord conclu entre les deux parties. Il cédera la Kasbah, en novembre 1970, à Hédi Nouira.

Présidence du Gouvernement

- **Anis Oueslati**
Chargé de mission
- **Ali Baccar**
Chargé de mission
- **Riadh Dabbou**
Chargé de mission
- **Zouheïr Ben Tanfous**
Chargé de mission

Ministère de la Défense nationale

- **Le colonel-major Chedli Saidani,**
Directeur général de l'Office de développement de Rjim Maatoug (Odrm)

Ministère des Affaires étrangères

- **Mohamed Ben Youssef**
Chef de cabinet

Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale

- **Wiem Zarrouk**
Chargée de mission
- **Kalthoum Hamzaoui**
Chargée de mission
- **Mohamed Ali Aziz**
Chargé de mission
- **Baligh Ben Soltane**
Président de la Tunisia Investment Authority
- **Abdelbasset Ghanmi**
Directeur général de la Fipa
- **Adnen Lassoued**
Directeur général de l'Institut national de la statistique
- **Faouzi Ghrab**
Directeur général de la Commission générale du développement régional
- **Khaled Hachicha**
Directeur général de l'Office de développement du Sud

Ministère des Affaires locales et de l'Environnement

- **Raida Alej**
Directrice de la coopération internationale et du partenariat

Ministère de l'Education

- **Hatem Amara**
Directeur général de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire

Ministère du Transport

- **Kmaira Ben Jannet**
Chef de cabinet
- **Sabeh Toujani**
Chargée de mission
- **Sami Ben Jaafar**
Chargé de mission
- **Frej Ali**
P.D.G. de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (Sncft)
- **Chokri Amiri**
P.D.G. de la société du port Enfidha

Ministère de la Santé

- **Mounir Romdhani**
Chef de cabinet

Ministère du Commerce

- **Mohamed Hedi Inoubli**
Chargé de mission

Ministère des Affaires sociales

- **Mohamed Lassaâd Ayadi**
Chargé de mission

Ministère du Tourisme

- **Naoufel Salhi**
Chargé de mission, conseiller en communication

STAR
Assurances تـأمـيـنـات
www.star.com.tn
60 سنة تعمّلو علِينا

Ministère de la Jeunesse et des Sports

- **Samir Abdeljaoued**
Chargé de mission

Ministère de l'Industrie et des PME

- **Malika Amri**
Chargée de mission

Alpha Hyundai Motor

- **Mehdi Mahjoub**
Directeur général

Sanofi Tunisie & Libye

- **Najla Cherif Hamdi**
Country Chair

Vitalait

- **Moez Klebi**
Directeur général

Election

Association méditerranéenne internationale de la tomate (Amitom)

- **Samir Majoul**
Vice-président

Décès

- **Fethi Mzabi**
Président de groupe d'entreprises

- **Mohamad Abdelkefi**
77 ans, ancien directeur de Radio Monastir, Radio Sfax et de la Télévision tunisienne

- **Dr Béchir Abdelmoula**
Médecin radiologue

- **Youssef Ben Youssef**
Ancien directeur photo à la Télévision tunisienne
- **Abdelhamid Ksontini**
Ancien rédacteur en chef et fondateur du magazine Irfane
- **Abdelaziz Ben Azouz**
Ancien journaliste à l'agence TAP

- **Chokri Ouertani**
Journaliste photographe à Dar Assabah

Distinctions

Nicole El Karoui, promue au grade d'Officier dans la Légion d'honneur française. Mathématicienne pionnière dans le domaine des mathématiques appliquées à la finance, elle est professeur émérite à la Sorbonne et à l'Ecole Polytechnique.

Sonia Bahri, décorée Chevalier de la Légion d'honneur, au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, par le président français Emmanuel Macron.

Hélé Béji, Chevalier de la Légion d'honneur. C'est l'ambassadeur de France à Tunis, Olivier Poivre d'Arvor, qui lui a remis les insignes.

La négociation de l'Aleca n'est pas qu'une affaire économique

• Par Riadh Zghal

Certes, les premières discussions ont abouti à admettre la participation de la société civile au processus de négociation. Mais de quelle société civile s'agit-il ? Les organisations patronales historiques: Utica, Utap ? Les organisations plus récentes : Synagri et Conect? D'autres organisations professionnelles spécialisées ? Des associations triées sur le volet ? Mais toutes ces organisations sont-elles en mesure de faire remonter à la table des négociations les préoccupations des petits agriculteurs aux diverses problématiques géographiques et sociologiques souvent exprimées en termes économiques et politiques ?

Prenons le cas de la question de l'ouverture du secteur agricole aux accords de libre-échange avec l'Union européenne. Cette question a déjà été posée avec inquiétude lorsque de tels accords limités au secteur industriel ont été mis en application. Je citerai à ce propos l'analyse de Mohamed Elloumi qui rappelait le morcellement des exploitations agricoles . Pour se maintenir à flot, l'auteur note le recours des petits agriculteurs à la main-d'œuvre familiale, à l'apport financier des membres de la famille qui travaillent dans d'autres secteurs et à l'exploitation groupée de micro-exploitations. Tout cela constitue une sorte de système D qui reflète la fragilité et la faible productivité de leur activité. Elloumi constate que la capacité de l'agriculture tunisienne à faire face à la libéralisation est différenciée, ce qui nécessite une approche territoriale pour aborder une telle question.

Adopter une approche territoriale revient à considérer les systèmes de propriété en place qui vont des micropropriétés parfois dispersées aux domaines publics exploités par l'Etat, loués, occupés illégalement ou inexploités, en passant par les grandes exploitations céréalières ou fruitières et par les propriétés collectives source de problèmes non résolus, parfois exprimés avec violence. Cela revient également à considérer les modes d'exploitation agricole. Assurer une véritable compétitivité du produit agricole tunisien est une question qui se pose différemment selon qu'il s'agit de culture irriguée ou extensive, du niveau de mécanisation. C'est aussi une question d'ordre culturel et psychologique, celle de la disposition des agriculteurs à introduire et s'approprier les changements nécessaires à la mise à niveau de leur activité pour affronter la concurrence aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Une autre question est aussi à considérer : ne pas reproduire l'erreur faite lorsqu'il s'agissait de mettre à niveau le secteur industriel – tout en reconnaissant ses bienfaits – et se contenter de se positionner au bout de la chaîne de valeur. Il va falloir se préoccuper de la maîtrise de la chaîne de valeur depuis les fournitures d'équipements et des divers intrants jusqu'à la transformation, le conditionnement et la commercialisation. Cela se traduirait par l'introduction de nouveaux systèmes de gestion de l'exploitation, par l'investissement en recherche et développement et par l'essaimage d'entreprises relevant des divers maillons de la chaîne de valeur.

Si l'on tient compte de toutes ces variables et bien d'autres encore, force est de reconnaître que la mise à niveau du secteur agricole – qui devrait précéder son exposition à une rude concurrence – est par trop complexe pour être abordée avec une méthodologie applicable à tous, ni avec une approche top down où les décisions se structurent et se prennent au sommet.

L'initiative d'entrer en négociation en vue d'accords de libre-échange complet et approfondi vient de l'Union européenne qui y trouve son intérêt, et c'est de bonne guerre. Mais où se trouve notre intérêt national ? Où se trouve l'intérêt des petits et ceux des grands agriculteurs ? Où se trouve l'intérêt des régions ? Où se trouve l'intérêt des localités dont le paysage naturel et sociologique est plutôt particulier ? C'est à de telles questions, nous semble-t-il, qu'il faudra répondre pour forger, optimiser une capacité de négociation à même de sauvegarder l'intérêt du pays et d'assurer un développement durable de notre agriculture.

La démocratie a ceci de positif au sens où elle exige un regard approfondi tourné vers la base et une recherche fouillée de ce que peut être l'intérêt commun à plus d'un niveau : macro, méso et micro. Et cela ne peut se faire sans une participation. Certes, cela est beaucoup moins aisé que la constitution d'une équipe de négociation hautement qualifiée. Celle-ci peut être particulièrement engagée envers l'intérêt national mais elle a sa propre vision de cet intérêt. En conséquence, certaines variables peuvent lui échapper.

La participation a ses exigences de temps, de pédagogie, de prise en considération des facteurs sociologiques et économiques locaux, de prospective pour que le local n'empêche pas de penser global… Avec la démocratie, on est entré dans l'ère de la complexité de gestion de la chose publique. Un autre prix de la révolution qu'il faudra payer si l'on veut réunir les conditions d'un avenir meilleur pour notre peuple. Toutefois, le débat autour de l'Aleca est une opportunité à saisir et pour l'économie et pour l'exercice de la démocratie délibérative, tout en continuant à explorer de nombreux autres marchés dans le monde.

R.Z.

Le logiciel qui a servi aux négociations de l'accord d'association signé en 1995 avec l'Union européenne ne peut plus être fonctionnel pour la négociation de l'Accord de libre-échange complet et approfondi (Aleca) car la variable du processus démocratique en marche a changé la donne pour la prise de décision. La démocratie impose qu'au lieu de penser la négociation exclusivement au sommet, on admet une participation de la base impactant les décisions finales. Cela est d'autant plus nécessaire que la situation, aussi bien dans le secteur agricole que celui des services dans notre pays, est par trop fragmentée et fragile. Et ce sont ces secteurs que l'Aleca ouvrirait au marché libre. Or dans leur état actuel, ils ne disposent pas suffisamment d'avantages comparatifs pour affronter la concurrence sur le marché intérieur.→

« Assurer une véritable compétitivité du produit agricole tunisien est une question qui se pose différemment selon qu'il s'agit de culture irriguée ou extensive, du niveau de mécanisation. C'est aussi une question d'ordre culturel et psychologique, celle de la disposition des agriculteurs à introduire et s'approprier les changements nécessaires à la mise à niveau de leur activité pour affronter la concurrence aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. »

Dans le ciel africain en Casques bleus

Ils seront cette année pas moins d'un millier de militaires à se déployer au Mali en Casques bleus sous l'égide de l'ONU! Sur les traces de leurs aînés partis au Congo, il y a plus de cinquante ans, en 1961, laissant à ce jour un souvenir impérissable. Dix ans après les dernières missions, mais très limitées en nombre, dépêchées en 2008 et 2009 en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest, la Tunisie renoue avec sa longue tradition de collaboration militaire avec l'ONU. →

Dès ce 1er février, une unité militaire aérienne (ce qui est une première pour l'armée de l'air) sera déployée au Mali au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma). Servant en appui logistique de transport de troupes et d'équipements, d'évacuation sanitaire et autres tâches, elle comprend 75 éléments de diverses spécialités ainsi qu'un avion militaire de type Hercule C130, et son équipage au complet et ce, pour une durée d'un ans, renouvelable.

Deux autres missions sont également prévues cette année et concerneront également le Mali, portant sur des effectifs plus fournis. La première sera accomplie par un régiment fort de 750 éléments, et devrait être dépêchée au printemps. La seconde, une compagnie composée d'éléments de la police militaire, sera constituée de 120 éléments.

Un devoir d'assistance

Inspectant l'unité avant son départ à Bamako, le ministre de la Défense nationale,

Abdelkrim Zbidi, ne pouvait en être plus fier. A plus d'un titre. C'est en effet un signal fort de reprise de la coopération avec les Nations unies. L'ONU réitère ainsi sa confiance en les forces armées tunisiennes. C'est également une opportunité pour le renforcement des capacités opérationnelles de notre armée. Et c'est l'accomplissement d'un devoir d'assistance à un pays frère et ami qui fait face, lui aussi, à des défis sécuritaires majeurs. Mais aussi, l'implication dans les efforts de maintien de la paix et de stabilisation sécuritaire conformément aux engagements fondateurs de la Tunisie.

«La Tunisie, comme le rappellera le ministre Zbidi, est désormais à sa 23e participation à de pareilles missions de par le monde, en plus d'un demi-siècle. La toute première avait été accomplie au Congo en 1961, avec un contingent de 2 200 militaires, alors que notre indépendance était à peine acquise». Au total, ce sont 19 missions en application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et 4 missions sous l'égide de l'Union africaine.

Une longue tradition unanimement saluée

Actuellement, la Tunisie participe avec 23 officiers en tant qu'observateurs et conseillers à des missions de maintien de la paix dans quatre pays, à savoir le Congo, le Soudan, la Centrafrique et le Mali. Au total, elle aura fourni en plus d'un demi-siècle aux forces de paix pas moins de 10 152 militaires, qui ont servi dans une dizaine de pays et territoires.

En remettant l'étendard de l'unité placée sous le commandement du colonel Chtara, le ministre de la Défense a exhorté les militaires à incarner au plus haut niveau les valeurs de dévouement, d'abnégation et le sens de l'honneur, comme il en a toujours été d'usage et qui animent l'armée tunisienne. Il a particulièrement souligné l'impératif de discipline, d'intégrité et de respect de la mission ainsi que la stricte observance des règles du droit international humanitaire, s'agissant particulièrement d'une mission dans un environnement international, sous l'égide de l'ONU.

Tout un processus réussi

Bien que fortement sollicitée en Tunisie, l'armée n'épargne aucun effort pour répondre favorablement à l'appel des citoyens et s'acquitte→

→ pleinement de son devoir international, faut-il souligner. Il faut reconnaître que le montage de pareille mission n'a guère été facile. En étroite coordination avec la diplomatie tunisienne, l'institution militaire a mené un travail intensif. Au plus haut niveau, le ministre Zbidi devait en effet prendre les contacts nécessaires avec les autorités concernées à l'ONU, à New York. Une fois l'accord conclu, il fallait procéder aux différents préparatifs et mettre au point les dispositifs nécessaires. L'unité qui sera déployée au Mali est au complet. Outre l'équipage de l'appareil Hercule C130, elle comprend les éléments spécialisés dans la maintenance, la logistique, et la gestion administrative ainsi que l'équipe médicale qui sera chargée de l'évacuation sanitaire. A partir de Tunis, l'état-major de l'armée de l'air assurera le suivi et l'appui indispensables.

Un véritable palmarès

Du continent africain à l'Asie et aux Caraïbes, la liste des pays et territoires où les forces armées tunisiennes ont été affectées est impressionnante, suscitant la considération des populations locales et des autorités régionales et onusiennes. Il s'agit du Congo, Sahara Occidental (Minurso), Cambodge (Untac), Somalie (Onusom), Afrique du Sud (Monuas), Rwanda (Minuar), Burundi (UA), Haïti (Minuha), Comores (UA), Albanie (Minuk), Ethiopie- Erythrée (Minuee), Côte d'Ivoire (Onuci), Republique Centre Afrique/Tchad (Minurcat), Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (Unowa) et le Soudan.

تعاونية التأمين للتعليم
Mutuelle Assurance de l'Enseignement
MAE
Assurances . تأمينات
أكثر من شركة تأمين
أحنا توانسة متعاونين

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VÉHICULES DE TOURISME

INFOLINE :
70 130 130

TUNIS
Route de sousse GPI Km7 2033 - Mégrine
Tél : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SOUSSE
Route de ceinture, 4022 Z.I. Akouda
Tél : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

SFAX
Route de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5
Tél : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

GABES
Route de Tunis: Km 0,5 DP 31 - 6001 Hached
Tél : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151

Tahya Tounes

Pour qui roule Selim Azzabi ?

L'attelage semble être bien monté. A condition de garantir l'arrivée à bon port ! L'un postulerait à Carthage et l'autre à la Kasbah. Dans une inversion des lieux. Youssef Chahed, 43 ans, et Selim Azzabi, 40 ans, ont formé leur ticket pour les prochaines élections législatives et présidentielles. Le parti dont ils viennent d'annoncer la création, tambour battant, est censé emporter en leur faveur une adhésion majoritaire qui les doterait d'une confortable assise parlementaire au Bardo. Caractères complémentaires, mais à chacun son style. Chahed, agronome, discret sur l'essentiel, prend goût à la Kasbah et aux médias. S'il est connu du grand public, surtout depuis son accession à la tête du gouvernement, Azzabi, financier, resté longtemps à l'ombre de son mentor et président , Béji Caïd Essebsi, fait un usage graduellement mesuré des feux de la rampe. Zoom sur ce personnage discret. →

A force d'encaisser, Selim s'est fait une carapace, ne serait-ce que d'apparence. Depuis son départ de Carthage, il fonctionne désormais à l'affectif, l'instinctif et l'impératif. L'affectif, en jurant ses grands dieux de rester fidèle à son Président. Quitte à en souffrir... L'instinctif, en se défendant bec et ongles lorsque Slim Riahi tentera de le traîner devant le tribunal militaire, pour complot contre l'Etat. L'impératif, sachant parer au plus urgent, au plus stratégique...

Le long road-show mené dans les régions l'a fait connaître auprès de nombre de Tunisiens. De loin, il s'impose comme quasiment l'unique tête qui dépasse toutes les autres, relèvent des observateurs. Récemment de passage à Paris, il a eu de longs entretiens, «informels» à un niveau élevé, expliquant le projet du nouveau parti « Tahya Tounès » et sa vision. Ses interlocuteurs qui le connaissaient déjà en fonction à Carthage découvrent alors une autre dimension de Selim Azzabi, disent-ils en off.

La grande question que tous se posent est de savoir quel rôle sera-t-il appelé à jouer à l'avenir ? Roulera-t-il pour Chahed? Se demandent en effet nombre d'observateurs. Le nouveau parti sera-t-il son parti ou géré pour compte?

La question centrale reste cependant essentielle : sera-t-il un parti résolument indépendant de Nidaa, ou un rassemblement pouvant un jour s'inviter au sein même de Nidaa et en constituer une composante essentielle avant de former avec lui le noyau d'un front centriste démocrate plus large ?

L'ultime interrogation en voyant tous ces prédateurs qui s'abattent sur le parti en quête de mandat est de se demander quel personnel politique intègre et compétent «Tahya Tounes» →

Avec le service E-Statement QNB,
recevez votre relevé de compte en ligne en toute sécurité.

QNB met à votre disposition son nouveau service « E-Statement », qui vous permet de recevoir votre relevé de compte en ligne en toute sécurité, grâce aux nouvelles mesures de protection mises en place pour mieux vous servir.

QNB

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez qnb.com.tn

→sera-t-il capable d'envoyer au charbon du labeur et du don de soi, tant au Bardo qu'au gouvernement ? Et quelles politiques publiques pertinentes, audacieuses et efficientes saura-t-il proposer au pays ? Reprendre les mêmes et recommencer sera désastreux.

Chahed - Azzabi : retour sur des parcours croisés.

Une longue « complicité politique »

L'alliance politique Chahed - Azzabi ne date pas d'aujourd'hui et tous deux ne sont pas au premier parti qu'ils créent ou qu'ils rallient. Déjà en 2011, ils étaient, chacun de son côté, les fers de lance de deux formations qui fusionneront rapidement. Quelques jours seulement après le 14 janvier 2011, Selim Azzabi constituait en février, avec Abdelaziz Belkhodja, le Parti républicain. Youssef Chahed créait l'association la Voix du Centre, avec notamment Amel Belkhiria, Maher Toumi, Mouna Hizem et autres Kais Nigrou. Rapidement, Al Jomhoury et la Voix du Centre fusionneront et rejoindront le nouveau Pôle démocratique, Al Qotb. Ils y mèneront campagne pour les élections de l'Assemblée nationale constituante du 23 octobre 2011.

Début 2012, le PDP (Ahmed Néjib Chabbi, Maya Jeribi...), Afek Tounès, Al Jomhoury et la Voix du Centre fusionnent, adoptant l'appellation d'Al Jomhoury. Youssef Chahed et Azzabi sont déjà sur le podium. Des divergences entre Afek et le PDP ne tarderont pas à apparaître. C'est alors qu'une centaine de militants conduits par Azzabi et Chahed quitteront les rangs pour rallier Nidaa Tounes en constitution. Tous deux s'engageront dans la campagne électorale, s'investissant intensément dans le recrutement, l'expansion du parti, et plus particulièrement la communication. Ils y feront leur apprentissage. Ridha Belhaj était alors directeur exécutif et Mohsen Marzouk, directeur de la campagne présidentielle. Connaissant de longue date leurs parents et leurs familles, le candidat Béji Caïd Essebsi repèrera le duo Azzabi et Chahed, appréciant leur énergie dévouée.

L'un à Carthage, l'autre au gouvernement, puis à la Kasbah

Une fois porté par les urnes à Carthage, il emmènera avec lui Azzabi et en fera, dès janvier 2015, le conseiller principal en charge du secrétariat général de la Présidence. Un an après, il le nommera en février 2016 ministre - directeur du cabinet, succédant à Belhadj, poussé à la sortie. Mohsen Marzouk était déjà parti, six mois auparavant.

Quant à Youssef Chahed, il sera nommé par Habib Essid en tant que secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, chargé de la Pêche. *«Ce fut pour moi la meilleure nouvelle»*, dira à chaud Azzabi. Chacun des deux fera son propre apprentissage du pouvoir, de l'administration et de l'Etat, sous le regard affectueux et bienveillant du président Caïd Essebsi. *«Mon vœu le plus cher*, nous confiait alors le président, *c'est de préparer une nouvelle génération de dirigeants politiques et de les hisser progressivement aux commandes»*. Et de citer quelques noms dont les deux. Il nous le répètera avec plus d'insistance, fin mai 2016, alors qu'il cogitait déjà le départ d'Habib Essid. Un visiteur présent à cette même occasion le félicitera en lui disant qu'ils se bonifient chaque jour davantage qu'ils passent près de lui.

Cette bonification, Azzabi en bénéficiera pleinement. En quatre ans de pratique quotidienne au contact du Président à Carthage, il a eu une chance exceptionnelle qui lui a permis de capitaliser en si peu de temps une précieuse expérience. Chaque jour, tôt le matin, il était reçu par le Président pour lui soumettre le courrier, recueillir ses instructions et lui rendre compte de leur mise à exécution. Il assistait souvent à des audiences officielles, l'accompagnait parfois dans des déplacements à l'étranger et l'observait attentivement. *«C'est ce que nous permettait Bourguiba*, dira un jour Caïd Essebsi. *Il nous demandait de le regarder faire et d'en prendre exemple !»*

Chahed aura lui aussi, mais dans une autre posture, cette chance d'initiation et cette confiance de promotion. Rien ne le prédestinait particulièrement à prendre la relève de Habib Essid en août 2016 et de former un gouvernement. Il en sera le premier (agréablement) surpris et fort enchanté. La première année à la Kasbah sera du pur bonheur, malgré quelques nuages passagers. Mais, dès le mois de mai 2017, avec l'euphorie du Go Jo, le feu nourri des tirs croisés se fera entendre sur la place publique. Le torchon brûlera avec Nidaa, plus précisément entre Youssef Chahed et Hafedh Caïd Essebsi.

A chacun son dilemme cornélien

Depuis Carthage, Azzabi est dans son rôle auprès du chef de l'Etat, apportant tout le soutien requis par la Kasbah auprès de la Présidence. Ecœuré sans doute par la tournure prise par la situation→

*marque automobile

Alpha Hyundai Motor
Route de la Marsa GP 9 Ain Zaghouan 2045 Tunis. T +216 31 398 000 - F +216 71 308 766
Auto Pro
Av. Mohamed Hédi Khefacha Dar Chaâben 8011 Nabeul. T +216 72 362 666 - F +216 72 364 555
Zeno Auto
Rue Salah Ben Youssef Houmet Souk 4180 Djerba. T +216 75 659 290 - F +216 75 659 277
Sud Auto Services
Route de Gabes Km 3,5. T +216 36 408 428 - F +216 36 408 429
Horizon Cars
Route ceinture GP1, Oued Arouk, Akouda 4022, Sousse. T +216 73 308 250 - F +216 73 308 256
www.hyundai.com.tn

5 ANS DE GARANTIE CONSTRUCTEUR ou 100 000 Km

HYUNDAI

→à Nidaa, il n'était pas plus satisfait des dysfonctionnements relevés dans l'action gouvernementale et certaines décisions de Chahed. Progressivement, il se trouvera, lui aussi, dans un drame cornélien. Les reproches des uns, les insinuations des autres le mettent mal à l'aise. De toute sa finesse, il essayera d'éviter l'œil du cyclone, réitérant à la fois son exaspération des tensions et sa fidélité à son mentor et président Béji Caïd Essebsi.

De son côté, Chahed, de plus en plus confronté au directeur exécutif de Nidaa, se résoudra à «la riposte», et le fera publiquement à la télévision, fin mai. Son attitude à l'égard de Carthage montera d'un cran supplémentaire, revendiquant *«l'exercice de ses attributions constitutionnelles»*. Il va persister et signer plus d'une fois, déclinant les «conseils» du Président. Ce sera le cas lorsqu'il décidera de limoger le ministre de l'Intérieur, Lotfi Brahem, sans attendre de le remplacer lors d'un remaniement ministériel, allant jusqu'à faire un passage en force à l'ARP pour arracher, haut la main, l'investiture du successeur de Brahem (Hichem Fourati), mais aussi en «précipitant» l'annonce du remaniement de son gouvernement, se contentant d'en «informer» le président Caïd Essebsi. Et il y aura bien d'autres actes.

Le départ

Selim Azzabi observait tout cela stoïquement, gagné de plus en plus, depuis juillet dernier, par le sentiment de n'avoir plus sa place à Carthage. Il se résoudra à présenter sa démission, fin septembre. Le Président lui demandera d'y surseoir, rapportent des proches. Une énorme bourde de Nidaa Tounes, le lundi 8 octobre au soir, sera la goutte qui fait déborder le vase. Le parti, s'érigeant à la place de la Présidence et se substituant à son porte-parole officiel, s'était en effet fendu d'un communiqué de presse livrant des détails sur une rencontre entre le chef de l'Etat et le leader d'Ennahdha, annonçant une rupture du consensus et exprimant la position officielle au sujet du gouvernement Youssef Chahed.

Rebondissant sur ce communiqué jugé inacceptable, et ressenti comme un camouflet pour la Présidence et ses services, Selim Azzabi s'empressera de remettre le lendemain, mardi 9 octobre, tôt le matin, sa démission au chef de l'Etat. A 9 heures du matin, c'était scellé. Le président Béji Caïd Essebsi devait s'envoler mercredi 10 octobre pour l'Arménie, pour participer à Erevan au Sommet de la Francophonie. A la surprise générale, Selim, contrairement à ses habitudes depuis quatre ans, n'était pas à l'aéroport pour le saluer... Son départ de Carthage était alors consommé. A Nidaa, Slim Riahi et Ridha Belhadj prennent les commandes. La guerre est déclarée.

Les pires cabales à redouter

Vendredi 23 novembre, Slim Riahi lance une bombe politique et médiatique en annonçant avoir déposé plainte au parquet militaire contre Youssef Chahed et Selim Azzabi, notamment pour complot contre l'Etat. Un véritable séisme, ouvrant la voie à toutes les supputations. Mesurant la gravité des accusations portées contre lui, pouvant lui valoir la peine capitale, redoutant la pire des cabales, Azzabi, →

République Tunisienne
Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement
Agence Nationale de Gestion des déchets

الوكالة الوطنية للتصرف في النفايات
ANGed

Concession portant sur la conception, la construction, l'exploitation et la gestion, l'entretien-maintenance et le gros renouvellement des infrastructures de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés et d'enfouissement technique, en plus de l'exploitation et l'entretien des centres de transferts y afférents pour le Gouvernorat de Gabès

REFERENCE PROJET : 503109

Dossier de pré-qualification n° 19/2018

Avis de report des délais

Il est porté à la connaissance de tous les soumissionnaires que la date de remise des offres prévue pour le 11 février 2019 à 11 h est reportée pour le 11 mars à 11h (heure locale).
L'ouverture des plis se tiendra le 11 mars 2019 à 12 : 00 h au siège social de l'ANGed.

→sa proche famille et ses amis étaient fortement déstabilisés. Chahed aussi, sans doute. Craignant de basses manœuvres, bien que convaincu de son innocence, et se sentant lâché par ceux qui, connaissant la vérité, sont censés le laver de tout soupçon, Azzabi était pris, légitimement, d'une véritable angoisse, largement partagée par les siens. Il n'en sera délivré que lorsque le président Caïd Essebsi le recevra à Carthage le 5 décembre pour lui affirmer que la Présidence n'est guère partie prenante dans cette plainte, lui témoignant son affection. Azzabi était rassuré. Il poussera un grand ouf de soulagement, lorsque le parquet militaire décidera, le 10 décembre, de classer l'affaire.

Coudées franches, ailes libres

Déjà en l'air depuis l'été, au moins, le projet de création d'un *«mouvement politique»* labellisé Youssef Chahed, commençait entre-temps à prendre forme. Il était porté par la nouvelle coalition parlementaire au Bardo et élargi à d'autres figures de divers courants et familles politique. Le noyau dur sera formé par nombre de ministres et conseillers de Chahed, et fortement alimenté par des dissidents de Nidaa. Rapidement, il sera le point de ralliement de nombreux déçus d'autres partis, notamment Afek Tounes. Perçu comme un choix par défaut, par rapport à Hafedh Caïd Essebsi, et considéré comme l'unique offre politique disponible pour le moment, ce « projet » commencera petit à petit à drainer des sympathisants, impatients de connaître sa configuration finale et son programme. Encore, sans concept précis, il n'était pas représenté dans les médias par des têtes et des voix parmi les plus respectées.

Comment attirer les meilleurs ?

La démarche restait un peu tatillonne. Jusqu'à ce que Selim Azzabi se décide à s'atteler à la tâche, et en prendre le leadership opérationnel. Il commencera par une série de contacts avec des figures significatives, des chefs de parti, des leaders d'opinion dans les régions, le tout dans la plus grande discrétion, fuyant les médias. La feuille de route fixée, il passe à la phase publique avec une montée en puissance progressive. C'est ainsi qu'un road show se déploie sur les routes de Tunisie, dans un grand nombre de villes, selon un format en deux temps : un dîner restreint la veille et un meeting élargi le lendemain. Le déroulé est quasi identique : présentation sommaire du «projet» et écoute des réactions, avant de prendre date pour le Jour J. Prudent ou sincère, Azzabi, autant il fustige Nidaa, autant il réitère estime et considération ponctuées à Béji Caïd Essebsi. Il en fait une ligne rouge qu'il ne laissera aucun intervenant franchir. Alors que beaucoup d'autres de ses coéquipiers s'adonnent à fond à la critique du père-fondateur.

Ceux qui connaissent de près Selim Azzabi savent qu'il ne tient guère en haute estime tant de vieux chevaux de retour, champions de la transhumance politique, affidés patentés aux puissants successifs qui se pressent aujourd'hui pour poser à ses côtés. Il ne doit point ignorer ni leur passé peu glorieux, ni leurs ambitions démesurées. Connaissant leur activisme prédateur, il devine sans peine qu'ils balanceront de tout leur poids entre lui et Chahed. Ils ne cherchent qu'à se positionner en bonne place, avides d'une investiture pour le Bardo, d'un portefeuille ministériel ou d'une autre charge publique. Si dans un parti à la conquête du pouvoir, il faut avoir de tout, il faut surtout attirer les meilleurs. Selim Azzabi aura sans doute à le méditer matin et soir. Pour qui roulera-t-il en définitive ? Pour la Tunisie, répondront les siens !

T.H.

Rachid Ben Yedder
Un bâtisseur

• Par Ahmed El Karam

Feu Rachid Ben Yedder était un bâtisseur. Il avait un sens nationaliste confirmé. Dans tout ce qu'il entreprenait, il pensait Tunisie. Cela lui venait sûrement d'un environnement familial totalement imprégné de l'amour du pays. Son grand-père et son père Ibrahim étaient déjà des acteurs appréciés de la vie sociale et économique du pays.→

Feu Rachid Ben Yedder lui-même a commencé sa carrière, comme jeune diplômé de l'école des sciences politiques de Paris « Science Po », dans les cabinets ministériels, à l'aube de l'indépendance. Il était très sensible à la nécessité d'améliorer le sort des Tunisiens par un développement économique conçu et conduit par des compétences et cadres tunisiens libérant le pays de la mainmise étrangère. C'est avec le même engagement qu'il a contribué efficacement à la création et à la consolidation de la Banque de développement économique de Tunisie qui a fusionné, par la suite, avec la Société tunisienne de banques. C'est donc tout naturellement qu'il a consolidé et élargi avec son frère feu Béchir Ben Yedder le Groupe Amen avec le même souci affirmé de servir la Tunisie. C'est ainsi qu'il a acquis le Crédit foncier et commercial de Tunisie, devenu par la suite Amen Bank. Il a insisté pour que cette banque soit gérée exclusivement par des ressources humaines tunisiennes, marquant ainsi sa confiance dans les compétences locales et évitant tout recours à des gestionnaires étrangers. Dans tous les projets qu'il a promus, les préoccupations de développement, de création d'emplois et d'exportation étaient permanentes. Elles étaient conduites en harmonie avec le souci évident et légitime de ne réaliser que des affaires disposant d'un potentiel de croissance et des marges de rentabilité garantissant leur pérennité.

Dans toutes les actions qu'il entreprenait, feu Rachid Ben Yedder a privilégié une démarche longtermiste. Il n'était nullement pressé pour réaliser des bénéfices de courte durée au détriment de la consolidation et de l'avenir des entreprises du groupe. Son action s'inscrivait toujours dans une vision stratégique novatrice qui n'hésite pas à faire de la conquête des nouveaux secteurs et marchés une première priorité. C'est dans ce cadre qu'il a notamment poussé ses équipes à s'intéresser sérieusement aux marchés africains pour y→

→effectuer une réelle percée appuyée par des investissements conséquents et porteuse d'échanges commerciaux prometteurs. Il faut dire qu'il a été aidé dans la promotion et la gouvernance des entreprises du groupe par ses enfants diplômés des grandes universités et imprégnés de l'esprit et de l'éthique de leur père. Feu Rachid Ben Yedder refusait de vivre sous la terreur de l'instant et prenait tout son temps pour bien ficeler les investissements du groupe, leur garantissant ainsi les meilleures chances de réussite. Feu Rachid Ben Yedder était un défenseur acharné du secteur privé. Il considérait que ce secteur doit venir, tout naturellement, consolider le secteur public et l'aider à jouer pleinement et efficacement son rôle. Il estimait que le privé national est mieux adapté pour agir dans un marché concurrentiel, et ce, en respectant un partage des rôles stratégique et intelligent avec le secteur public.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'effort d'investissement permanent entrepris par le Groupe Amen avec la création de nouvelles sociétés dont le nombre a atteint plus de 60 unités. De plus, nombreux sont les hommes d'affaires, maintenant solidement établis, qui sont reconnaissants à feu Rachid Ben Yedder de leur avoir fait confiance quand ils ont démarré leurs projet sans fortune personnelle. Il leur a apporté certes un soutien financier conséquent, mais ce qu'ils appréciaient le plus c'était le fait de les avoir entourés de ses précieux conseils et d'être à leurs côtés même quand la situation du marché devenait pour eux conjoncturellement difficile. Feu Rachid Ben Yedder a toujours considéré qu'il y a chez les Tunisiens des compétences et des potentialités auxquelles il faut faire confiance. Il a toujours lutté pour que les affaires à privatiser soient transmises à des investisseurs tunisiens de préférence à une démarche de cession à des étrangers.

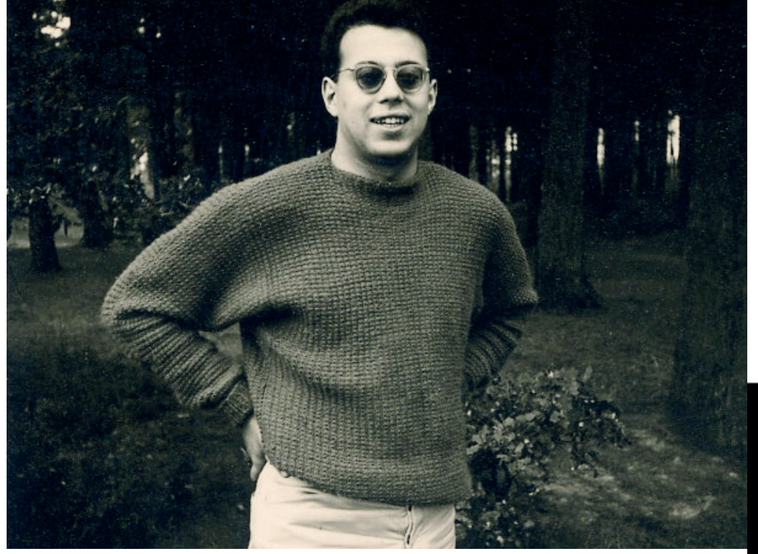
Feu Rachid Ben Yedder avait une approche très moderne de la gestion des sociétés du Groupe Amen. Il faisait confiance à des capacités managériales qu'il mettait le temps et l'énergie nécessaires pour les choisir. Il disait que sa mission essentielle à la tête du Groupe Amen était de ne pas se tromper dans le choix des hommes appelés à le seconder pour gérer les sociétés du groupe. Son approche de management donnait une grande marge de manœuvre aux gestionnaires pour manager au quotidien les affaires dont ils ont la responsabilité. Il s'interdisait d'intervenir dans les décisions de gestion courante. Au contraire, il apportait une contribution enrichissante pour élaborer avec eux les stratégies de développement et assurer le suivi des réalisations à travers notamment les réunions du conseil d'administration et les reportings faits à la société mère, la P.G.I. C'est un mode de gouvernance qui se basait sur la confiance dans des gestionnaires mûrement choisis et sur l'instauration d'un dialogue permanent pour mieux affiner les prévisions et susciter les performances.

Très rapidement, feu Rachid Ben Yedder a mis la bonne gouvernance au cœur du système de gestion des sociétés du groupe. Cela part d'une éthique n'acceptant aucune concession concernant les fortes valeurs morales qui doivent fonder toute la démarche rationnelle et sociétale dans la conduite des affaires. Cela englobe la mise en place de structures de gouvernance toujours plus modernes, allant même jusqu'à créer des comités réunissant les gestionnaires et les administrateurs en avance par rapport à ce que prévoient les dispositions légales et réglementaires. Son approche privilégie également la collégialité dans la prise de décisions à tous les niveaux. Il était attentif à tous les avis avec un sens rare de l'écoute et une bienveillance exceptionnelle pour autrui. Les décisions dans les conseils d'administration ne se prenaient jamais à la majorité. L'unanimité était exigée. Si elle n'était pas atteinte, les questions contestées étaient reportées pour une meilleure préparation et formulation. Les actionnaires minoritaires étaient traités avec tous les égards et leur avis ainsi que ceux des commissaires aux comptes étaient sollicités avec insistance. Feu Rachid Ben Yedder avait des qualités morales exceptionnelles. Il avait un respect sacré pour tous ses collaborateurs. N'élevait jamais la voix et cherchait à connaître personnellement les employés des sociétés du groupe en se renseignant sur leur évolution de carrière et sur la situation de leurs familles. Il n'aimait pas les lumières et c'est la discrétion qui marquait ses actions. Il était humble avec un sens de l'humour qui se manifestait toujours par des réflexions intelligentes et savoureuses qui détendaient l'atmosphère des réunions. Il trouvait le temps pour répondre à toutes les sollicitations et faisait un point d'honneur d'examiner toutes les doléances qu'il recevait et ce quelle qu'en soit l'origine.

Feu Rachid Ben Yedder était très impliqué personnellement dans le soutien du monde associatif comme l'atteste le rôle qu'il a joué dans le Comité des sages de l'équipe de l'Espérance Sportive de Tunis ou dans le comité d'administration du Croissant-Rouge Tunisien. Cela en plus de l'engagement des entreprises du groupe à jouer un rôle responsable dans le soutien des œuvres sociales dans tous les domaines et toutes les régions. La vie et l'œuvre de feu Rachid Ben Yedder sont un modèle pour nous tous. C'est le meilleur chemin à suivre par tous ceux qui sont impliqués dans la promotion et la conduite des affaires.

Allah YarhmouL

A.E.K.



■ Au collège Sadiki Album privé de Slaheddine Ferchiou

■ Slaheddine Ferchiou

■ Rachid Ben Yedder

Express CHARTER
TIME, CAPACITY AND AVAILABILITY !
des solutions efficaces en affrètement complet ou partiel

www.express-aircargo.com

EXPRESS AIR CARGO
we cargo Africa

La performance qui fait gagner des distances

AgilX Premium

AGIL INNOVE EN LANÇANT SON CARBURANT DE DERNIÈRE GÉNÉRATION TECHNOLOGIQUE, AGILX PREMIUM GASOIL ET ESSENCE.

Agil Premium préserve, protège et nettoie le moteur dés le premier plein. Cette nouvelle gamme est enrichie d'additifs multi actions permettant l'amélioration de la performance du moteur et l'augmentation de sa longévité.
Combiné avec une conduite rationnelle Agil Premium permet de faire des économies de carburants.

Agil Premium permet également de réduire jusqu'à 25% des émissions polluantes (test labo Afton Chemical). Grâce à la dernière génération de technologie GreenClean3™, Agil Premium Gasoil offre un excellent anti mousse lors du remplissage, une accélération plus rapide et réduit le bruit du moteur.

Adopter Agil Premium, c'est adopter le bon geste pour garantir la mécanique de votre véhicule.

Agil
À votre Service

SIMPAR
ISO9001
Since 1973

RESIDENCE LA BRISE
Jardins de Carthage

Vous invite à découvrir son nouveau projet **"LA BRISE"** sis aux jardins de Carthage. Résidence **de très HAUT STANDING** abritant 17 appartements **S+1, S+2 et S+3** ainsi que **2 Duplex et** un grand parking sous sol.

45 ans EXPERIENCE

Pour plus d'informations, nous contacter au :

simpar@planet.tn
www.simpar.tn | SIMPAR 29 921 011 / 29 921 009

Rachid Ben Yedder
L'ami de toujours, l'ami de tous les jours

• Par Slaheddine Caïd Essebsi

Il me faut contenir mon émotion, tant sa perte m'est cruelle. Ce qui me lie à Rachid est une amitié sincère, réelle, désintéressée et loyale, plusieurs décennies durant, toute une vie ! Nous nous étions connus dès notre enfance, tous deux élèves au début des années 1940 à l'annexe du collège Sadiki (primaire) puis au collège Sadiki (secondaire). Depuis lors, nous ne sommes presque plus quittés. Même si pendant nos études en France où chacun était allé de son côté, nos contacts n'étaient pas très fréquents, nous nous sommes rapidement retrouvés à notre retour en Tunisie, au début des années 1960. A Sadiki, Rachid était très studieux, laborieux, assidu. Pour rien au monde, il ne pouvait se risquer à redoubler une année. Bachelier, il ira, me devançant de deux années, faire droit et Science Po à Paris. De mon côté, exclu du lycée suite aux évènements du 18 janvier 1952, j'ai dû partir à Montpellier faire mon bachot, avant de "monter" à Paris, pour mes études en économie, finance et fiscalité qui m'ouvriront au droit.→

Nos retrouvailles à Tunis scellaient encore plus et à jamais nos liens. Investi dans le développement des affaires de la famille auprès de son père Haj Brahim et de son frère Béchir, on avait pris l'habitude de nous rencontrer au siège des Cafés Ben Yedder, rue Dag Hammarskjöld, près du port, où officiait Béchir et se rendait souvent le père, ou chez Haj Brahim, au siège historique, rue Al Jazira. J'étais déjà incorporé dans la famille.

Alors que j'accomplissais mon stage d'avocat au cabinet de Me Raymond Scemama, Rachid s'imprégnait de la gestion des entreprises du groupe. Puis, j'ouvrais mon propre cabinet, au 25 avenue Bourguiba, et lui s'installait presque en face, au siège de la Société nationale d'investissement (SNI), qui sera le noyau fondateur de la future Bdet. Rachid mettait ainsi un pied dans la finance et l'investissement publics. Nommé ministre des Affaires économiques en 1969, Hassen Belkhodja fera appel à lui pour diriger son cabinet. Il s'y exercera pendant les quelques mois que durera le gouvernement de Béhi Ladgham, acquérant une bonne connaissance du fonctionnement de l'administration et d'un ministère aussi important.

Rachid était ravi de recouvrer sa liberté et de se consacrer à sa véritable vocation de développeur économique et financier. L'occasion lui sera offerte lors de la cession, en 1971, du Crédit foncier et commercial de Tunisie (Cfct), un vieil établissement bancaire fondé en Tunisie au début du siècle dernier. Rachid portera alors le premier groupe tunisien privé à détenir une banque. Puis, à réussir sa transformation. Tout sera redéployé et il en fera le vaisseau d'amirauté du Groupe Amen.

Un passionné

Rachid était un passionné ! Tout ce qu'il entreprenait, il le faisait avec passion, y allant jusqu'au bout. Même dans ses loisirs. L'acquisition dans les années 60 d'une ferme du côté de Mdjez El Beb l'attachera à l'amour de la terre, de l'agriculture, des l'élevage, et particulièrement du cheval. Il s'y adonnera alors avec passion, prenant un réel plaisir à pratiquer l'équitation. Enfant de Djerba,→

Résultats financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

Le Groupe QNB enregistre des résultats record avec un bénéfice net s'élevant à 13,8 milliards QAR

Dividendes proposés

Dividendes en numéraire à hauteur de 60% de la valeur nominale de l'action.

QNB, la plus grande institution financière de la région Moyen-Orient et Afrique (MEA), a annoncé que le Conseil d'administration, au cours de sa réunion du mardi 15 janvier 2019, a approuvé ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le Groupe a réalisé des résultats financiers records pour l'année 2018 conformément à l'objectif du Groupe QNB de maximiser le rendement pour les actionnaires. Le Conseil d'administration a recommandé à l'Assemblée générale de distribuer un dividende en numéraire à hauteur de 60% de la valeur nominale de l'action (6,0 QAR par action). Les résultats financiers de 2018 ainsi que la distribution des bénéfices sont soumis à l'approbation de la Banque centrale du Qatar (QCB).

L'année 2018 a été encore une année de performance exceptionnelle, et les résultats réalisés sont parmi les meilleurs résultats de l'histoire du Groupe QNB.

Mr Abdulla Mubarak Al-Khalifa, le CEO du Groupe QNB par intérim, vient d'annoncer la performance du Groupe et a déclaré :

« QNB a affiché une croissance forte, durable et rentable, réalisant une excellente performance pour l'année 2018. »

Optimiser la rentabilité à long terme pour les actionnaires grâce à une croissance durable et rentable

Les indicateurs clés des résultats financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont présentés ci-dessous.

(Milliards de QAR)	Décembre 2018	Décembre 2017	Croissance
Bénéfice net	13,8	13,1	5%
Revenus d'exploitation	24,5	22,9	7%
Actif total	862	811	6%
Crédits et avances	613	584	5%
Le financement de la clientèle	617	586	5%
Total des capitaux propres	88	79	12%

Principaux indicateurs de performance	Décembre 2018	Décembre 2017
Rendement par action (QAR)	14,4	13,7%
Ratio d'efficience (coûts/revenus)	25,8%	29,1%
Ratio crédits/dépôts	99,3%	99,8%
Taux de couverture	104%	112%
Ratio des créances classées	1,9%	1,8%
Ratio de solvabilité	19,0%	16,5%
Ratio de couverture des liquidités	124%	135%
Ratio structurel de liquidité à long terme	102%	96%

Résultats de l'état des revenus :

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le bénéfice net a atteint 13,8 milliards de QAR, soit une augmentation de 5% par rapport à décembre 2017, malgré l'impact de la dévaluation de la livre turque. Le résultat d'exploitation a augmenté de 7% pour atteindre 24,5 milliards de QAR. Ce qui reflète la performance du Groupe QNB et sa capacité à maintenir la croissance dans l'ensemble des sources de revenus.

La politique prudente de contrôle des coûts et la capacité du Groupe à générer des revenus forts lui ont permis de maintenir un ratio d'efficience (ratio coûts/revenus) de 25.8% contre 29.1% en 2017, considéré comme l'un des meilleurs ratios atteints par les grandes institutions financières de la région MEA.

Les vecteurs de croissance :

Le total des actifs enregistre une forte croissance due à une augmentation de 5% des crédits et des avances qui ont atteint 613 milliards de QAR. Le financement de la clientèle a augmenté de 5% par rapport à Décembre 2017 pour atteindre 617 milliards.

La croissance du volume des actifs a été partiellement affectée par la dépréciation de la Lire Turque. La croissance sous-jacente des actifs du Groupe et des dépôts de la clientèle a subi l'effet négatif respectivement de 1,1% et 1,0%.

Malgré l'impact de cette dévaluation, la gestion optimisée actif-passif du groupe QNB a permis d'améliorer son ratio crédits/dépôts ayant atteint 99,3 % au 31 décembre 2018.

Qualité du crédit :

Le ratio des créances classées se limitait à 1,9 % au 31 décembre 2018, un niveau considéré comme l'un des plus faibles parmi les institutions financières de la région MEA, reflétant l'excellente qualité du portefeuille de crédits du Groupe et sa gestion efficace du risque de crédit. La politique conservatrice du Groupe au titre de provisionnement s'est poursuivie avec un taux de couverture ayant atteint 104 % au 31 décembre 2018.

Solidité du capital :

Au 31 décembre 2018, le ratio de solvabilité selon les normes de la Banque centrale du Qatar et du Comité de Bâle III a atteint 19,0 %, soit une moyenne au-dessus des exigences requises.

La volatilité des cours de change sur nos principaux marchés a eu un impact limité sur le ratio de solvabilité.

Le Groupe QNB a réussi à mobiliser 10 milliards de QAR supplémentaires sous forme de titres de participation hybrides qui sont inclus aux fonds propres nets (Tier1) à la lumière de la croissance des activités et des opérations du Groupe.

Maintien d'une excellente notation

Le Groupe QNB demeure parmi les institutions les mieux notées, démontrant une force à attirer des clients : institutionnels, des entreprises et des particuliers pour leurs besoins bancaires et financiers, ainsi que des investisseurs et des marchés qui croient en la solidité financière du groupe et en l'efficacité de sa stratégie.

Au cours de l'exercice 2018, les agences de notation Standard & Poor's, Fitch Ratings et Moody's ont procédé à la révision des perspectives du groupe à « stable ». QNB demeure la banque la mieux notée au Qatar et l'une des banques les mieux notées à l'échelle internationale par les principales agences de notation.

Ces notations témoignent de la solidité du capital, de la bonne gouvernance, de la gestion prudente des risques, du modèle commercial et d'exploitation. Le Groupe dispose ainsi d'un avantage concurrentiel qui lui permet d'accéder aux marchés financiers internationaux et de poursuivre ses plans de croissance et d'expansion conformément à sa stratégie.

Institution financière de choix

Le Groupe QNB ne cesse de mettre en évidence, via ses réalisations au cours de l'année, sa solidité financière, sa gamme de produits répondant aux besoins et attentes de sa clientèle et la qualité de ses services.

Le Groupe QNB prend la tête de liste des 100 premières banques arabes pour l'année 2017, compte tenu de son classement en tant que la plus grande banque de la région en termes de fonds propres nets de catégorie Tier1.

Il a également reçu les prix suivants :

- « La meilleure banque au Qatar pour l'Asie » par Asiamoney.
- « La meilleure banque » et « La meilleure banque en matière de développement durable » lors du New Age Banking Summit Awards 2018.
- « La meilleure banque pour la gestion de trésorerie au Qatar » par Global Finance.
- « La meilleure banque Emettrice de l'année », Meilleure Affaire de l'année - 2,38 milliards de dollars US de la série OTV échéance 2020 par mtn-i APac awards.

Marque leader

Compte tenu de sa forte performance continue et grâce à sa présence internationale toujours en expansion, le groupe demeure la marque bancaire ayant le plus de valeur dans la région MEA, avec une valeur portée à 4,2 milliards de dollars US pour occuper le 60ème rang mondial, et ce outre l'obtention de la notation la plus élevée AA+ (la seule marque bancaire qatarie parmi les 100 premières au monde). Le Groupe QNB se donne pour objectif de devenir une banque de premier plan au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-est d'ici 2020, en plus de s'établir sur des marchés hautement concurrentiels.

Employeur de choix

QNB insiste sur l'importance du développement continu de son plus grand atout, à savoir son capital humain. Grâce à des politiques et des processus bien établis, il est procédé à l'identification et à l'amélioration des compétences des employés talentueux et à haut potentiel, dans le but de développer un capital humain capable de répondre aux besoins actuels et futurs du Groupe. Des programmes de formation continue axés sur les besoins, y compris des cours traditionnels en salle et en ligne, tels que des programmes de formation en leadership et de perfectionnement de la gestion pour les dirigeants, des programmes de certification technique et fonctionnelle et des programmes en matière d'efficacité comportementale et personnelle sont dispensés.

Le Groupe QNB accorde une attention particulière au recrutement, au développement et au maintien des talents nationaux dans les régions où il exerce ses activités. Le ratio de Qatarisation est de 54%, étant le plus élevé parmi toutes les institutions bancaires et financières du Qatar. Dans le cadre d'une initiative ciblée d'avancement professionnel, QNB a continué à déployer de nombreux ressortissants qataris dans ses succursales et filiales à l'étranger dans les principaux marchés où QNB est présent.

Statistiques du groupe

Le Groupe QNB dessert une clientèle de plus de 23 millions de clients avec plus de 29000 collaborateurs répartis sur 1200 sites ainsi que 4400 distributeurs automatiques de billets.

QNB

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez qnb.com.tn

→son amour de la mer n'a pas d'égal. Il sera épris de pêche et de navigation, adorant voguer en mer, dans le golfe de Tunis, poussant ses sorties à la Sicile toute proche et au-delà. Espérantiste de génération en génération, il acceptera, non sans beaucoup d'humilité, de faire partie de ses présidents d'honneur. Homme de cœur, il poursuivra la tradition familiale de soutien au Croissant Rouge et y œuvrera en tant que vice-président. Toujours dans l'efficacité et la discrétion.

Jamais au premier plan, jamais à la hâte

Qu'est-ce qui nous a attachés l'un à l'autre? C'est surtout son honnêteté, sa fidélité, sa prudence, son intelligence, sa culture profonde, son ouverture d'esprit, la modernité de ses vues et ses valeurs fondatrices. C'est ce qui lui a permis de construire et de réussir sa vie professionnelle, sans erreur, et sa vie familiale avec beaucoup de bonheur. Sa réussite n'a pas été sans être adossée à une réserve naturelle et à une discrétion totale. S'entourant des meilleurs collaborateurs, il s'attachait à faire appel à de grosses pointures parmi de hauts responsables de l'économie et des finances pour leur confier la gestion d'entreprises du groupe. Poussant ses enfants à réussir leurs études, il les préparera à assumer, à leur tour, leur rôle dans la gestion et le développement du groupe, sans les hisser aux plus hautes fonctions, se gardant de les exposer précocement aux aléas des premiers postes.

L'art et la manière de consulter, mais de tout travailler lui-même

Il ne se passait pas un seul jour sans qu'on s'appelle. Pour se dire bonjour, demander l'un des nouvelles de l'autre, s'informer de l'actualité, se consulter mutuellement et partager notre amitié. Juriste de formation, rompu aux finances, Rachid savait traiter ses dossiers. Et tenait à les travailler lui-même, de bout en bout, s'enrichissant cependant d'avis, recommandations et conseils dont il faisait une bonne synthèse avant de prendre sa propre décision.

Inconsolable !

Chacun était pris de son côté par ses occupations professionnelles, mais on s'arrangeait toujours pour nous aménager, régulièrement, des rencontres fort conviviales. Depuis une vingtaine d'années, et alors qu'il commençait à se dégager de l'opérationnel, Rachid était plus disponible, me faisant l'amitié de m'appeler plus fréquemment. Je l'accueillais alors avec la fameuse phrase du temps de Haroun Errachid: أرق الرشيد فاحضرجعفر qu'il prenait de tout son large sourire. On s'est beaucoup rapprochés l'un de l'autre ces dernières années, prenant notre temps pour discuter, aller manger ensemble, promener nos réflexions sur ce qui se passe, nous épancher l'un sur l'épaule de l'autre. J'étais son confident, il était mon confident. En toute confiance. C'est vous dire combien il me manquera, combien j'en serai inconsolable.

S.C.E.

■ Album privé de Slaheddine Ferchiou

profitez jusqu'à
25 %
de réduction

early
Booking
2019

alphaprod.tn

CTN
الشركة التونسية للملاحة
COMPAGNIE TUNISIENNE DE NAVIGATION

+33 (1) 86 65 00 00
+39 010 848 1200
+49 322 2109- 7400
+216 71 12 02 01

05, AVENUE DAG HAMMARSKJOELD
1001 TUNIS – TUNISIE

www.ctn.com.tn
facebook.com/ctn.com.tn

BIENVENUE À BORD

Malte, l'intéressant voisin... très proche

En se rendant ce 5 février en visite d'Etat de deux jours à Malte, le président Béji Caïd Essebsi ne fait pas que répondre protocolairement à celle effectuée à Tunis, en novembre 2017, par son homologue, la présidente Marie-Louise Coleiro Preca. Même si ces deux visites viennent en célébration du 50e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques. L'importance stratégique de ce déplacement se lit à divers titres. Entretiens en tête-à-tête entre les deux chefs d'Etat, puis élargis aux deux délégations, série d'entretiens avec les hauts dirigeants, dialogue politique structuré (forum politique), réunion de la grande commission mixte au niveau des ministres des Affaires étrangères et signature d'accords de coopération, forum d'affaires et de partenariats, conférence de haut niveau sur l'égalité des genres : le programme est bien chargé. Malte est en effet un voisin très proche, intéressé et intéressant à plus d'un registre. →

Smart Solutions for
Smart City
by Sotetel

NOUS VOUS CONNECTONS AU SUCCÈS
www.sotetel.tn

Sotetel
Broadband Integrator

D'abord, Malte, notre voisin très proche, est le pays qui se proclame, à juste titre, le plus méditerranéen des membres de l'Union européenne. Très active sur le plan diplomatique dans la région, elle a toujours soutenu le processus de paix au Moyen-Orient et a été l'un des premiers pays européens à autoriser l'établissement d'une ambassade de Palestine dans sa capitale. En raison de sa proximité immédiate et des intérêts économiques mutuels, Malte est également concernée par la sortie de crise escomptée en Libye.

Au niveau bilatéral, et malgré une longue histoire commune, il aura fallu attendre la visite à Tunis de la présidente maltaise en 2017, pour instaurer un nouveau mécanisme de dialogue politique structuré, érigé en forum, et relancer la coopération entre les deux pays. Ce forum permettra de favoriser la concertation sur les grandes questions régionales et internationales (Libye, Syrie, processus de paix au Moyen-Orient, etc.), coordonner les positions sur nombre de dossiers (mobilité, migration, etc.) et procéder à des échanges de candidatures. A titre de rappel, la Tunisie est candidate à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU (2020 -2021) et Malte à son tour pour le mandat suivant (2023-2024). La visite d'Etat sera précédée de la tenue de ce forum, mais aussi la réunion, pour la première fois depuis six ans (2012), de la grande commission mixte, en sa 11e session, présidée par les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Khemaies Jhinaoui et Carmelo Abela (en charge également de la Promotion du commerce). Une série d'accords de coopération seront finalisés à cette occasion et signés en présence des deux chefs d'Etat.

Le forum d'affaires et de partenariat qui se tiendra à cette même occasion est prometteur (voir encadré).

Un troisième évènement est prévu lors de cette visite. Il s'agit de la conférence de haut niveau sur l'égalité des genres. Organisée par l'Académie méditerranéenne des études diplomatiques (Medac), elle accueillera notamment trois intervenants tunisiens de marque : les professeurs Kalthoum Meziou, Slim Loghmani et Me Bochra Belhaj Hmida, députée et présidente de la Colibe.

Le partenariat entre les instituts diplomatiques des deux pays, initié il y a une trentaine d'années, vient de bénéficier d'une grande impulsion. Chaque année, deux jeunes diplomates tunisiens sont accueillis pour une formation diplômante (mastère) à La Valette. En avril dernier, l'ambassadeur Ahmed Ounaïes était invité à donner une conférence sur la dimension méditerranéenne de la diplomatie tunisienne. A cette même occasion, l'ambassadeur Mondher Dhraief, directeur général de l'Institut diplomatique tunisien, a signé avec son homologue maltais un mémorandum consolidant l'accord déjà conclu il y a quelques années, renforçant notamment les échanges d'expertise, notamment en

matière de formation diplômante. S'apprêtant à se reconvertir en académie et à étrenner ses nouveaux locaux près du Campus d'El Manar, l'Institut multiplie les partenariats utiles.

«C'est une visite d'Etat très prometteuse, souligne l'ambassadeur de Tunisie à Malte, Zied Bouzouita. *Elle imprimera un nouvel élan substantiel aux relations entre les deux pays et à la coopération bilatérale.»*

Au-delà du protocolaire

Le président Caïd Essebsi s'entretiendra tour à tour avec le président de la Chambre des représentants, Angelo Farrugia (Parti travailliste), ainsi que le chef du gouvernement, Joseph Muscat, et le ministre des Affaires étrangères et de la Promotion du commerce, Carmelo Abela. Fortement inspirée du système anglais, la scène politique maltaise est animée par deux principaux partis, l'un au pouvoir, le Parti travailliste, et l'autre dans l'opposition, le Parti nationaliste, formant un shadow cabinet. C'est ainsi que le président Caïd Essebsi aura certainement l'occasion de rencontrer les dirigeants de ces deux partis.

Chacune de ses rencontres porte une signification particulière et sera mise à profit pour aborder des questions spécifiques. A titre d'exemple, les observateurs ne manquent pas de relever l'importance de l'entretien avec le chef du Parti nationaliste, au moment où l'Europe est gagnée par une montée de la droite et dans certains pays de la droite nationaliste. Cette tendance est sujette à plus grande confirmation lors des élections européennes qui se tiendront fin mai prochain.L

Malte en bref

Nom officiel	:	République de Malte
Nature du régime	:	démocratie parlementaire
Présidente de la République	:	Mme Marie-Louise Coleiro Preca
Chef du gouvernement	:	M. Joseph Muscat

• Données géographiques

Superficie	:	316 km^2
Capitale	:	La Valette
Villes principales	:	Birkirkara, Mosta, Qormi, Zabbar
Langues officielles	:	maltais et anglais
Langue courante	:	maltais
Monnaie	:	euro
Fête nationale	:	21 septembre, fête de l'indépendance

• Données démographiques

Population (2017)	:	440 433 habitants
Densité	:	1 376,35 hab/km^2 (densité la plus élevée parmi les Etats membres de l'Union européenne)
Croissance démographique (2017)	:	2,3% par an
Espérance de vie (2017)	:	80,7 ans
Taux d'alphabétisation (2015)	:	94,1%
Religion	:	catholicisme (religion d'Etat) pratiqué par 98% de la population
Indice de développement humain (2015)	:	33e rang

• Données économiques

PIB	:	11,1 Mds€ en 2017
PIB par habitant	:	28,7 Mds€ en 2017
Croissance	:	6,6% en 2017
Chômage	:	4,6% en 2017
Inflation	:	1,3% en 2017
Solde budgétaire	:	-0,6% du PIB en 2017
Balance commerciale (2015)	:	- 825,376 milliards d'euros
Principaux clients (2017)	:	Allemagne (12,5%), Italie (10,3%) et France (9%)
Principaux fournisseurs	:	Italie (19,8%), Allemagne (7%), Royaume-Uni (6,7%).

Yosr Chouari

Directrice Générale de Tunisair Express

Malte a été la première ligne internationale desservie par notre compagnie

LA COMPAGNIE TUNISAIR EXPRESS EST PRÉSENTE SUR MALTE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES. POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER LA LIGNE ?

Tunisair Express assure une ligne régulière entre Tunis-Carthage et Malta-Luqa depuis 1992, c'est-à-dire dès la naissance de notre compagnie. Malte a été intégrée dans notre réseau grâce à sa proximité qui correspond à la nature même de notre trafic qui repose sur la desserte des lignes régionales de proximité.

COMBIEN DE PASSAGERS TRANSPORTEZ-VOUS ENTRE TUNIS ET MALTE ET QUEL EST LEUR PROFIL ?

Depuis le démarrage de la ligne, nous pouvons dire que nous avons transporté plusieurs centaines de milliers de passagers entre les deux pays. En 2018, nous avons totalisé exactement 15.500 voyageurs, en soulignant que par le passé, nous avions enregistré des chiffres plus importants. Ceci est dû à la conjoncture du moment. A bord, nous transportons essentiellement des hommes d'affaires ainsi qu'une clientèle libyenne très significative.

QUELLE EST LA PART DU TOURISME PARMI LES PASSAGERS TRANSPORTÉS ?

Nous constatons qu'il y a un nombre non négligeable de Tunisiens qui voyagent vers Malte à des fins touristiques car c'est une destination très accessible (à peine 1 heure de vol) et qui est particulièrement séduisante sur le plan produits. Dans l'autre sens, nous espérons pouvoir développer le flux de touristes maltais vers la Tunisie dans le cadre de notre contribution à l'activité touristique. Nous avons à ce propos un projet avec un T.O maltais pour mettre en place un programme qui débutera très prochainement par un éductour destiné à permettre à des agences de voyages maltaises de découvrir de visu l'offre touristique tunisienne.

COMBIEN DE VOLS PAR SEMAINE ASSUREZ-VOUS ET AVEC QUELS TYPES D'APPAREILS ?

Durant la saison hiver, Tunisair Express assure 3 vols réguliers par semaine sur Malte les dimanches, mercredis et vendredis. A compter de la haute saison estivale, c'est-à-dire dès le 1er juin, nous rajouterons une 4e fréquence le mardi. Nous opérons avec nos ATR72 ou bien avec notre CRJ 900 en fonction de la demande.

COMMENT VOUS ÊTES-VOUS PRÉPARÉS POUR LA PROCHAINE SAISON ?

Notre programme commercial a déjà été établi. En plus de nos lignes domestiques, nous allons également opérer en régulier sur Palerme et Naples aux côtés de Malte. Plusieurs tour-opérateurs européens nous ont également sollicités pour assurer des vols charters. Sur le plan de la flotte, nous avons programmé la visite technique de nos avions pendant l'hiver de façon à ce que nous soyons parfaitement prêts dès le démarrage de la saison et ce dans une optique de ponctualité de nos vols.

AGENDA
EXPORT2019

Exposer
nous œuvrons à vous créer des vitrines de plus en plus belles pour sublimer vos contacts d'affaires

Prospecter
nous vous emmenons là où les opportunités résident

Rencontrer
nous vous mettons en contact avec des prospects étrangers répondant à vos prétentions

61 ACTIONS
29 PAYS
13 SECTEURS

Scannez le code

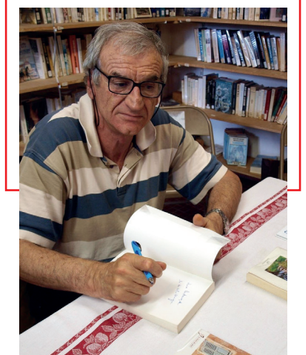
Découvrez le programme sur :
www.cepex.nat.tn/actualites/AE19

TUNISIA EXPORT CEPEX
GLOBAL SPIRIT

Des travailleurs tunisiens à Malte ?

Deux siècles après, ce sera des flux réciproques. Tunis avait accueilli, dès le début du XIXe siècle, une forte communauté maltaise, atteignant près de 7 000 personnes en 1880, exerçant principalement dans la pêche, l'agriculture et le bâtiment. L'île était alors surpeuplée et démunie de ressources suffisantes. Dans son livre à grand succès *Le Maltais de Bab El Khadhra*, Claude Rizzo nous en dresse un portrait mémorable. L'actuel ambassadeur de Malte à Tunis, Mark Pace, est descendant d'un arrière-grand père né à Sousse en 1892. A présent, il n'en reste qu'un peu plus d'une centaine.

Aujourd'hui, avec l'une des plus fortes croissances de la zone Euro (6.6%), un taux de chômage des plus bas en Europe (4.6%) et de grands projets d'investissement, Malte fait appel, pour soutenir son dynamisme économique, aux ressources humaines étrangères. Actuellement, la communauté tunisienne établie dans ce pays compte moins de 400 personnes, employés pour la plupart dans le secteur touristique (hôtellerie, gastronomie, agences de voyages...), le BTP et les services. Un médecin (ORL) et des infirmiers travaillent dans des hôpitaux, et une douzaine de hauts cadres font partie d'organisations régionales et internationales. Trop peu ! D'où l'importance d'un accord de coopération en matière de mobilité, actuellement en cours de finalisation entre Tunis et La Valette.



Mark Pace
Ambassadeur de Malte à Tunis

Mieux exploiter le grand potentiel de nos relations

Le message principal de notre Présidente, lors de sa visite à Tunis en 2017, était que Malte et la Tunisie doivent avoir une vision vers l'avenir. Nos excellentes relations bilatérales devraient également se refléter au niveau de nos relations économiques et humaines. Pour cette raison, une délégation d'hommes d'affaires a accompagné notre Présidente lors de sa visite au cours de laquelle elle a lancé la première édition du Forum des entreprises maltaises en Tunisie et dont la deuxième édition s'est tenue à Malte au mois de mars 2018.

Au cours de l'année écoulée, l'ambassade a constaté un intérêt croissant des entrepreneurs maltais et tunisiens. Cet intérêt sert de rappel très important qu'il y a sept ans, le peuple tunisien a pris la décision courageuse et difficile de faire la transition vers la démocratie. Une telle transition majeure implique des sacrifices et des souffrances. Cette transition ainsi que le développement dans la région présentent de sérieux défis économiques.

Souvent, nous nous concentrons sur ces défis et difficultés, oubliant les opportunités offertes par cette transition. Tandis que les entrepreneurs maltais et tunisiens ont une perspective plus globale. Leur intérêt accru est l'un des meilleurs témoignages du grand potentiel de ce pays, non seulement pour la Tunisie, mais aussi pour l'ensemble de notre région. Un autre rappel du potentiel de ce pays est le retour des vols réguliers d'Air Malta vers Tunis et l'augmentation du nombre de vols directs en 2017.

La tenue des deux visites aux plus hauts niveaux en l'espace de quinze mois confirme la profondeur des relations entre nos deux pays voisins.

A l'occasion du 50e anniversaire de l'établissement de nos relations diplomatiques, nous avons pris la décision d'adopter une approche contemporaine, continue et prospective qui tire profit des changements majeurs que Malte et la Tunisie ont récemment entrepris.

L'adhésion de Malte à l'Union européenne et la remarquable transition démocratique de la Tunisie présentent de nouvelles opportunités. Les niveaux actuels d'échanges commerciaux et économiques, les flux touristiques et les contacts culturels sont en augmentation.

Comme je l'ai mentionné auparavant, l'intérêt croissant des hommes d'affaires m'incite à croire que le niveau potentiel n'a pas été encore atteint. Nous sommes confiants que les visites de nos présidents et les travaux de la commission mixte pourront mettre en place un important cadre de coopération, permettant d'aider les deux pays à mieux exploiter le grand potentiel de leurs relations.

MEILLEURE BANQUE DE FINANCEMENT
DU COMMERCE INTERNATIONAL

TRADE

VOUS ACCOMPAGNER EST NOTRE MÉTIER

L'Union Internationale de Banques vous conseille et vous accompagne sur vos opérations de commerce international et met à votre service l'expertise du réseau de **correspondants Trade** du **Groupe Société Générale** dans le monde ainsi que le support financier de ses partenaires.

SOCIETE GENERALE UIB
الإتحاد الدولي للبنوك
UNION INTERNATIONALE DE BANQUES

BEST TRADE FINANCE PROVIDER 2019
GLOBAL FINANCE

Doivent mieux et plus faire

La dimension économique est importante. Pas moins de cinq vols aller-retour par semaine, assurés par Tunisair Express et Air Malta (qui a repris ses vols en 2017), témoignent des flux passagers, notamment les touristes. De plus, Tunisie Telecom a acquis un bloc majoritaire au capital de l'opérateur local GO. Tout récemment, la Sotetel a été missionnée en juillet dernier, à travers sa filiale à Malte, par un contrat de 3 ans renouvelables, pour assurer des prestations de services de réseau d'accès de télécommunications. La présence économique maltaise en Tunisie est marquée par l'établissement à Ezzahra, dans la banlieue sud de Tunis, d'une importante entreprise spécialisée en textile et la présence de la chaîne hôtelière Corinthia (Hotel Ramada Plaza, Gammarth).

Mais, Jusque-là, la balance commerciale entre les deux pays ne dépasse pas le montant fort minime d'un million de dinars. Il convient cependant de noter que quelques obstacles sont à l'origine de la faiblesse de ces échanges. Principal obstacle : les restrictions européennes qui font soumettre Malte dans ses échanges économiques avec la Tunisie aux règles fixées par Bruxelles. Ces barrières sont d'autant plus regrettables que les potentialités des deux pays sont très favorables. Bien que la population maltaise ne compte que 440 000 habitants (2017), l'économie locale est fort active, affichant une croissance de 6,6% en 2017, soutenue par la vigueur de la demande interne, qui s'appuie à la fois sur la consommation des ménages et l'investissement public et privé. L'inflation n'est que de 1,3% et le chômage réduit à 4,6%. Le PIB est de 11,1 Mds€. Le tourisme retrouve des couleurs et de grands travaux d'infrastructure et de BTP, financés en grande partie par l'Union européenne, sont engagés.

La demande en ressources humaines de différentes qualifications professionnelles, les besoins du marché en produits agroalimentaires et autres en tous genres (matériaux de construction, etc.) et les incitations à l'investissement offrent à la Tunisie des opportunités significatives. Emploi, exportation de biens et services et partenariats restent à promouvoir.

C'est pourquoi le forum d'affaires et de partenariat, qui tiendra sa deuxième session à La Valette le 5 février en marge de la visite d'Etat, aura à concrétiser tant d'opérations prometteuses. Signe d'intérêt, plus d'une cinquantaine de chefs d'entreprise, dont 20 dirigeants des toutes premières compagnies maltaises, ont confirmé fin janvier leur inscription à ces rencontres. De son côté, à Tunis, l'Utica mobilise une participation significative.

Les leçons tunisiennes de Davos 2019

Davos (Suisse) – De l'envoyé spécial de *Leaders*, Taoufik Habaieb. Quels bénéfices réels un petit pays comme la Tunisie peut-il tirer du plus grand rassemblement économique mondial tel que le Forum de Davos ? Tout simplement, tester la pertinence de son discours sur les décisionnaires du monde. Mais aussi s'imprégner de la dense pensée, dans sa riche diversité, qui y est développée. Si chacun des 60 chefs d'Etat et de gouvernement, 300 ministres et autres 3 000 participants de 115 pays et économies ont convergé fin janvier dernier vers ces hauteurs alpines suisses enneigées, avec leurs propres convictions et leurs grandes ambitions, ils sont tous à la recherche de motifs d'optimisme pour vaincre, en ces temps tumultueux, tant d'incertitudes. →

Le chef du gouvernement, Youssef Chahed, qui est depuis 2017 à son deuxième forum économique mondial, en a fait l'expérience. Enchaînant les entretiens avec la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, la chancelière allemande, Angela Merkel, des commissaires européens, le président de la BAD, Akinwumi Adesina, et autres banquiers, mais aussi chefs de gouvernement et ministres (alors que Zied Ladhari était chargé de rencontrer la présidente par intérim de la Banque mondiale, Kristalina Georgieva) : il était à l'écoute, mais surtout au plaidoyer. Saisir le reflet de la Tunisie aux yeux de ses interlocuteurs et leur livrer les messages d'attente pour les convaincre de mieux la soutenir.

Sa tâche n'est guère facile, avec tout ce qui se passe en Tunisie, sur pratiquement tous les fronts : politique, économique et social. Difficile de l'expliquer et de convaincre. Ses interlocuteurs ne sont guère prêts à admettre sans sourciller tant de retards dans la mise en œuvre des réformes urgentes prescrites, tant de débats à l'infini sans aboutir à des décisions, tant de tergiversations dans la lutte contre la contrefaçon et la contrebande, tant de laxisme dans la collecte des impôts, tant d'impuissance face au redémarrage à plein gaz de la production phosphatière et pétrolière, tant d'affrontements politiques et sociaux... S'ils reconnaissent quelques avancées, ils ne manquent pas d'exprimer, en termes à peine voilés, leurs «inquiétudes». S'ils se laissent aller à des encouragements, ils se retiennent d'affirmer tout engagement financier additionnel conséquent.

Parler vrai !

Youssef Chahed a dû le percevoir lors de ses tête-à-tête ou en élargi. Avec le ralentissement économique qui s'amorce dans les pays avancés, les inconnues des prochaines élections européennes de mai prochain, et surtout les mutations profondes qu'introduira la quatrième révolution industrielle, plus technologique, robotisante des systèmes et des âmes, le doute se fraye son chemin. Autant de sérieuses interrogations taraudent les grands de ce monde, et qui secouent particulièrement les institutions financières. Autant elles concernent la globalisation et chaque pays, autant elles ne résistent pas à leurs politiques sur la Tunisie. L'appui à la démocratie naissante et la transformation économique et sociale est-il approprié, suffisant et bien utilisé ?
Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique, bien que controversé, ne manquera pas de le lancer à des membres de la délégation tunisienne croisés à Davos. *« La communauté internationale vous soutient-elle suffisamment?»*, leur demandera-t-il. Antonio Guteres, secrétaire général de l'ONU, le dira plus crûment à Youssef Chahed : *« Est-ce que les Européens se sont finalement réveillés ?»* Son ton compatissant doit se transformer en appel urgent, du haut de son magistère. Même s'il n'a pas d'autorité directe sur les bailleurs de fonds et leurs actionnaires, sa voix, bien portée, peut compter.

Un contre-discours nécessaire

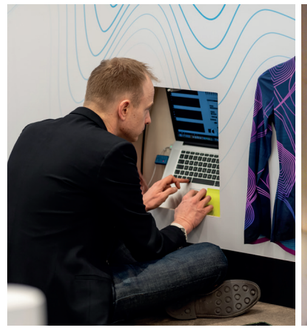
«Le discours tunisien manque cependant de concepts, d'argumentations persuasives et de punch, estime un analyste rencontré par *Leaders* à Davos. *Continuer à jouer les bons élèves et s'échiner à «vendre» les avancées et plaider les circonstances atténuantes devant le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne s'avère peu productif*, poursuit-il. *L'unique stratégie est de renverser la vapeur en démontrant aux dirigeants* →

→de ces institutions leurs propres erreurs d'exigences et de contraintes. Les exemples ne manquent pas : en bloquant les recrutements dans la fonction publique, au titre du ratio de la masse salariale par rapport au PIB, et en limitant les financements, ils contribuent à la dégradation des services publics de base pour la population.» «Combien de nouvelles unités de soins de santé, entre dispensaires, services spécialisés et hôpitaux, sont restées, à ce jour, fermées, faute de médecins et de personnel de santé disponibles, ajoute-t-il*? Pas moins de 28 et dans toutes les régions ? Avec 4 000 départs non remplacés entre médecins, techniciens supérieurs et infirmiers qui ont quitté le ministère de la Santé rien que durant les deux dernières années 2017 et 2018, de quelle qualité de soins peut-on parler ? Avec des dizaines d'élèves qui ne font leur rentrée scolaire, depuis cinq ans, que fin novembre, faute d'enseignants et de suppléants, de quelle qualité de l'enseignement peut-on se prévaloir ? Avec des parcs d'autobus, de trains et d'avions vétustes et constamment en panne, faute de pièces de rechange et de nouvelles acquisitions, comment peut-on garantir un fonctionnement acceptable des transports publics? Ne vous demandez pas alors pourquoi le mécontentement des Tunisiens est exacerbé. S'ajoutant à l'inflation, à la flambée des prix;→*

Déverrouiller l'avenir devant la jeunesse arabe

Alors qu'on ne cesse de brandir de grands slogans pour l'unité arabe et la coopération interarabe, la réalité sur le terrain en est bien loin. Avant de demander à l'Europe la libre circulation des biens et des personnes, de quémander visas et bourses, dons et prêts, avons-nous revendiqué ces droits à nos gouvernants dans les pays arabes ? La question était âprement posée à Davos.
Comment les leaders arabes peuvent-ils ouvrir les horizons devant les jeunes de la région et déverrouiller l'avenir avec toutes ses potentialités en leur faveur ? C'est le thème d'un panel de discussion qui a suscité un réel intérêt au 49e Forum économique mondial. Sur le podium, Hadley Gamble, de CNBC, a réuni Youssef Chahed, Mohamed Al Tuwaijri (Arabie Saoudite, ministre de l'Economie et du Plan), Alain Bejjani (Liban), Khaled Al Rumaihi (Bahreïn), et Rami Hamadallah (Palestine). Le premier tour des réponses était articulé sur l'espoir et la confiance en l'avenir à rendre aux jeunes, la création d'emplois, la promotion des investissements et autres concepts bateau. Mais, rapidement, on est arrivé aux questions essentielles. Première demande des jeunes arabes, c'est la mobilité, sans obligation de visa, lancera le Palestinien Rami Hamadallah. C'est aussi la demande pressante des opérateurs économiques, ajoutera le Libanais Alain Bejjani. *«Open it !*, martèlera-t-il. *Pour tout. La mobilité, l'investissement, l'éducation. Laissez faire le secteur privé. Le salut du monde arabe ne viendra pas des gouvernants, mais du secteur privé. »*
Youssef Chahed ne pouvait qu'y souscrire, poussant la réflexion aux questions impératives de la sécurité et de la stabilité, en préalable, la refonte du système éducatif et de la formation professionnelle, devenus obsolètes, et la levée de toutes les barrières. Plus que créer des emplois, sans soucier de leur réel intérêt, l'essentiel est de créer des emplois de qualité, à tous les niveaux et dans tous les secteurs. D'un autre côté, il s'agit de permettre à l'entreprise de disposer des ressources humaines qualifiées indispensables à la création de la valeur, dira-t-il. Il plaidera en faveur de la numérisation, de l'innovation technologique et l'élargissement des marchés comme vecteur d'opportunités et de croissance. La suppression de toutes les barrières qui font jusque-là obstacle et une véritable intégration économique sont plus qu'urgentes, selon lui.
Plus de bourses, de mobilité des travailleurs, de liberté d'investissement et d'incitations au secteur privé dans le monde arabe : les revendications sont légitimes. Un exemple des discussions au Forum de Davos..

STB Direct...
votre nouvelle Expérience Digitale
DigiTransfert
Digicarte
DigiActionnaire
DigiEpargne
DigiCrédit
STB Direct
stb.com.tn
Et bientôt d'autres applications...
Download on the App Store
ANDROID APP ON Google play
STB BANK



→ l'érosion du pouvoir d'achat, l'aggravation du chômage et la dégradation de la parité du dinar, les Tunisiens font face au quotidien et, à leur corps défendant, aux pires épreuves. Merci FMI, Banque mondiale, Union européenne et amis de la Tunisie !»

S'il ne l'a pas révélé aux médias, Youssef Chahed n'a pas manqué de développer ces aspects devant ses interlocuteurs, à Davos, selon ses proches. *«Ce sont là les propos qu'il tient, sans détour, chiffres à l'appui»*, affirment-ils. Ce discours, jusque-là tenu à huis clos, gagnerait cependant à être approfondi, bien argumenté et sans cesse actualisé, et mis en avant, dans la sphère publique, par tous les dirigeants tunisiens, en toute cohérence.

De grandes interrogations

Toutes proportions gardées, le cas de la Tunisie n'échappe pas aux incertitudes qui ont plané cette année sur le Forum de Davos. Comment faire face aux vérités inconfortables d'un nouveau monde qui s'annonce ? Comment survivre et prospérer en ces temps de tumultes? Tous se posent les mêmes questions, qu'il s'agisse des confrontations commerciales, notamment entre les Etats-Unis et la Chine, les deux économies mondiales dominantes et interconnectées, avec leurs conséquences sur les autres systèmes financiers et commerciaux mondiaux de plus en plus interdépendants, ou d'autres défis. La quatrième révolution industrielle, vecteur de la mondialisation 4.0, marquant un glissement rapide de la simple numérisation vers la véritable innovation, fondée sur les talents plus que les capitaux, avec son corollaire, à savoir un nouveau pouvoir technologique, et d'une montée de la robotisation de l'humanité, mais cependant l'émergence d'une nouvelle conscience morale, individuelle et collective. L'impact de cette quatrième révolution se répercutera non seulement sur les entreprises, les gouvernements et les individus, mais changera profondément les perspectives d'avenir, remettant en question tant de concepts, en ce temps de basculement technologique rapide et imprévisible. A quels nouveaux secteurs et métiers l'enseignement doit former ? Comment concilier moins de main- d'œuvre classique à faible rémunération et plus de compétences spécialisées dans des emplois plus sûrs et valorisants à salaires élevés ? Quelles garanties pour la préservation de la vie privée et de l'intimité individuelle ? Les partis politiques, prisonniers de leur pensée unique et de leurs vieilles pratiques, sont quasiment tous en crise. Peuvent-ils encore formuler des politiques publiques et inspirer leurs gouvernements ? Sans intensification de la transparence et de l'engagement des consommateurs déjà submergés par les nouveaux modes de consommation, et sans interaction avec la société civile et les nouveaux pouvoirs locaux, les autorités centrales pourront-elles se maintenir aux commandes? Bref : comment façonner un avenir en fonction de nos objectifs et de nos valeurs ?

Le foisonnement des idées est l'ADN vivifiant de Davos. Si l'absence cette année de Donald Trump, Emmanuel Macron et Theresa May notamment, retenus par leurs crises internes, a été remarquée, la présence très active du vice-président chinois, Wang Qishan, à la tête d'une forte délégation, du Premier ministre japonais, Shinzo Abe, et d'autres figures de premier plan, mais aussi de présidents des plus grandes multinationales, a conféré un intérêt particulier à la 49e édition du Forum. Voir tant de célébrités déambuler en toute modestie à Davos, participer à des panels de discussion et répondre spontanément aux questions des participants sans se soucier de leur rang, est impressionnant

T.H.

COTUNACE

COTUNACE ÉLUE MEILLEUR ASSUREUR
CRÉDIT EN TUNISIE 2017

Le monde á votre portée ... nous vous l'assurons

+33 ans سنة

NOTRE GARANTIE : Pour Votre Développement

NOS ASSURANCES

- Exportations
- Ventes Locales
- Investissements
- Préfinancement Export
- Caution (Local & Export)
- Recouvrement des Impayés

Tunis - Sousse - Sfax
www.cotunace.com.tn

FANAF

43ème ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FANAF

Du 17 au 21 Février 2019
à TUNIS

FANAF - Les assureurs africains réunis à Tunis

Quelle structure de marché pour promouvoir le développement de l'assurance africaine ?

Pour la première fois, la Tunisie accueillera du 17 au 21 février les travaux de l'assemblée générale de la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF), en collaboration avec la Fédération Tunisiennes des Sociétés d'Assurances (FTUSA) et TUNIS-RE. *«Près d'un millier de participants qui viennent de tous les continents prendront part à cette 43e session,* déclare à *Leaders* Habib Ben Hassine, président de la FTUSA et directeur général des Assurances MAGHREBIA. *Elle sera ainsi une occasion propice pour un échange fructueux des idées et des expériences afin d'encourager les échanges d'affaires entre les différents acteurs de notre industrie.»*

Ce grand rendez-vous professionnel sera adossé à un symposium à l'effet d'entretenir la réflexion et les échanges sur des problématiques d'actualité de l'industrie des assurances. L'édition 2018 de ces assises, tenue à Kigali (Rwanda), invitait les délégués à repenser «l'assurance africaine à l'épreuve des disruptions». L'assemblée générale de Tunis 2019, pour rester dans la continuité de la réflexion, est placée sous le thème central : « Quelle structure de marché pour promouvoir le développement de l'assurance africaine ?». En effet, le développement du secteur des assurances repose, certes, sur la qualité des acteurs, mais reste également corrélé à la nature de son environnement réglementaire, financier, etc. Chacune de ces composantes, qui exercent une influence notable sur la structure du marché, mérite réflexion eu égard aux diverses transformations majeures que subit l'industrie des assurances africaines.

« Pour faire le tour des différentes problématiques que soulève ce sujet d'actualité, indique Adama Ndiaye, président de la FANAF, cette thématique fera l'objet de quatre grands panels qui feront intervenir d'éminents spécialistes sur le sujet. Il s'agit de :

- **Panel N° 1 :** Infrastructures minimales de marché pour accompagner le développement
- **Panel N° 2 :** Enjeux de la régulation et de la supervision
- **Panel N° 3 :** Quel capital humain pour le développement de l'assurance africaine ?
- **Panel N° 4 :** La finance au service de l'assurance.

Au-delà de cette dimension scientifique de l'événement, les assemblées générales de la FANAF sont aussi des moments de dialogue, de communion, de rencontres B to B…»

A la tête du comité local d'organisation, Habib Ben Hassine affirme que les meilleures conditions sont réunies pour faire de cet important rendez-vous de la grande communauté de l'assurance africaine une réussite totale.

Marché tunisien de l'assurance

Des indicateurs en croissance, malgré une conjoncture difficile

Redoublant d'effort tout au long de ces dernières années, les compagnies tunisiennes d'assurances ont pu résister aux aléas et à une conjoncture économique difficile, affirme Kamel Chibani, directeur exécutif de la FTUSA, qui regroupe 22 entreprises d'assurances adhérentes. Le secteur affiche des indicateurs en croissance, sur la base des états publiés. En 2017, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 2 087,846 MD en 2017 contre 1 855,801 MD en 2016, soit une augmentation de 12,50 %.
- Les sinistres réglés ont enregistré une augmentation de 2,78 %, passant de 1 022,424 MD en 2016 à 1 050,798 MD en 2017.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 516,526 MD en 2017 contre 429,465 MD en 2016, soit une augmentation de 20,27 %.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 12,52 % en 2017, passant de 3 897,986 MD en 2016 à 4 385,994 MD en 2017.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 4 894,546 MD en 2017 contre 4 458,732 MD en 2016, soit un taux de croissance de 9,77 %.
- Le résultat technique de l'exercice s'est amélioré en 2017, il dégage un excédent de 78,048 MD contre un excédent de 45,610 MD en 2016.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2017 un bénéfice de 86,170 MD contre un bénéfice de 53,474 MD en 2016.

Tunis Re en Afrique

Un succès qui pèse lourd !

Maghreb Corporate
Certificat
N° 50103779 / A
TUNIS RE
Secteur d'Activité : Reassurance
MSI 20000
01-11- 2015
31-10-2018

Tunis Re

Rated B+ (Good) by AM Best

Long-Term Issuer Credit Rating of “bbb-”

Outlook Of These Credit Ratings Is Stable

www.tunisre.com.tn

Habib Ben Hassine

Kamel Chibani

Les membres de la FTUSA

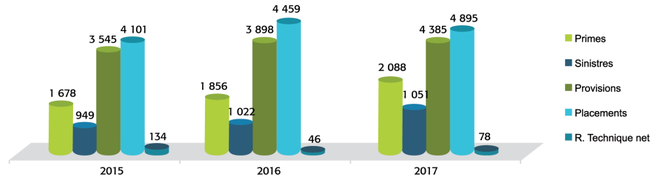
ftusa
الجامعة التونسية لشركات التأمين
Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances

1. AMI Assurances
2. Assurances BIAT
3. Compagnie d'Assurances et de Réassurances «ASTREE»
4. At-takafulia
5. Attijari Assurance
6. Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne (CARTE)
7. Carte Vie
8. Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances (COMAR)
9. Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur (COTUNACE)
10. El Amana Takaful
11. GAT Assurances
12. GAT-Vie
13. Compagnie Tunisienne d'Assurances Mutuelles Agricoles (CTAMA)
14. Compagnie d'Assurance Vie et de Capitalisation « HAYETT»
15. Société Tunisienne d'Assurances «LLOYD TUNISIEN»
16. Mutuelle Assurance de l 'Enseignement (MAE)
17. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances «MAGHREBIA»
18. Société Tunisienne d'Assurances «MAGHREBIA-VIE»
19. Société d'Assurances «SALIM»
20. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances (STAR)
21. Société Tunisienne de Réassurance «TUNIS RE»
22. Zitouna Takaful

Les principales missions de la FTUSA

- Défendre les intérêts généraux de ses membres ;
- Représenter les membres auprès des pouvoirs publics et des autorités de contrôle;
- Faciliter les échanges d'affaires, d'expériences et d'informations entre ses membres sur des questions juridiques, fiscales, financières, techniques et autres;
- Réunir et diffuser toutes les informations concernant les assurances et la réassurance qui pourraient être utiles à ses membres ;
- Réaliser ou faire réaliser des études concernant les problèmes stratégiques, techniques, financiers et juridiques et établir des statistiques rétrospectives et prospectives de l'assurance;
- Assurer la liaison avec les autres organismes professionnels, nationaux ou internationaux, et les partenaires du secteur de l'assurance et de la réassurance;
- Développer les actions de formation, de prévention, d'information et de communication;
- Etudier des questions de toute nature concernant le secteur de l'assurance et de la réassurance et faire des propositions aux parties concernées pour favoriser la promotion et le développement du secteur.

Les données clés du secteur



	2016	2017	Ev. 17/16 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	1 840 134 067	2 072 128 891	12,61
Acceptations	15 666 785	15 716 706	0,32
Primes Emises. (Affaires Directes+ Acceptions)	**1 855 800 852**	**2 087 845 597**	**12,50**
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	1 014 771 623	1 040 404 609	2,53
Sinistres Réglés (Acceptations)	7 652 762	10 393 196	35,81
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptions)	**1 022 424 385**	**1 050 797 805**	**2,78**
Frais de Gestion (Affaires Directes)	427 056 423	514 788 901	20,54
Frais de Gestion (Acceptations)	2 408 887	1 737 052	-27,89
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptions)	**429 465 310**	**516 525 953**	**20,27**
Provisions Techniques	3 897 986 030	4 385 993 990	12,52
Cessions et Rétrocessions	356 416 481	364 995 471	2,41
Placements	4 458 731 715	4 894 546 438	9,77
Solde Financier	148 751 815	188 767 418	26,90
Solde de réassurance (résultats des cessions)	-160 305 674	-132 525 073	17,33
Résultat net	45 609 581	78 047 610	71,12
Résultat aux Bilans	**53 473 788**	**86 169 912**	**61,14**

NOUVEAU MODE DE SOUSCRIPTION ET DE PAIEMENT EN LIGNE

DEVENEZ UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES
EN UN CLIC !

UNE EXCLUSIVITÉ TECHNOLOGIQUE CARTE ASSURANCES

VOUS N'ÊTES PAS ENCORE ASSURÉ CARTE ASSURANCES

DEVENEZ IMMEDIATEMENT UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES OÙ QUE VOUS SOYEZ

1 Téléchargez l'application CARTE ASSURANCES ou connectez-vous sur notre site web www.carte.tn

2 Choisissez votre produit d'assurance en ligne.

3 Souscrivez et payez par carte bancaire directement en ligne.

4 Dès la réception de la notification de succès de paiment

VOUS ÊTES ASSURÉ CARTE ASSURANCES !

VOUS ÊTES UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES

GAGNEZ EN SIMPLICITÉ
Simulez vos futurs contrats d'assurances, souscrivez et payez directement en ligne par carte bancaire sans avoir besoin de vous déplacer.

GAGNEZ EN PRATICITÉ
Consultez vos contrats, les encaissements* vos échéances de prime et payez directement en ligne.

SOYEZ AVERTIS
En recevant des sms et notifications de succès de paiement ainsi que des alertes nouveautés pour être toujours informés.

GAGNEZ DU TEMPS
Vous recevez vos contrats par e-mail et/ou courrier et recevez vos reçus de paiement par e-mail.

DES QUESTIONS ?

Nos conseillers sont à votre écoute 24h/24 et 7j/7 où que vous soyez à travers les différents réseaux sociaux.

APPLICATION À TÉLÉCHARGER SUR

ANDROID APP ON Google play — Bientôt disponible Windows Phone — Bientôt disponible App Store

ET NOTRE SITE WEB

www.carte.tn

40 ans On vous l'assure. CARTE ASSURANCES

* Consultation de vos contrats d'Assurance Vie et Assistance Voyage.

La crise de la démocratie représentative et la montée de l'abstention

• Par Habib Touhami

Dans plusieurs pays, la démocratie représentative est chahutée et sérieusement remise en cause. En prenant le contrepied de la démocratie directe dans laquelle c'est le peuple qui prend les décisions, la démocratie représentative s'était engagée à mettre en place un meilleur système politique. Au vu de ce qui se passe en Tunisie et ailleurs, le moins que l'on puisse dire est qu'elle devient de moins en moins représentative et de plus en plus indifférente aux problèmes vitaux du plus grand nombre. Jugement abrupt peut-être, mais qui exprime un ressenti largement partagé. L'augmentation de l'abstention là où le vote n'est pas obligatoire est un signe qui ne trompe pas. Le taux d'abstention aux élections est usuellement calculé en rapportant le nombre des citoyens qui se sont abstenus lors d'un vote au nombre de citoyens inscrits sur les listes électorales. Mais si on doit compter les citoyens en âge de voter mais qui ne se sont pas inscrits sur les listes électorales, les citoyens dont le bulletin de vote est comptabilisé comme blanc ou nul, le taux d'abstention effectif serait nettement plus élevé que le taux d'abstention « usuel ». Dans les pays où le vote est obligatoire comme le Brésil, la Turquie, l'Australie ou le Liban, le taux de participation est de 80% en moyenne. Il dépasse 90% en Belgique, Grèce, Luxembourg et Chypre.

Par contre, le taux de participation à l'élection présidentielle américaine du 8 novembre 2016 s'est élevé à 54,2 % seulement. C'est le moins bon depuis 2000, et quoi qu'il s'inscrive dans la moyenne des deux dernières décennies, sa baisse en 2016 aurait favorisé l'élection de Donald Trump. Le taux de participation aux élections de 2018 au Canada a atteint 67,1%, soit quatre points de moins qu'en 2014 et sept points de moins qu'en 2012. En France, le taux d'abstention au premier tour des élections législatives de 2017 a atteint 51,29% et plus de 57% au second. Entre 1958 et 2017, le taux d'abstention a ainsi été multiplié par deux. Emmanuel Macron a été élu en 2017 avec un taux record d'abstention pour une présidentielle : 26%. Cela remet à l'ordre du jour l'obligation légale de voter, à moins de donner, constitutionnellement, un sens politique concret à l'abstention et au vote blanc. Les politologues et les sociologues dissertent depuis longtemps sur les raisons profondes de cette hausse. Les uns avancent le désintérêt grandissant des citoyens pour la chose publique, les jeunes en particulier, l'impact nocif des médias, la télévision en particulier qui formate le discours politique en fonction de ses propres formats, la peur générée par la mondialisation, le fatalisme face à un ultralibéralisme triomphant; les autres insistent plus particulièrement sur les effets de l'urbanisation, la montée du chômage, etc. Certes, l'augmentation du taux d'abstention n'est pas linéaire dans le temps, mais la tendance générale est à la hausse comme on vient de le voir à travers quelques pays bien différents par la taille, le régime politique et le mode de scrutin.

Partout, la classe politique perd en leadership et en charisme. C'est un fait. La race des héros de guerre et des mouvements de libération nationale, à qui le combat a conféré une légitimité supplantant la légitimité électorale, s'est éteinte. Fini aussi le temps où les tribuns et les enracinés dans le terroir et les convictions tenaient le haut du pavé dans les débats publics et les assemblées représentatives. Les voici remplacés par des politiciens interchangeables et convenus tenant des propos interchangeables et convenus, menant des politiques interchangeables et convenues. Quand il n'y a plus rien d'essentiel qui différencie les politiques socioéconomiques, quand l'alternance au pouvoir ne conduit à rien de positif, les électeurs n'ont d'autre choix que celui de ne pas choisir ou de choisir par défaut. C'est précisément ce que les Tunisiens ont fait en 2014. Le taux de participation aux élections législatives de 2014 a été de 70,4% selon l'Isie et de 62,6% au second tour de la présidentielle. Le nombre d'inscrits sur les listes électorales aurait atteint 5,3 millions selon la même source. Mais si on prend en considération la population de nationalité tunisienne en âge de voter en 2014 selon le Rgph, le taux effectif d'abstention avoisinerait les 53%. Ainsi le parti des abstentionnistes est devenu en 2014, et de loin, le premier parti politique tunisien. Certaines démocraties peuvent s'accommoder d'une telle situation, pas la nôtre, d'autant que la courbe de l'abstention a peu de chance de s'inverser en 2019. En un laps de temps relativement court, la jeune démocratie tunisienne aura accompli l'exploit rare d'accumuler toutes les faiblesses énumérées des démocraties représentatives en y ajoutant d'autres de son cru.

Si le taux d'abstention «effectif» aux élections de 2019 approche ou dépasse 60%, la démonstration sera faite que la démocratie tunisienne souffre d'une dégénérescence avancée, le comble pour une jeune démocratie. Depuis huit ans, l'exécutif patauge dans la gadoue, l'incohérence et l'incurie. C'est aussi le cas d'une ARP, produit d'un mode de scrutin aux législatives qui favorise l'élection de représentants, ou agités et infécondes ou rapaces et serviles. Quant au débat d'idées censé tirer la vie politique par le haut, il est absent dans les partis politiques, les médias et l'opinion publique elle-même. Finalement, la mort annoncée de l'idéologie pourrait bien annoncer la mort de la démocratie.

H.T.

Le pari réussi de l'intelligence collective

STB Bank
Une transformation profonde et rapide

Le programme de restructuration de la STB Bank commence à porter ses fruits. Malgré le coût des investissements engagés sur une centaine de projets stratégiques en cours, elle a connu une remarquable évolution simultanée de ses dépôts et de ses engagements, de son Produit Net Bancaire et de son résultat net qui a augmenté de 66 MD en 2017 à 99 MD en 2018, soit une évolution de 50%. De plus, son taux des créances classées continue à régresser depuis l'année 2016, date de la mise en œuvre du programme, passant de 28,2% à 20% (dont 48% des créances touristiques) en 2018.

La percée continue de la STB

La STB vient de publier ses résultats pour l'exercice 2018.

Il en ressort que, durant les trois premières années de mise en place et d'exécution du plan stratégique de transformation STB 2016-2020, elle a réussi à atteindre et même dépasser ses objectifs quantitatifs et qualitatifs prévus.

Cette stratégie, fondée sur le Full Audit réalisé par le cabinet international PwC, a tracé les principaux objectifs et KPI's qui ont constitué la base du contrat-programme 2016-2020 signé avec le ministère des Finances.

La stratégie 2016-2020 s'est basée dans une première phase sur la transformation digitale et la structuration du capital humain et dans une deuxième phase sur la consolidation de la force commerciale.

Le lancement simultané de plus de 100 projets durant les exercices en question vise à amorcer une transformation profonde et accélérée engageant l'intelligence collective de plusieurs centaines d'employés de la Banque.

Il fallait du courage pour un plan social et le rajeunissement des effectifs …

Un plan social minutieusement élaboré avec les partenaires sociaux a été mis en place pour accompagner les employés qui le désirent à choisir de prendre une retraite anticipée. Environ quatre cents employés ont choisi cette option en contrepartie d'une compensation juste et équitable supportée par la banque. Ces départs ont permis de recruter environ cinq cents jeunes, dotés d'une formation solide, sélectionnés parmi 186 mille candidats, au terme d'un concours transparent et rigoureux, organisé sous la supervision d'instances officielles.

Ensuite oser un nouveau système d'information et une digitalisation 100% made in Tunisia

Avec le coaching et l'expérience des cadres de la banque, cette nouvelle génération de collaborateurs a mené à bien la transformation digitale de la banque. Cette transformation a été rendue possible grâce à la mise en œuvre réussie d'un nouveau système d'information conçu et réalisé avec un savoir-faire 100% tunisien: ADN et métier bancaire STB et codage BFI.

La STB est pionnière dans son évolution vers une plateforme technologique de nouvelle génération d'Open-Banking, permettant l'exploitation des données et l'intégration progressive de l'intelligence artificielle. La première solution digitale « STB Direct » a été lancée en août 2018. Il s'agit d'un portefeuille d'applications sur Smartphone comprenant DigiActionnaire, DigiTransfert, DigiEpargne, DigiCarte et DigiCrédit. D'autres applications suivront pour améliorer l'expérience client de façon continue.

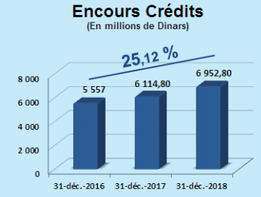
Il est à signaler que le recours massif aux cadres de la banque pour la concrétisation de plusieurs chantiers et travaux en interne a permis la réalisation d'une économie substantielle sur le programme d'investissement.

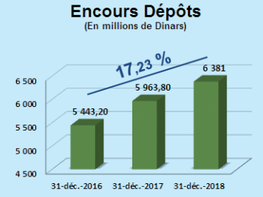
En effet, les dépenses engagées sur la période 2016-2018 se sont élevées à 20 MD, ce qui représente environ 15% du budget total alloué sur les trois ans.

Objectifs atteints sur les plans quantitatif et qualitatif Les chiffres le confirment

Au terme de l'exercice 2018, les dépôts de la clientèle se sont accrus de 418 millions de Dinars, soit 7%. Malgré un contexte de resserrement de la liquidité, l'encours crédits a augmenté, de 13,7%, passant à 6 952 millions de Dinars.

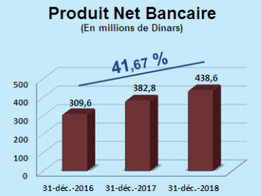
Côté indicateurs de performance, le Produit Net Bancaire (PNB) a progressé de 16,7%, en évoluant de 382 MD à 446 MD et a dépassé ainsi et pour la première fois le seuil de 400 MD.





Grâce à une augmentation spectaculaire de la productivité

Le ratio de productivité, mesuré en rapportant les Produits Nets Bancaires au nombre des employés, a connu un saut inédit de 46.6% et s'est établi par ETP à 224 000 Dinars, replaçant, dès lors, la STB parmi les meilleurs acteurs du secteur bancaire tunisien.



Cette performance découle de la confiance investie dans les compétences internes de la banque. La responsabilité a été partagée à tous les niveaux du nouvel organigramme aplati. L'accord gagnant-gagnant avec les partenaires sociaux a ramené l'harmonie et la paix sociale au sein de la banque ; toutes et tous collaborent à la réussite de la centaine de projets stratégiques de la banque.

L'instauration d'un nouveau système de motivation et de rémunération variables basée sur les performances individuelles, une première dans une entreprise publique, a permis une répartition équitable des fruits de la stratégie entre les employés et la banque.

La STB revient …

Ce trend ira en s'accélérant par le retour sur investissement des réformes introduites ces trois dernières années.

L'amélioration attendue du recouvrement consolidera davantage ce retour en force de la banque sur les prochaines années et ce, grâce à la mise en œuvre de nouvelles règles de résolutions plus souples, rendues possibles par la nouvelle loi 36-2018, d'une part, et le retour progressif du secteur touristique, d'autre part.

Fort de ces réformes de fond, le développement marketing et commercial peut être maintenant lancé sur des bases solides. La banque table dès 2019 sur un taux de progression plus soutenu du PNB (+25% à 545 MD) et du résultat net (+143% à 155 MD).

Tous les efforts jusqu'ici entrepris ont permis à la banque d'amorcer la mise en place des fondamentaux d'une banque performante et de répondre aux normes & standards internationaux.

D'ores et déjà, la STB est redevenue éligible, pour la 1ère fois depuis 14 ans, aux lignes de financement extérieures, bénéficiant en conséquence des deux concours sur les fonds KWF et FADES.

STB BANK

Comme El Hadhra IV, la Star...

Guitare électrique, saxophone, batterie, cantatrice, danseuses orientales et africaines... El Hadhra IV de Fadhel El Jaziri garde son âme envoûtante et y ajoute l'ADN des temps nouveaux. Sa dernière représentation, fin janvier à la Cité de la culture, en a offert un superbe spectacle où musique, scénographie, chorégraphie, costumes et voix ont été à l'émerveillement. De tout son talent, Fadhel Jaziri y poussera son art du raffinement, apportant la preuve, près de 27 ans après la première représentation d'El Hadhra à la Coupole d'El Menzah, d'une revisite continue, toujours réussie, aussi innovante que captivante.

L'occasion lui a été donnée par une compagnie tunisienne mécène. Hassen Feki, directeur général de la Star, ne pouvait être mieux inspiré en choisissant d'offrir en ce 60e anniversaire de la Star ce magnifique spectacle à la Salle de l'Opéra de la Cité de la Culture. Compagnie d'assurances et de réassurances historique et pionnière en Tunisie et sur l'ensemble du continent, la Star, fondée en 1959 par Abdelhafidh Zaanoun, compte aujourd'hui comme actionnaire de référence Groupama qui lui a apporté un tout nouvel élan. Un peu comme El Hadhra revistée, la Star est restée très tunisienne, gagnant en modernité et en efficience.L

Hôtel de Charme

Borj Dhiafa Sfax

Remarquable consécration. En obtenant la classification par le ministère du Tourisme dans le groupe d'hôtels de charme, Borj Dhiafa Sfax (5*****) voit ses efforts de développement récompensés et ses performances soulignées. Pour accéder à cette catégorie, l'arrêté ministériel du 29 juillet 2013 pose des exigences élevées. L'hôtel de charme est construit, stipule le texte, afin de préserver les attraits architectural et historique authentique de l'édifice ou de son site d'implantation et doit fournir à sa clientèle résidente des prestations personnalisées. Aussi, la capacité maximale d'hébergement de l'hôtel de charme ne peut dépasser cinquante (50) lits.

Toutes ces exigences et plus sont satisfaites par Borj Dhiafa, situé à 2.5 km seulement du centre-ville et à 5 km de l'aéroport de Sfax-Thyna. Son cachet architectural est inspiré du style arabo-andalou et ses espaces marient harmonieusement marbre et sculptures. Des meubles et pièces d'art authentiques y ajoutent une note attractive. Partout, dans le café, restaurants, salles de réunion et chambres, l'hospitalité est de règle. Autant Borj Dhiafa est connu pour son bon accueil et le soin particulier qu'il apporte à tout un chacun, autant il se distingue par sa table exceptionnelle. Ses restaurants offrent en effet les mets les plus exquis, qu'il s'agisse de plats typiques sfaxiens ou de cuisine européenne et internationale, préparés par des chefs talentueux.

L'hébergement aussi y trouve ses lettres de noblesse. Les chambres sont vastes, bien équipées, offrant télévision par satellite et connexion internet. Pour vous souhaiter la bienvenue, corbeille de fruits, pâtisseries sfaxiennes et eau minérale vous sont offerts. Quant aux produits d'accueil, ils sont de grandes marques. Tout pour rendre ainsi votre séjour aussi confortable qu'agréable.

Le secret de réussite de Borj Dhiafa, c'est le soin du moindre détail et l'accomplissement au service du visiteur. Depuis le voiturier qui conduit votre véhicule au parking jusqu'aux hôtesses d'accueil, au desk de réception et à la direction générale, vous serez traité en hôte d'exception. La certification aux normes ISO 9001 et ISO 22000 ne fait que confirmer un état d'esprit partagé par tous : bien recevoir.

Un autre aspect important et bien des moindres, la sécurité. Tout un dispositif de gardiennage et de sécurisation est mis en place, dès l'abord de l'hôtel et dans ses différentes enceintes, ce qui fait de Borj Dhiafa l'un des hôtels les mieux sécurisés. Un atout fort apprécié par de grandes compagnies tunisiennes et étrangères, notamment pétrolières, qui l'ont plébiscité pour y héberger leurs équipes.

En séjour touristique, professionnel ou d'affaires, Borj Dhiafa est l'hôtel de référence pour tous ceux qui se rendent à Sfax. Classé désormais hôtel de charme, il gagne en attractivité et performances. Séjourner dans ce cadre architectural pittoresque, travailler dans ses salles de réunion bien équipées et déguster ses mets savoureux constitue une expérience inoubliable, exceptionnelle.L

Exigez l'excellence

Borj Dhiafa
HÔTEL DE CHARME

Borj Dhiafa
*****
Hôtel de Charme

Route de la Soukra, km 3 - 3052 Sfax
Tel. +216 74 677 777
Fax : +216 676 777
Email : sfax@hotelborjdhiafa.com

Au terme de sa mission à Tunis

Les confidences de l'ambassadeur des Etats-Unis, Daniel Rubinstein

Son affectation à Tunis en octobre 2015, et devant durer trois ans, a été prolongée jusqu'en janvier dernier. C'est non sans pincement au cœur que l'ambassadeur des Etats-Unis, Daniel Rubinstein, 51 ans, rentre à Washington. Il passe le témoin à son successeur, Donald Armin Blome, qui vient d'être confirmé par le Sénat.

La Tunisie restera gravée dans la mémoire. Jeune diplomate, il y avait fait ses débuts, parmi ses premiers postes à l'étranger, depuis 1989 dans une longue carrière qui l'avait conduit au Brésil, en Angola et au Moyen-Orient...

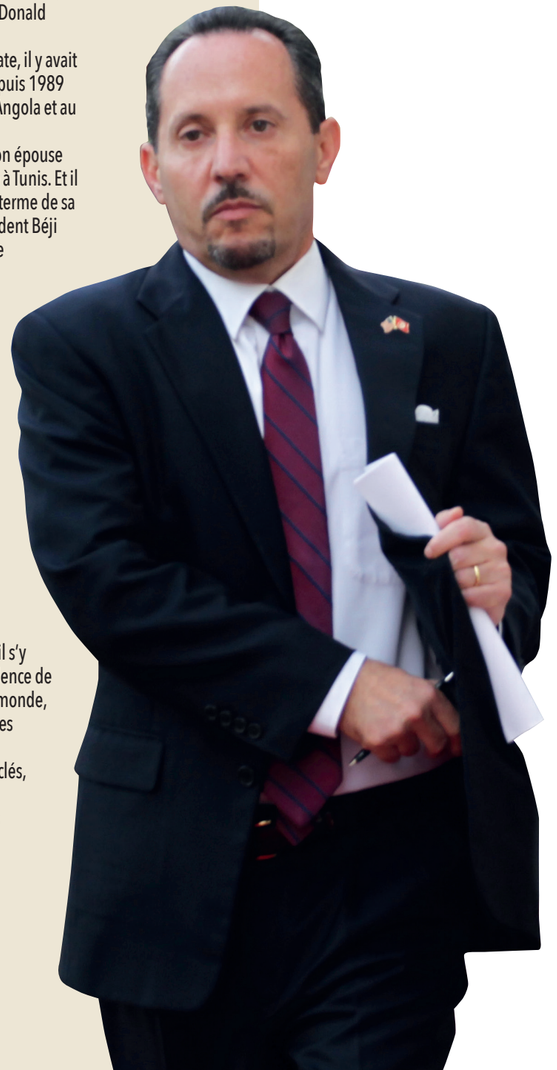
Il y avait également célébré son mariage en 1999, avec son épouse Julie Adams, diplomate elle aussi, qui était alors en poste à Tunis. Et il y a occupé son premier poste d'ambassadeur. Mais aussi, en le décorant, au terme de sa mission, des insignes de Grand Officier de l'Ordre de la République, le président Béji Caïd Essebsi ne pouvait lui rendre meilleur hommage au cours de sa carrière diplomatique.

S'il ne connaît pas encore sa nouvelle destination, au Département d'Etat à Washington, ou en poste à l'étranger, l'ambassadeur Rubinstein ne manque pas de confier que la Tunisie lui sera toujours très proche. Ceux qui le connaissent de près soulignent *«d'un côté son caractère réservé en public, et de l'autre, celui courtois et direct lors des rencontres officielles, prêtant une écoute attentive et délivrant des messages clairs. A la tête de l'ambassade, il sait animer son équipe tout en l'entourant de son attention. Se tenant loin des feux de la rampe, il est parcimonieux dans ses apparitions médiatiques, mesurant méticuleusement ses déclarations à la presse. Sa règle d'or, ajoutent-ils, est de savoir porter la voix des Etats-Unis au bon endroit, au bon moment et sur le sujet approprié. En privé, l'ambassadeur Rubinstein est d'un humour raffiné.»*

Le solliciter pour une traditionnelle interview d'adieu risque de ne recueillir que des déclarations anodines, comme savent faire les diplomates. Pour innover, *Leaders* a proposé à l'ambassadeur Rubinstein de choisir lui-même quelques photos de son album pour les commenter. L'exercice l'amusera et il s'y pliera aimablement. Mais, au cours de la rencontre, mi-janvier, dans sa résidence de Sidi Bou Saïd, classée par les Top 5 magnifiques résidences américaines au monde, nous n'avons pas manqué d'y ajouter d'autres photos et de lui poser quelques questions directes sur ses motifs de satisfaction, ses regrets et ses sources d'inquiétude. Sa réponse n'a pas manqué de pertinence. Parmi ses phrases clés, deux messages en substance sont à retenir le plus :

- Les débats, aussi nécessaires et utiles qu'ils soient, n'ont d'intérêt que s'ils aboutissent à des décisions significatives
- Tout retard dans la prise des décisions relatives aux grandes réformes économiques –et ce n'est pas facile à prendre– est préjudiciable.

Interview →



Satisfaction

Quand on l'interroge sur sa plus grande satisfaction au cours de sa mission à Tunis, il répond sans hésitation : *«C'est surtout l'impact positif des programmes destinés aux jeunes qui est un motif de satisfaction et de fierté. Les programmes militaires et sécuritaires permettent de faire face aux défis actuels. L'investissement dans la jeunesse consolide le futur. Nous comprenons leurs attentes et mesurons leur réactivité aux différents programmes qui leur sont offerts et espérons faire plus, convaincus que nous sommes que plus ils en profiteront aujourd'hui, plus ils contribueront demain à la dynamique économique, sociale et politique en Tunisie.»*

Et d'ajouter : *«Un progrès significatif est accompli dans la coopération économique, sécuritaire et militaire. Le renforcement depuis 2015 des capacités opérationnelles des forces tunisiennes a permis d'enregistrer des réalisations remarquables.»*

Regrets

Quant à ses regrets, il dira : *«C'est celui de n'avoir pas eu suffisamment de temps pour visiter tous les coins où j'aurais tant aimé me rendre dans les différentes régions du pays. Je suis persuadé que mon successeur le fera. Ce qui m'a consterné, c'est ce sentiment de désespoir qui ronge certains Tunisiens, notamment des jeunes, à cause de la situation économique. Les amis de la Tunisie sont tenus d'y apporter leur soutien. Il y a des moyens déjà mobilisés mais qui n'ont pas été pleinement utilisés du fait de la lenteur dans la prise de décision, de débats non aboutis quant à des politiques publiques de grandes réformes économiques. Je dois reconnaître que la prise de décision dans les grandes réformes n'est pas facile. Mais, reporter ces réformes n'est pas dans l'intérêt de la Tunisie. Cela l'accablera sur le plan économique. Nous espérons que la situation s'améliorera de manière plus rapide et plus bénéfique.»*

Inquiétude

Qu'est-ce qui pourrait nourrir en lui une inquiétude tunisienne? *«Ce sont les perspectives économiques qui peuvent inspirer inquiétude,»* confie à Leaders l'ambassadeur Rubinstein. *«La Tunisie fait face à d'énormes défis. Certains échappent à la volonté de la Tunisie et à sa maîtrise, et aussi aux échéances de prise de décision. D'un autre côté, les attentes sont grandes. Un manque de confiance gagne certaines franges de la société. Des difficultés sont perceptibles dans la prise des décisions économiques importantes. La gestion des débats n'est pas exempte d'embûches. Ces mécanismes de dialogue, de concertation, d'échanges et de débats ne sont pas une fin en soi. Ils doivent tous avoir pour objectif de prendre les décisions qui s'imposent dans les délais impartis.»*

L'album souvenir de l'ambassadeur **Rubinstein**

■ C'est une symbolique forte du lien qui nous unit avec la jeunesse de ce pays. De grands défis, mais aussi d'immenses potentiels se présentent aux jeunes. Ils constituent à la fois une source d'inspiration et un motif d'inquiétude du fait du désenchantement et du désespoir qui peuvent les guetter. Proximité, écoute, interaction et compréhension de leurs attentes sont essentielles. Tout comme donner à certains parmi eux l'opportunité d'apprendre l'anglais, de participer à des activités culturelles et à des échanges éducatifs.

■ La culture reste toujours essentielle. Cette photo a été prise lors d'un concert musical organisé à la Résidence et groupant une luthiste américaine, Aliya Cycon, et Zied Gharsa. Tous deux sont férus de musique tunisienne traditionnelle et de musique arabe raffinée et y excellent. La culture les rapproche en intégrant les différentes expressions artistiques et en leur permettant de s'y adonner en toute harmonie.

■ Le suivi est important. Il ne suffit pas de favoriser des programmes éducatifs permettant à des jeunes Tunisiens de participer à des sessions de courte et moyenne durée aux Etats-Unis, encore faut-il les rencontrer de nouveau après leur retour. Il s'agit de les encourager à poursuivre leur parcours sur la même voie en s'impliquant dans la vie locale et le tissu social et associatif. Tout le bénéfice qu'ils peuvent tirer de leur voyage aux Etats-Unis ne se limite pas à leur séjour, mais s'accomplit davantage après par l'ampleur de leur participation dans la vie sociale en Tunisie.

■ Ravi d'accueillir à la Résidence une illustre star, Salah Mejri, l'unique basketteur tunisien en NBA aux Etats-Unis. Deux messages: d'abord, la différence dans la taille, lui mesure 2m18. C'est important, mais —et c'est le deuxième message— chacun doit se concentrer sur ses propres talents. Chacun a un rôle à jouer et doit y exceller. Réussir en NBA, véritable performance, est certes fort difficile, mais guère impossible. Il suffit d'y croire et de s'armer de volonté. Salah Mejri y est parvenu. Il représente la Tunisie au plus haut niveau du sport international.

■ Salon de l'Artisanat. C'est un secteur doté de grandes potentialités offertes notamment aux femmes, aux jeunes et aux régions. Nous espérons tous, avec les amis de la Tunisie, valoriser davantage ce magnifique patrimoine, porteur de tradition et vecteur d'innovation et de créativité. D'ailleurs, nous avons des programmes utiles en la matière.

■ L'accord de don signé avec l'Inlucc est significatif. La malversation constitue sans doute une entrave dangereuse et répandue à l'investissement tant intérieur qu'extérieur. Elle porte atteinte à la crédibilité de tous et à l'image du pays. Dans la lutte contre la malversation, l'Inlucc est pleinement engagée, avec l'appui de plusieurs parties ainsi que la société civile. Les Etats-Unis sont fermement déterminés à soutenir cette démarche et à contribuer à la création des conditions favorables à une croissance économique dans un climat assaini.

■ Le Bardo évoque pour certains l'attentat terroriste (ndlr : en mars 2015). C'est en fait le lieu par excellence de la souveraineté du peuple, étant le siège d'une Assemblée représentative élue. Cette élection en 2014 est en soi un grand évènement historique pour l'ensemble de la région. Elle est synonyme de démocratie.

■ La célébration de la Journée nationale de l'habit traditionnel est une belle tradition. Elle exprime un sentiment profond de l'attachement des Tunisiens à leur culture dans sa diversité entre régions et zones. En Tunisie, la culture unit également le peuple. L'habit traditionnel offre en outre un potentiel économique pour le tourisme. Pour ma part, j'ai déjà acheté, depuis 1999, dans le sud du pays, deux kachabia et deux burnous : un blanc et un noir. Ainsi, je suis bien couvert pendant les Lyali El Bidh et les Lyali essoud (ndlr : les nuits blanches et les nuits noires, selon le calendrier agraire, connues pour leur grand froid, entre décembre et janvier de chaque année).

■ La Tunisie occupe une place toute particulière dans ma vie privée. C'est à Tunis que j'ai conclu mon contrat de mariage, en septembre 1999, à la circonscription municipale d'El Menzah V. Et c'est à Tunis également que mon épouse et moi avions célébré notre mariage, à la Résidence des Etats-Unis à Sidi Bou Saïd, dans la pure tradition tunisienne. Ces souvenirs qui demeurent vivaces en nous sont parmi les meilleurs pour notre famille.

■ Le musée des arts islamiques de Rakkada (Kairouan), avec son laboratoire national pour la sauvegarde et la restauration des manuscrits, est exceptionnel. Ces manuscrits sont uniques dans l'histoire de l'Islam et constituent un trésor non seulement pour la Tunisie, mais aussi le patrimoine universel. Ils permettent aux chercheurs de les étudier et contribuent à attirer des visiteurs férus de tourisme culturel et historique.

■ Inauguration en 2015 d'un centre d'assistance aux myopathes à l'Ariana. Une maladie dont nombre de Tunisiens souffrent et exigeant un renforcement des équipements et de la prise en charge. Malgré sa maladie, ce jeune garçon est pour moi une source d'inspiration, par l'espoir et la volonté qu'il affiche, avec un large sourire. Il conforte ma conviction que la volonté humaine est capable de surmonter les pires des épreuves, malgré la modestie des ressources. Autant que possible, nous œuvrons pour venir en aide aux personnes handicapées.

■ Comme à l'accoutumée, le président de l'ARP, M. Mohamed Ennaceur, est accueillant. Avant d'aborder les autres sujets, il s'est enquis de notre séjour en Tunisie et des vacances familiales. Ces rencontres sont très utiles eu égard à l'importance de l'ARP dans l'édification de la démocratie et l'implantation des institutions constitutionnelles. Certains s'impatientent particulièrement pour ce qui est de la mise en place de la Cour constitutionnelle que nous espérons tous voir entrer en fonction dans les plus brefs délais. L'Isie est une instance essentielle qui a accompli de réelles performances. Par sa crédibilité, elle est parvenue à acquérir une haute considération en Tunisie, dans la région et dans le monde. C'est une fierté pour la Tunisie et pour les amis de la Tunisie qui y ont cru et investi dans son déploiement.

BANCASSURANCE

البنك التونسي
BANQUE DE TUNISIE

استري للتأمين
ASTREE ASSURANCES

avec
ÉPARGNE
PLUS

assurez votre avenir
en toute tranquillité

La BANQUE DE TUNISIE en partenariat avec ASTRÉE ASSURANCES, vous propose le contrat «ÉPARGNE PLUS» qui vous permet, ainsi qu'à vos proches, d'avancer dans la vie en toute sécurité tout en bénéficiant d'une fiscalité optimisée.

■ Vœux du nouvel an. Le président de la République, M. Béji Caïd Essebsi, est très courtois, toujours attentionné. Il me salue chaleureusement et demande des nouvelles de ma famille.

■ Nous sommes fiers d'entretenir de bonnes relations avec non seulement les trois présidents, de la République, de l'ARP et du gouvernement, lors des cérémonies et audiences officielles et durant toute l'année. Nous comprenons parfaitement les grands défis qui se posent devant les dirigeants, ainsi que les aspirations des Tunisiens à davantage de progrès, notamment dans les domaines économiques et sociaux. Nous comprenons le présent et nous scrutons les perspectives d'avenir pour l'intérêt de la Tunisie.

■ Nous nous employons, comme dans tous les pays où nous servons, à être en contact avec les figures politiques influentes de toutes les familles.

LA QQ POPULAIRE SEULEMENT À

CHERY
FUN TO DRIVE

19 990 DT TTC*

DIRECTION ASSISTÉE HYDRAULIQUE - FERMETURE CENTRALE
À DISTANCE - 4 VITRES ÉLECTRQUES AVANT ET ARRIÈRE
CLIMATISATION - AIRBAGS FRONTAUX CONDUCTEUR
ET PASSAGER - JANTES EN ALUMINIUM 14"
POSTE RADIO CD MP3 - RADAR DE RECUL
FIXATION ISO-FIX

* SOUS RÉSERVE D'ACCEPTATION DU DOSSIER DU MINISTÈRE DU COMMERCE

STA
Société Tunisienne d'Automobiles

Showroom STA Tunis : Z.I Borej Ghorbel - 2096 Ben Arous Tunisie
Tél. : +216 31 390 290 - Fax : +216 31 390 301
E-mail : contact@stautos.tn
www.chery-tunisie.com

Showroom STA Sfax : 30 Rue Taib Mhiri, Immeuble 4 Saisons
Tél. : +216 31 390 290 - Fax : +216 31 390 301
E-mail : contact@stautos.tn
www.chery-tunisie.com

Showroom DISTRICARS Sfax : Rue Pavlov, Z.I Poudrière 1 Sfax
Tél. : +216 74 286 285 - Fax : +216 70 032 800
E-mail : contact@districars.tn
www.chery-tunisie.com

Figure de la société civile tunisienne

Mokhtar Trifi ou les compromis sans compromission

• Par Souhayr Belhassen & Khadija Cherif

Il fait encore nuit, l'aube n'a pas encore blanchi le ciel, quand un petit garçon de 10 ans, emmitouflé dans sa *kachabia*, traverse à dos d'âne des kilomètres dans la steppe kairouanaise pour rejoindre l'école. Soixante ans plus tard, Mokhtar Trifi se souvient encore du froid pénétrant, mordant et cruel qui annihilait toute sensation jusqu'à la fatigue et la peur. Il se souvient aussi de sa mère et sa sœur qui se levaient en même temps que lui pour lui préparer son repas et le regarder s'en aller vers un monde qu'elles ne connaissaient pas.
La fratrie comptait dix enfants. En raison des distances et pour garder des bras pour travailler aux champs, il était exclu que les quatre filles fréquentent l'école. La conscience de cette injustice qui a marqué l'enfant allait tracer de façon indélébile le parcours du futur militant des droits humains et nourrira sa sensibilité à la cause des femmes.→

Mokhtar profite cependant du privilège que lui offre son statut de premier petit-fils de Haj Trifi. Le patriarche qui règne sur la tribu, son fonctionnement et ses biens va jusqu'à autoriser l'écolier à habiter avec lui dans les entrepôts qu'il possède, place du marché dans le village de Rhima. Gâté par son grand-père qui, au début des années soixante, lors de son entrée au lycée de Kairouan, le dote d'une bourse mensuelle de 25D, il est jalousé par ses jeunes oncles. Ivre de liberté, le jeune homme découvre Kairouan et ses plaisirs cachés jusqu'au jour où son grand-père *«débarque» dans sa chambre à l'improviste et le trouve en train de « taper le carton avec ses copains»*. La claque qu'il lui flanque alors a peut-être marqué Mokhtar plus que les gifles et les tortures qu'il subira dix ans plus tard dans les locaux de la DST, suite à sa participation à des manifestations estudiantines. Pour l'heure, le lycéen retient deux choses: une réalité, *«la pauvreté et la misère dans lesquelles vivaient les Tunisiens, aggravées par la politique précipitée de la coopérativisation et les années de sécheresse»*, et une leçon, *«la résistance est payante»*.

Elu par les jeunesses scolaires à la tête des indépendants qui l'emportent devant les jeunes destouriens et face au refus du secrétaire général du comité de coordination local de valider ces résultats, Mokhtar Trifi et ses amis s'adresseront au Gouverneur. Ce dernier leur donne raison. Mokhtar Trifi a vingt ans. Il est normal pour lui, alors, de penser que *«résister, c'est changer la réalité»*. Consciemment ou inconsciemment, peu ou prou, ce credo va alors l'habiter. Il va l'entretenir et le cultiver par son activisme et par une culture littéraire et politique qui débute chez «l'Oncle Amor» (Amor Kechrid), libraire de Kairouan, dont il tient la boutique à ses heures creuses. Cette proximité avec les livres lui vaut d'obtenir une bourse pour l'étude de la langue française. Mais, lui, préfère le droit. Aussi renonce-t-il à

la bourse et *«bouffe-t-il de la vache enragée.»* Cette détermination caractérise Mokhtar Trifi. Ses choix sont toujours définitifs et sans appel. D'où son obstination si caractéristique de sa personnalité qui peut agacer certains mais qui, durant les années de galère de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, s'est traduite par de la persévérance, de l'endurance et de la détermination à préserver la structure tout en étant intransigeant sur les principes. Contrairement à la plupart de ceux de sa génération, les ressorts de son engagement ne naissent pas de théories politiques mais relèvent d'un attachement viscéral à son indépendance, celle de soi et celle de son pays, aux libertés →

BNA BANK
البنك الوطني الفلاحي
Banque Nationale Agricole

eBanking PRO
Ma Banque en ligne

Professionnels, Commerçants, Entreprises…
Bénéficiez de notre solution de Banque à Distance "**eBanking PRO**" : une offre innovante et sécurisée vous permettant une gestion simple, efficace et **en temps réel** de vos comptes bancaires :

• Accédez à vos comptes et téléchargez vos extraits, relevés, avis d'opérations…
• Surveillez les encaissements et les décaissements de vos chèques.
• Gérez vos placements et vos comptes d'épargne.
• Exécutez instantanément vos ordres de virements.
• Consultez vos engagements et vos crédits.
• Commandez vos cartes bancaires et vos chéquiers.
• Suivez vos transactions et votre activité monétique.
Et encore une panoplie d'autres avantages, …

Pour plus d'informations, nos conseillers ont le plaisir de vous accueillir dans votre agence BNA.

eBanking.bna.tn
www.bna.tn - https://ebanking.bna.tn - Email : bna@bna.tn
BNA - Banque Nationale Agricole BNA - Banque Nationale Agricole
Adresse : 5 Rue de Syrie - 1002 Tunis - Phone : +216 71 831 000 / + 216 71 831 200 - N° Vert : 80 100 505

→qu'elle donne ainsi qu'une sensibilité réelle à la nécessaire justice sociale. Ce sont là des éléments constitutifs de sa personnalité. C'est pourquoi on ne le prendra jamais en défaut de tripatouillages de valeurs et de principes. Intransigeant sur les fondamentaux des droits et des libertés, son intégrité a toujours constitué un frein à son entrée dans un parti. Son parcours, pourtant, l'y préparait.

Sur le chemin de l'engagement

Le jeune homme entame des études supérieures à la faculté de Droit et met ses pas dans ceux de ses ascendants dont l'engagement dans le mouvement national n'a pas fait défaut. De fait, si son grand-père soutient les fellagas qui se battent dans les montagnes environnantes pour la libération de la Tunisie et est amené à se réfugier dans la clandestinité, son père, élève de la mosquée Ezzitouna, participe aux manifestations dans la Capitale et lui fait déchiffrer, dans le journal, pour son propre plaisir et celui de ses amis, les noms des leaders nationalistes. Arrêté en 1973, suite aux manifestations estudiantines pour s'élever contre la mainmise du PSD sur l'Uget lors de son congrès à Korba, Mokhtar Trifi plonge la tête la première dans l'extrême gauche tunisienne. Paradoxalement et malgré les innombrables étiquettes qu'on lui attribue, il n'adhèrera à aucun parti politique. Taxé de gauchisme, de nationalisme arabe et d'appartenance à Al Amel Tounsi, il sera même écarté, au lendemain de la révolution, d'un haut poste auquel il a été proposé au prétexte d'un radicalisme qui fera dire au Président de la République, Beji Caïd Essebsi : *«J'en ai marre du gauchisme»*.

Elu l'année suivante membre du Comité universitaire provisoire (CUP) dont le but est de sortir le mouvement estudiantin de la crise, Mokhtar Trifi est au cœur des tractations, AG et autres effervescences syndicales qui se soldent, pour lui, par une année de service militaire à Tabarka puis à Jendouba et par son exclusion de toutes les universités tunisiennes. Alors qu'il n'avait plus le droit d'inscription à une université et qu'il lui restait à terminer sa dernière année d'études de droit, il porte plainte auprès du Tribunal administratif qui rend l'un de ses premiers arrêts de sursis à l'exécution. La décision d'exclusion est suspendue et Mokhtar Trifi peut enfin achever ses études.

Le journaliste militant

C'est en tant que pigiste au quotidien Essabah qu'il commence à gagner sa vie et accède à ce titre à la commission de l'information de l'Ugtt. Il crée ainsi, avec ses camarades, le syndicat de base de l'entreprise. Habib Cheikhrouhou, redouté et redoutable patron de presse, laisse faire les «blancs-becs» dont il n'a cure jusqu'au jour où ils entament une grève du zèle. Là, il déclare le lock out et met Mokhtar Trifi à la porte. Le prestige du jeune journaliste lui vaut d'être élu secrétaire général de l'Association des journalistes tunisiens (AJT) qui, en 1980, est le fer de lance d'une libéralisation de la presse annoncée ! L'expérience de l'AJT va être déterminante dans la vie politique et militante de celui qui deviendra le symbole des compromis sans compromission. Mokhtar Trifi, qui sait porter haut et fort le combat pour les libertés et les droits humains, est, contrairement à la plupart des Tunisiens, extrêmement secret quant aux démarches qu'il entreprend pour les mener à bon port. C'est à l'AJT puis plus tard à la Ltdh qu'il va maîtriser et développer une stratégie qu'il affinera au gré des circonstances et tout au long de son parcours politique et militant au plan national et international. Cette stratégie peut se résumer en un mot: «s'ouvrir». Au plan national, vers ceux qui pour des raisons professionnelles, syndicales, régionales, politiques ou militantes partagent les mêmes objectifs et ont un adversaire commun. En l'occurrence, se débarrasser de la mainmise du parti-Etat sur les organisations de la société civile. Cette démarche ne pouvait aboutir à ses yeux que si elle s'appuyait au plan international sur des instances, organisations, Etats avec lesquels la Tunisie est liée d'une façon ou d'une autre. Très vite, Mokhtar Trifi va saisir l'importance d'avoir ses deux fers au feu, qui, il faut le souligner, auront un impact déterminant sur le développement de la société civile tunisienne.

En fait, sous ses airs constamment affairés, il suit avec une détermination têtue la ligne qu'il s'est fixée. C'est donc un travail de termite qu'il va entreprendre à l'AJT avec ses amis dont il élargira le cercle jusqu'aux journalistes qui travaillent dans les entreprises publiques, y compris ceux de la presse du parti au pouvoir, afin que l'extrême gauche, alliée aux indépendants, gagne les élections de 1980 à l'AJT. Cette alliance se concrétise par l'élection d'une femme dont il défendra l'élection, Rachida Ennaifer, comme présidente de l'association. Mokhtar Trifi sera, lui, membre de l'exécutif de l'Union arabe des journalistes et est élu conseiller régional pour l'Afrique et le Monde arabe, avec rang de vice-président de la Fédération internationale des journalistes. L'adhésion de l'organisation tunisienne, qui était jusque-là symbolique, devient réelle. Journaliste, Mokhtar Trifi est bien placé pour agir et dénoncer les ardeurs répressives du régime. Renvoyé d'Essabeh pour activisme syndical, il atterrit en 1983 au Maghreb, lequel est contraint de fermer ses portes en 1984 suite aux «émeutes du pain». Rédacteur en chef d'El-Mawkef, il fait la seule et unique rencontre avec Ben Ali, alors secrétaire d'Etat à l'Intérieur, afin de défendre la parution d'un numéro saisi. Le mandat de membre de l'exécutif de la FIJ ayant pris fin en 1984, les autorités n'hésitent plus à émettre un mandat d'interdiction de sortie à l'encontre de Mokhtar Trifi et à le priver de passeport durant huit ans. Les seuls qui pouvaient se réjouir in petto de cette décision, c'étaient sa femme et ses enfants, qui pouvaient le retrouver plus souvent à la maison.

L'avocat et le militant des droits humains

Les années 90 seront les années «barreau» où l'avocat Mokhtar Trifi, élu membre du comité directeur de l'Association des jeunes avocats, sera au cœur de tous les procès politiques de ceux qui vont être arrêtés pour leurs idées, étudiants ou travailleurs, militants associatifs syndicalistes ou politiques, quelle que soit leur tendance idéologique. Avocat à la Cour de cassation, *«il est, écrit un facebooker, celui qui va donner au barreau ses lettres de noblesse»*. Bien qu'il constate que la justice est quotidiennement foulée aux pieds, il considère que la loi et le droit constituent la rampe à laquelle tout citoyen doit s'accrocher. C'est sa morale et il la proclamera du haut des tribunes internationales, ce qui lui vaudra d'être désigné Avocat d'honneur du barreau de Paris→

→ et de se voir décerner le prix Henri La Fontaine en 2015 pour *«son humanisme et son universalisme»*. Il dit, aujourd'hui- et il n'est pas le seul à faire ce constat - *«la Ligue m'a appris à défendre des êtres humains dont les droits sont bafoués. Peu importe d'où ils viennent et quelle que soit leur idéologie !»* et il ajoute : *«Cela n'a pas été facile au début!»* Et pour cause ! Venant de la gauche radicale, Mokhtar Trifi et sa mouvance qui entrent à la Ligue en 1979 n'ont, au même titre que les islamistes, qu'un seul but : partir à la conquête de ce nouvel espace indépendant du pouvoir qui va devenir un cadre idéal d'affrontements politiques pour des citoyens privés de représentation. Jusque-là, aux yeux de ces extrémistes de gauche, la Ligue était un outil entre les mains des «libéraux». Nées d'une exclusion de membres éminents du parti au pouvoir qui créeront plus tard le Mouvement des démocrates socialistes, certaines de leurs figures emblématiques, comme Khemais Chamari, dirigeront les premiers exécutifs de la Ligue. Passée maître dans l'art du contournement, l'extrême gauche va se battre pour la création d'une section de la Ltdh à Tunis capitale, objet des appétits à la fois des gauchistes et des islamistes, au même titre que pour les autres régions du pays. L'exécutif d'alors, composé de l'éventail politique de l'époque et d'indépendants, voit d'un mauvais œil cette initiative et la bloque des quatre fers.

Président de la section d'Al-Omrane de la Ltdh dès 1989, Mokhtar Trifi est vice-président du IIIe congrès de la Ltdh du 12 mars 1989. Les assises tournent autour de la fameuse «liste du consensus», fruit d'âpres négociations entre les gauchistes et indépendants, qui se devaient de faire de la place aux candidats du RCD au risque de voir tout l'édifice capoter. Khemaïes Ksila, candidat arrogant du pouvoir, est mis «sur la touche». «Gaucho-carnivore !», hurle Khemaies Chamari, un des architectes de la difficile construction consensuelle, à la figure de Mokhtar Trifi, ! Mohamed Charfi, alors président de la Ltdh, *«vient me voir, raconte Mokhtar Trifi, et me dit : "attention Mokhtar, Ben Ali menace de dissoudre la Ligue si Ksila ne passe pas !"»* Je me tairai Si Mohamed, mais je ne signerai pas le P.-V.» (le P.-V. de validation des élections au congrès). C'est Hela Abdeljawed, communiste et féministe, réélue au nouveau bureau exécutif de la Ltdh, qui se retirera. Tous les trois n'avaient qu'un seul souci: sauver la Ligue. Les débats qui mobilisent la Ltdh autour de l'adoption de sa charte et de son référentiel universaliste traversent la société, essentiellement autour de la montée en force des islamistes, cible du nouveau régime de Ben Ali, dont la première priorité est de bien asseoir son pouvoir, ce qui signifie ne pas admettre de voix discordantes. Or, ces dernières s'expriment à travers la Ltdh mais, pire aux yeux de Ben Ali, mobilisent l'opinion internationale sur les dérives du régime. Cela fait désordre à ses yeux. La loi du 2 avril 1992 classera la Ltdh association à caractère général, la condamnant ainsi, par l'entrisme programmé, à être une courroie de transmission du pouvoir et sera rejetée par le conseil national de la Ltdh. Celle-ci entreprend un recours auprès du Tribunal administratif qui lui permettra de tenir son IVe congrès de 1994. Dans ce but, les tractations iront bon train. Mais ceux qui ont opté pour une liste dressée en commun avec le pouvoir vont l'emporter sur celle qui intégrait toutes les forces en présence. Désormais, les militants et les dirigeants de la Ltdh sont directement harcelés quel qu'ait été l'état de leurs services: Moncef Marzouki et Khemais Ksila, président et vice-président, sont condamnés respectivement à 4 mois et 2 ans de prison. La conséquence en est la radicalisation du champ démocratique au centre duquel se trouve Mokhtar Trifi, qui crée, entre autres avec Moncef Marzouki et Salah Hamzaoui, le Comité national de défense des prisonniers d'opinion (Cdpou), et ils se retrouvent devant les tribunaux pour création d'organisation non reconnue. La constitution du Conseil national pour les libertés, le 10 décembre 1997, voit par contre Mokhtar Trifi avec d'autres se retirer la veille de son lancement officiel. Ils exigeaient en fait que le texte constitutif du Cnlt, lequel se proposait de poursuivre le combat pour les droits de l'Homme, spécifie entre autres de conforter le rôle et l'indépendance de la Ltdh. Or, beaucoup d'initiateurs du Cnlt pensaient, comme le disait Moncef Marzouki, que «la Ligue était morte» et que le Cnlt jouerait donc son rôle.

Cette radicalisation n'a pas manqué de marquer les Ves assises de la Ligue en 2000. Au centre de toutes les attaques et de tous les espoirs face à un régime de plus en plus répressif, Mokhtar Trifi, militant de 50 ans en pleine force de l'âge, blanchi sous le harnais d'engagements tous azimuts, ce qui lui vaut d'être adoubé par les diverses tendances des démocrates tunisiens, qu'ils soient en Tunisie ou en France, tous réunis au Maroc en amont du cinquième congrès. *«La préparation de ce Ve congrès, confie aujourd'hui Mokhtar, a été la chose la plus difficile de ma vie. Trouver les équilibres entre toutes les forces en présence, y compris celles de mon propre bord. Toutes avaient leurs propres enjeux et avaient négocié de leur côté avec le pouvoir»*… Le but était de trouver les points communs pour baliser le congrès. La question du renouvellement des sections a fini par aboutir, au bout de nombreuses tractations, au gel de celles-ci. Ni le pouvoir, ni ceux qui s'y opposaient ne voulaient courir le risque de les renouveler. Les congressistes ne désiraient plus qu'une seule chose : arracher la Ltdh à la mainmise du pouvoir. Le 31 octobre 2000, une ligne rouge est franchie par la Ltdh, elle fait mordre la poussière au RCD. Demeurait une question: de Fadhel Ghedamsi, candidat «valable» aux yeux du pouvoir ou de Mokhtar Trifi, qui le nouveau comité exécutif de la Ltdh allait-il élire ? Le «gauchiste» l'emporte. Le 2 novembre au matin, Abderrahim Zouari, directeur du RCD, convoque une conférence de presse pour dénoncer les résultats du congrès de la Ltdh que quatre «militants» vont contester devant les tribunaux. Placée sous séquestre, la Ligue voit ses activités gelées, ses locaux fermés, en attendant une décision de justice qui sera surréaliste puisqu'elle déclarera illégal le nouvel exécutif de la Ltdh en lui confiant en même temps l'organisation d'un nouveau congrès !

La réaction du pouvoir, démesurée et primaire, transformait toute activité de la Ligue en acte héroïque et le travail de la Ltdh ordinaire ou extraordinaire, s'effectuait dans une espèce d'exaltation militante : pénétrer les locaux de la Ligue, recevoir des membres du bureau de la Ltdh chez soi, aller à l'étranger pour représenter l'organisation, initier une réunion ou une conférence de presse, recevoir une délégation étrangère, publier un communiqué, constituaient automatiquement une infraction, petite ou grande, selon la conjoncture et la mobilisation internationale. Celle-ci a joué un rôle fondamental à la fois d'alerte et de bouclier dans un climat de morosité, de résignation générale et de répression. Ceux qui refusaient cette mise au pas étaient traduits devant des simulacres de justice. Pas moins de 35 procès vont se succéder contre le comité exécutif de la Ltdh, tous bâtis sur les mêmes chefs d'accusation avec les mêmes plaignants et les mêmes avocats. Quant à Mokhtar Trifi et Slah Jourchi, premier vice-président de la Ltdh, eux sont envoyés au pénal. Au ministère de l'Intérieur, qui le convoquait régulièrement pour lui rappeler qu'il lui était interdit→

ITALCAR
Représentation de matériel de transport

.Tunis : Showroom les Berges du Lac : Boulevard Principal, les Berges du Lac, 2045 Tunis – Tél. : 71 655 531- 31 363 250 / Fax : 71 655 407 **.Showroom Megrine :** Zone Industrielle Megrine route de Sousse GP1 5.5 km – Tél.: 31 363 250 / Fax : 71 297 177 **.S.A.V. :** Cité El Khadra, Avenue Louis Braille, 1003 Tunis – Tél. : 71 773 322 / Fax : 71 733 399 **.Bhar Lazreg :** Aerocar Service Rue Ibn El Jazzar Bhar Lazreg, 2076 La Marsa Tunis - Tél. : 31 401 282 Fax : 32 401 282 **.Ezzahra :** Eurocar Services, Ezzahra -Tél. : 31 505 019 **.Mnihla :** Société Tunicar, route de Bizerte Sanhaji El Mnihla, 2094 Ariana – Tél. : 70 527 806 / Fax : 70 527 816 **.Bizerte :** L'expert Automobile : Hafer Moher km3, route Menzel Bourguiba, Bizerte 7000 - Tél. : 72 510 366 / Fax : 72 510 366 **.Béja :** ABM 2, Rue El Yasmine, Cité des agents de la sûreté, Sidi Fradj 9029, Béjà Sud Tél. : 78 453 820 / Fax : 78 455 198**.Nabeul :** Cap Bon Motor's : Avenue du Maghreb Arabe, 8000 Nabeul - Tél.: 72 272 702 – 72 272 708 / Fax : 72 272 699 **.Sousse :** Société Nimr : 251, Route de Tunis, 4011 Hammam Sousse - Tél. : 73 364 088 / Fax : 73 364 089 **.Monastir :** Zone Industrielle Ghedir, 5000 Monastir - Tél. : 73 425 932 Fax : 73 425 933 **.Mahdia :** Société Alfatimya Cars, route de Boumerdes Ezzahra, Mahdia - Tél. : 73 671 630 - 98 771 683 / Fax : 73 425 933 **.Sfax :** Sfax Motors : 01, rue Jamel Eddine Al Afghani, zone Industrielle Poudrière, 3002 Sfax - Tél. : 74 287 381 – 74 287 382 / Fax : 74 287 375 **.Le Moteur House :** 04, Avenue d'Algérie, Sfax El Madina – Tél. : 74 204 990 / Fax : 74 204 890 **.Kairouan** : Gharbi d'Equipement Général, Avenue de l'environnement 3100 Kairouan - Tél. : 77 300 575 - 77 300 574 / Fax : 77 304 453.**Gafsa** : Auto Sud, Cité El Menzeh Gafsa Aéroport 2151 - Tél. : 76 217 632 Fax : 76 217 016 **.Gabès :** Thabti Auto Services : Avenue Abou El Kacem El Chebbi,6011 Gabès - Tél. : 75 293 205 / Fax : 75 293 225 **.Djerba :** Djerba Tourism Services : Km 2, Route Houmet Souk, 4116 Djerba Midoun Tél.: 75 764 550 – 75 764 551 / Fax : 75 764 552 **.Ulysse Auto Service :** Route Ajim Houmet Souk, Djerba 4180 - Tél. : 75 655 050 - 75 621 105 / Fax : 75 655 051 **E-mail: italcar@italcar-sa.com.**

Découvrez **le Charolais,**
une viande **tendre** et **juteuse**
avec une **faible teneur en gras**

CHAROLAIS CHAROLAIS

mg
أعزّ حاجة عندك ... كلّ يوم

Disponible dans les magasins suivants :

mg Maxi : Ezzouhour - Ibn Khaldoun - Ariana - Ennasr - La Marsa - Borj Cédria - El Mourouj V - El Kef - Sousse - Gabès
mg Proxi : Menzeh Centre - Borj Louzir - Bardo - Denden - El Manar - Rades - Beja - Jendouba - Tabarka - Zaghouan - Kairouan - Monastir - Gabes Bab Bhar - Cité El Ghazela - Sousse Bab Bhar - Gabes Menzel
mg City : Cité Olympique - Sfax - Ain Zaghouan- Cité Mahrajene

→ *«par décision de justice»* de tenir des réunions, le président de la Ltdh répondait systématiquement que c'était une «décision politique dans un emballage judiciaire» et poursuivait les activités de la Ltdh, y compris dans les régions, lesquelles se terminaient souvent dans la violence exercée par les forces de l'ordre. Conséquence: une plus grande cohésion entre les sections qui étaient restées pour la plupart RCD avec un bureau exécutif de la Ltdh en majorité de gauche.

Malgré sa méfiance de paysan, Mokhtar, paradoxalement, laissait travailler un cercle restreint sur les dossiers essentiels : finances, régions, médias, international. Ce dont on peut témoigner, c'est que sur ce dernier dossier, il a partagé et soutenu l'initiative d'un contre-sommet citoyen sur la société de l'information, en tant qu'événement de la société civile en marge du Sommet mondial de l'information qui devait se dérouler à Tunis du 15 au 18 novembre 2015 sous les auspices des Nations unies. Soutenu par 80 organisations et coalitions de la société civile internationale, l'événement divisait les militants de la Ltdh, certains craignant encore une fois que Ben Ali ne ferme définitivement les portes de la Ligue. Celle-ci, en fait, a été littéralement submergée par tous ceux qui au plan national et international voulaient soutenir les défenseurs des droits humains et au-delà toute la mouvance démocratique tunisienne. C'est ainsi qu'entre autres, Shirine Ebadi, Prix Nobel de la paix, le rapporteur spécial des Nations unies pour la liberté d'expression, s'y sont retrouvés avec des représentants d'ONG du monde entier. Ben Ali, lui, poursuivait son entreprise de musellement de tous ceux qui voulaient lui rappeler ses devoirs envers le peuple tunisien. Mokhtar Trifi est personnellement violemment agressé le 9 novembre 2005 en plein centre-ville. La Ltdh elle-même s'était déjà vu interdire de tenir les assises de son VIe congrès le 5 septembre 2005 par décision de justice. En fait, le Smsi permettra de prendre la mesure de la réelle répression qui s'exerce sur les Tunisiens. C'est ainsi que la plupart des tendances politiques, y compris les islamistes, vont entreprendre une grève de la faim pour dresser un front contre l'oppression indiscriminé du régime. Une pression très forte est exercée sur Mokhtar Trifi pour faire partie des grévistes. C'est dans ces moments qu'il donne la pleine mesure de son indépendance d'esprit et de son sens des responsabilités. La Ltdh, qui réunit en son sein la plupart des tendances politiques, doit à ses yeux rester à égale distance de tous. Il ne se joindra donc pas à la grève. Si certains membres de l'exécutif de la Ligue sont libres de prendre des initiatives comme celle de créer des comités de soutien à des dirigeants islamistes comme Abdeltif Elmekki et Abdallah Zouari, empêchés de jouir de leurs droits, alors qu'ils avaient purgé leurs peines, cela n'impliquait pas directement la structure de la Ltdh. Moyen d'éviter l'ire de Ben Ali.

«L'indépendance de la Ligue était pour moi fondamentale… C'est peut-être emphatique de le dire comme ça, mais pour moi c'est une question d'honneur et de respect de mon engagement que de sauvegarder l'organisation. On aurait pu me passer sur le corps, je n'aurais pas cédé. C'est le principe. Tout le reste est négociable !», confie Mokhtar Trifi. Le 19 mai 2008 d'ailleurs, devant l'opprobre de la communauté internationale, Ben Ali va dépêcher le bâtonnier Abdelwaheb Bahi et Chadli Ben Younes, avocat au service du régime, pour élaborer un accord avec Mokhtar Trifi. Ce qui fut fait et signé. Le 21 mai, la Ltdh, qui avait lancé des invitations au banc et à l'arrière-banc pour fêter ses 31 ans d'existence, apprend qu'il a été interdit au corps diplomatique de s'y rendre. Personne n'a su jusqu'à aujourd'hui la raison de ce revirement. De telles démarches se poursuivront jusqu'à la veille du 14 janvier 2011, moment où Mokhtar Trifi est invité pour la première fois de sa vie par la télé nationale à un débat sur les soulèvements en cours. Il est clair que pour lui, c'est l'annonce de la fin du régime mais il exige quand même «le direct». La décennie Mokhtar Trifi, bras de fer continuel entre la Ligue et le pouvoir, a permis d'élever la Ltdh au niveau du symbole, au point de constituer au même titre que les puissants syndicats ouvrier, l'Ugtt, et patronal, l'Utica, tout comme l'Association des avocats, une organisation éligible au Prix Nobel de la paix en novembre 2015.La revendication de l'autonomie, de la démocratie et surtout du référentiel universaliste a fait de Mokhtar Trifi, après qu'il a passé le flambeau de la présidence de la Ligue en septembre 2011, une figure très recherchée par les organisations internationales. La Fidh comme l'Omct le désignent comme président de leurs bureaux respectifs en Tunisie. Ce sont là des exceptions à la règle qu'il s'est fixée depuis le 14 janvier 2011 : *«se tenir loin de la politique politicienne»* et ne pas accepter de responsabilité qui l'éloigne de la Tunisie; *«ce que je n'ai jamais pu supporter !»*

Son combat d'aujourd'hui ? «Elargir toujours les horizons possibles», dit Mokhtar Trifi, qui se mobilise avec le comité de défense, dont il fait partie, de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, deux figures de la gauche assassinées en 2013, meurtres derrière lesquels il voit «le bras armé d'Ennahdha, occulte et toujours actif» et, ajoute-t-il, *«dénoncer le scandale de la pratique de la torture! Malgré des centaines de plaintes déposées, aucun jugement n'a été prononcé pour fait de torture»*.

Ce riche parcours d'un militant pour les droits humains a fini tardivement par être reconnu à l'occasion du 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Avec Khemais Chamari, militant de toujours, ils ont été décorés de l'Ordre tunisien du mérite, le 10 décembre dernier.

Khadija Cherif, vice-présidente de la Ltdh (1985-1994), Souhayr Belhassen, vice- présidente de la Ltdh (2000-2007)

Porto Farina

Quand Brahim Letaief nous rend le cinéma qu'on aime

En pleine période de sinistrose, voilà un bon film, frais, plein d'humour, et agréable à voir qui se prescrit en antidépresseur. Dans *Porto Farina*, Brahim Letaief, en scénariste-réalisateur, restitue dans une ambiance « chorale » d'un pittoresque village de pêcheurs, sur la route de Bizerte, l'âme profonde des Tunisiens pluriels. Des pêcheurs qui se révoltent contre un Raïs, capitaine des mers (le talentueux Mohamed Driss), despotique, les spoliant de leur pêche et des embarcations. L'autorité du patriarche ne se limite pas au port, mais s'exerce encore plus fort au sein de la famille, décidant de tout. Y compris du mariage en secondes noces de son fils Aly (Mohamed Ali Ben Jemaa), émigré en France, déjà marié à Chantale qui ne lui donne pas d'enfant, et en quête d'un fils héritier, avec sa nièce rebelle, Sarah (Asma Othmani). Mais, le jour du mariage, tout ne s'arrange pas comme l'avait manigancé le patriarche et tourne à «la catastrophe».

Il y a la maman d'Aly, Aïcha (l'indétrônable Fatma Saïdani), la tante d'Aly, Monia (une Wajiha Jendoubi dans tout son art), et la mère de Sarah, Fatma (Jamila Chihi), dans les rôles principaux. Chacun des personnages bénéficie d'un traitement approfondi pour installer son propre caractère et l'exprimer talentueusement. Dans les autres rôles, Mohamed Sayari, Najoua Zouheir, Riadh Hamdi, Mounira Zekraoui, Latifa Gafsi, Faouzia Boumiza, Myriam Naili, Taoufik Bahri et Moncef Azeingui auront l'occasion de faire montre d'un jeu très subtil, ajoutant au film une note supplémentaire de fraîcheur et de saveur. *«Ils n'ont rien en commun, dira Brahim Letaief, sauf leur nom qui joue aussi sur le décalage entre la gravité des situations et les personnages, que les costumes trop stylés et les répliques aussi futiles que sérieusement formulées rendent ridicules et irrésistibles.»*

Il faut dire que Brahim Letaïef a eu beaucoup de chance. D'abord, de pouvoir réunir ce casting de choix, auquel s'est ajoutée une figuration locale enthousiaste. Adoptée par la population de Porto Farina, l'équipe du tournage a en effet pu compter sur nombre de figurants, en vrai, dont des pêcheurs, une femme médecin, une pharmacienne... La deuxième chance, c'est de puiser dans le patrimoine local, d'habitations, de ruelles, de costumes, et du site lui-même, les ingrédients distinctifs et attractifs d'un bon film. Tant le chef décorateur, Taoufik Béhi, que la costumière, Basma Dhaouadi, en seront bien inspirés pour les mettre en avant devant les caméras prodigieuses dirigées par Mohamed Maghraoui.

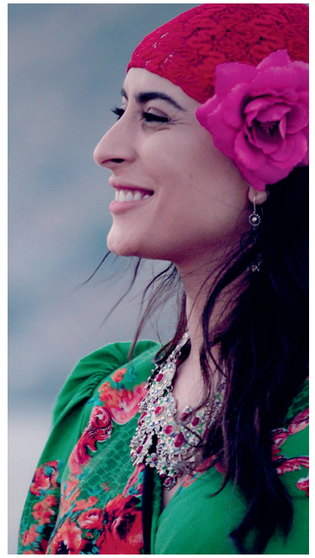
Ailleurs que dans la Médina

La prouesse de Brahim Letaief est d'avoir su marier harmonieusement le traitement de grandes questions et l'humour festif, agrémenté de répliques cash, parfois crues. Pas besoin d'ambiance lourde pour évoquer la mainmise sur la pêche, l'autorité patriarcale, le mariage arrangé, la stérilité et l'adoption d'enfant. Les messages passent mieux sur un ton malicieux, où le dit et le non-dit sont portés à l'écran, soutenus par l'image et une belle musique originale (de Zouheir Gouja) et dans un décor très méditerranéen. Avec *Porto Farina*, le cinéma tunisien sort de la médina de Tunis, avec ses maisons traditionnelles chargées de marbre et de céramique, pour emprunter le cadre d'un village très tunisien, mais aussi très méditerranéen, avec les couleurs intérieures de ses maisons et leurs ambiances.

Des tréfonds de la mémoire

Enfant de Kairouan, Brahim Letaief, bien que choisissant un village balnéaire pour son film, garde toujours en mémoire des images fortes de sa ville natale, de ses personnages et de ses ambiances. Il le laisse échapper, non sans bonheur, avec ces scènes de femmes d'intérieur, espiègles, aux allusions tranchantes et à l'humour décapant.➔

Leaders
N°93
Février
2019



a pu réunir de bonnes conditions de tournage pour tous. Du coup, ce fut une véritable fête, tant pour l'équipe du film que pour les habitants de Porto Farina. Cette ambiance, chaleureuse et conviviale, a imprimé naturellement le tournage, s'exprimant à travers le jeu des acteurs.

Brahim Letaïef voulait avoir un *«film choral où les personnages, à la manière des choristes d'un orchestre, forment un tout dont aucun ne se détache vraiment.»* Il y a réussi.L

→ Publicitaire, dans une autre vie, Letaïef n'omet pas de soigner le packshot. Les dernières images du film, avec un Mohamed Driss, d'habitude très attaché à sa série de chaussures qu'il faisait cirer avec beaucoup d'attention, errait avec des godasses rouges empruntées à son fils Aly... Grandeur et décadence. Le travail de fond effectué avec le concours d'Yves Comte (pour le scénario original), Sophie Houas (adaptation), Sonia Chamkhi (collaboration) et Imed Ben Hmida (dialogues) garantit à l'équipe de réalisation une bonne matière de base pour un bon film. De son côté, le producteur, Taoufik Guiga, bien que confronté à la modestie du budget,

Leaders
N°93
Février
2019

ATL Leasing,
L'allié de votre succès

ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois.
En fin de période vous en devenez propriétaire.

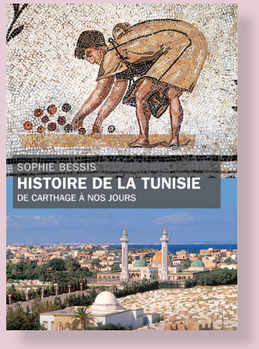
ATL LEASING

Plus qu'un leasing...

Sophie Bessis

De Bourguiba à Ben Ali
Les paradoxes tunisiens

Dans son excellent ouvrage *Histoire de la Tunisie, De Carthage à nos jours*(*), Sophie Bessis revient longuement, en seconde partie, sur "Les quatre temps de la Tunisie contemporaine". Avant d'analyser "L'Etat bourguibien et ses ambivalences", elle souligne, au titre "des paradoxes tunisiens", "l'exaltation d'une tunisianité contre fusion dans l'arabité, construction d'un sécularisme qui - sans être laïque - avait pour vocation d'ancrer le pays à la modernité contre la valorisation de son islamité, ces couples d'opposés fonctionnent jusqu'à nos jours comme des lignes de clivage entre deux conceptions largement antinomiques de la personnalité nationale".



Histoire de la Tunisie,
De Carthage à nos jours
de Sophie Bessis,
Editions Tallandier, 2019

Jusqu'en 2011, la Tunisie indépendante a connu deux histoires officielles, l'épopée bourguibienne et la tentative de son successeur de minimiser le rôle du premier chef de l'Etat en réintroduisant dans le récit public des segments d'histoire qu'il avait occultés. Chacun des deux maîtres, si différents l'un de l'autre, qu'a connu le pays en près de soixante ans, s'est réclamé d'un passé plus ou moins lointain, le valorisant ou le disqualifiant selon ses objectifs du moment, s'y raccrochant toujours pour y puiser une partie de sa légitimité et servir son dessein politique. C'est dire à quel point ils ont fait de l'histoire, y compris de l'histoire longue, un élément de leur rhétorique et un socle de leur projet. Les opposants aux deux régimes successifs ont également puisé en elle une partie de leurs argumentaires. Plus qu'ailleurs, l'histoire est devenue dans ce pays un référent politique, et l'on reconnaît en grande partie les affiliations idéologiques des uns et des autres aux pans de cette dernière qu'ils mobilisent. Exaltation d'une tunisianité contre fusion dans l'arabité, construction d'un sécularisme qui -sans être laïque- avait pour vocation d'ancrer le pays à la modernité contre la valorisation de son islamité, ces couples d'opposés fonctionnent jusqu'à nos jours comme des lignes de clivage entre deux conceptions largement antinomiques de la personnalité nationale. Mais le poids du passé réel, les rapports de force internes et les affinités idéologiques des dirigeants successifs les ont contraints, ou conduits, à puiser simultanément dans des registres contradictoires de quoi renforcer leur assise, brouillant de ce fait la cohérence de leurs discours et, partant, l'image que les Tunisiens se sont forgée d'eux-mêmes.

A l'aube de l'indépendance, Bourguiba voulait édifier une Tunisie moderne, sécularisée, et éloignée de la doxa panarabe qui prévalait alors dans la région. Pour ce faire, il a doté la «tunisianité» de trois millénaires d'épaisseur historique et domestiqué les gestionnaires de la sphère religieuse afin de leur ôter toute capacité de produire un discours noyant la Tunisie dans la communauté arabo-musulmane. Mais, conscient depuis toujours de la force du sentiment religieux chez une majorité de ses compatriotes et placé devant la nécessité de neutraliser une dissidence youssefiste ayant mobilisé des répertoires d'appartenance familiers au pays profond, il a fait de l'arabité et de l'islam des piliers de la personnalité nationale qu'il entreprenait de modeler.

Pour ancrer sa propre légitimité dans une histoire plus longue que celle de la seule lutte de libération, il s'est par ailleurs proclamé le continuateur de l'oeuvre des grands personnages de l'histoire du pays tout en s'instituant l'unique fondateur d'un Etat tunisien censé n'être avant lui qu'un espace informe peuplé selon sa formule d'une «poussière d'individus» n'ayant ni personnalité collective ni conscience nationale. Ces redoutables contradictions

se sont compliquées avec son successeur qui - pour des raisons de stratégie politique - a voulu dès sa prise du pouvoir rendre à l'islam et à l'arabité une place que le sécularisme bourguibien avait selon lui réduite à une trop simple expression, réintroduisant pour ce faire dans le panthéon national la figure tutélaire de Ben Youssef qu'entretemps les tenants de l'islam politique - apparus dans le paysage à partir des années 1970 - avaient revalorisée.

Pour autant, Ben Ali n'a pas rompu avec l'histoire longue, s'en proclamant lui aussi l'héritier, sans toutefois la mobiliser avec la même constance que Bourguiba. Par le biais d'un enseignement politiquement instrumentalisé - ce qui ne constitue pas une spécificité tunisienne, les générations successives de citoyens ont ainsi été nourries de récits historiques ambivalents dont les contradictions se sont trouvées accentuées selon qu'ils étaient délivrés en arabe ou en français.[...]

On comprend dès lors qu'aux prises avec des mythes fondateurs concurrents, des récits changeant au gré des gouvernants, se contredisant plus d'une fois l'un l'autre, peuplés de figures emblématiques aux statuts mouvants, sollicitant des généalogies et des registres d'appartenance antinomiques, les Tunisiens aient un rapport problématique à leur histoire. Cette dernière leur fournit en effet une offre identitaire fracturée dont aucun récit consensuel n'a pu émerger. La résurgence, depuis 2011, de logiques tribales que le jacobinisme bourguibien s'était attaché à éliminer, rend encore plus aléatoire son élaboration. Au contraire, l'histoire continue d'être un facteur de polarisation au gré des instrumentalisations qui en sont faites.L

Mustapha Filali

Une vie riche et altruiste

A près de 98, Mustapha Filali, l'une des figures politiques et syndicalistes, mais aussi littéraires tunisiennes de proue nous a quittés, dimanche 20 janvier dernier Dans un peu plus deux ans, le 5 juillet 2021, il aurait été centenaire. Jusqu'à tout récemment, il était resté toujours actif, revigoré après le 14 janvier 2011, participant à tous les débats, déclinant toute charge à la tête de l'Etat ou du gouvernement. Portrait.→

Pendant quelques heures, il a été le chef du gouvernement qui a fait l'unanimité. S'il s'était rétracté, c'était suite à une détérioration fulgurante de l'environnement tant au niveau des réseaux sociaux que de l'égocentrisme de certains partis influents. Ainsi Mustapha Filali est resté fidèle à sa philosophie de vie, à l'éducation qu'il a reçue et à son ancrage rural que la vie citadine n'est jamais parvenue à pervertir. Il faisait même partie de ceux qui cherchaient la lumière pour mieux voir et non pour briller comme c'est le cas de la nouvelle génération d'hommes publics. C'est ainsi qu'il est demeuré sa vie durant un homme simple, humble et, surtout, disponible et accessible. Mais dès que vous engagez avec lui une discussion, vous découvrez un esprit vif, doté d'une érudition qui met son interlocuteur dans l'obligation d'observer un minimum de rigueur pour tenir la route. Mais tous ceux qui l'ont côtoyé peuvent témoigner: Mustapha Filali a une capacité d'écoute impressionnante car, d'une part, il aime se transformer à chaque instant en apprenti, qui est la qualité des grands et, d'autre part, il cherche à connaître son vis-à-vis pour mieux cerner sa personnalité et le classer dans la catégorie intellectuelle ou cognitive qui lui sied. C'est donc un homme rationnel et pragmatique qui ne se laissait pas tromper par les préjugés. Cela concernait l'homme, mais le personnage avait plusieurs statuts et plus d'une corde à son arc puisqu'il est établi que tout homme est complexe et multiple et que chaque catalyseur peut dégager une facette de sa personnalité. Voyage dans le passé de cet homme que les Tunisiens ont découvert sur le tard à la faveur d'une révolution qui traîne encore et qui ne semble pas prête à livrer son verdict.

Parcours

Mustapha Filali est né le 5 juillet 1921 à Adhla, un village situé à dix kilomètres de Sidi Ali Ben Nasrallah. Après un court passage à l'école primaire, il poursuit sa scolarité au collège Sadiki grâce à la bienveillante tutelle de son oncle maternel Mohamed Foudhaili, magistrat à la Driba de Tunis. Mais la guerre interrompt brusquement ses études en 1940, baccalauréat en poche. Son père désire le promettre dans le corps des kalifats (délégué) mais la fonction n'emballe pas le bonhomme qui ne se sent pas prêt pour cette notabilité servile et qui aliène son élan vers d'autres paliers du Savoir. Il tente même une traversée clandestine vers l'Europe mais sans succès. Un premier emploi à la radio en 1943 lui permet de parcourir le pays en tant que reporter mais un sous-préfet malveillant, officiant chez lui à Nasrallah, lui cause du tort en lui collant un délit imaginaire pour plaire aux Français et réduire à deux ans la carrière de ce jeune Tunisien vif et dynamique. Douze ans après, il savourera sa revanche en revenant à la radio en tant que directeur. Le mariage en 1944 dans l'intimité et l'austérité est son grand premier événement existentiel avant de s'envoler pour Paris et comprimer en deux ans ce qui exige habituellement quatre années pour l'obtention d'une licence à la Sorbonne en lettres arabes.

Avide d'apprendre, il assiste à toutes les joutes culturelles dans le Quartier latin où se côtoient le Collège de France, la Sorbonne, le Panthéon, soit autant d'institutions qui éveillent l'étudiant sur les arguments de la grandeur de la France et sur les conditions de la réussite tant individuelle que collective. C'est alors qu'il fait la connaissance à Pau du plus illustre des Tunisiens, Moncef Bey, auquel il a rendu visite en compagnie d'Ahmed Ben Salah. Il en profite pour mesurer la dimension de l'homme et saisir la réalité tunisienne sous d'autres latitudes.Le retour en Tunisie le confronte à une réalité amère : la France qui a suscité son admiration et parachevé sa formation est la même qui maltraite ses concitoyens en tant que colonisateur ne concédant que très peu à la souveraineté du Bey ou du gouvernement. Il retrouve Sadiki→

→ mais en tant qu'enseignant et choisit le syndicat pour se lancer dans le combat politique; sa rencontre avec Farhat Hached génère une amitié frôlant la complicité. Le 5 décembre 1952, c'est chez Mustapha Filali à Radès que se rend le grand syndicaliste pour y laisser son fils aîné Noureddine avant son rendez-vous avec la mort quinze minutes plus tard, le reste de la famille étant à Sousse. C'est un drame qui aiguise chez Mustapha Filali la rage de revanche avec tous les moyens dont il peut disposer pour honorer la mémoire de son prestigieux ami. A l'Ugtt, il se déploie à fond et côtoie des hommes de qualité : Mahmoud Messaadi, Lamine Chebbi, Abdallah Farhat, Mahmoud Khiari, Ahmed Ben Salah, etc. Au congrès du Parti destourien en novembre 1955 quand, à la faveur d'une confusion inattendue, la présentation du programme économique lui échoit en sa qualité de représentant de l'Ugtt au fait de la réalité socioéconomique du pays, il réalise qu'il a un grand rendez-vous avec l'Histoire. Il passe une nuit blanche pour structurer et rédiger le projet, mais quand on lui demande de le présenter, il préfère simuler l'improvisation, impressionnant ainsi l'auditoire et surtout Habib Bourguiba qui retient son nom pour les besoins d'une cause imminente. Quelques mois plus tôt, il était nommé premier directeur tunisien de la radio là où il avait connu ses débuts professionnels avec la mésaventure qui a failli briser son avenir. Cette fois, c'est un test grandeur nature qui va révéler son savoir-faire et son sens politique.

Bonjour la République

Le 15 avril 1956, Mustapha Filali figure donc très naturellement dans le premier gouvernement de la Tunisie indépendante, ce qui dépasse de loin le projet initial du géniteur. D'abord pressenti aux Finances, il atterrit à

l'Agriculture, Bourguiba l'ayant nommé à ce poste pour son ancrage régional qui doit l'avoir imprégné sur les mécanismes du secteur, tout en lui faisant confiance pour son bagage intellectuel qui doit le secourir aux moments difficiles. De Gaulle disait à juste titre : *«Il y a des problèmes qu'on résout grâce à la culture générale.»* Le jeune ministre est confronté d'emblée à la plus vaste invasion de sauterelles. La protection du patrimoine végétal contre les acridiens s'organise dans des conditions d'une sévère pénurie financière. Filali fait également face à des difficultés complexes découlant de la mainmise des colons, des problèmes de financement, d'exploitation, de distribution et de modernisation, sans entraver la question de l'emploi. Vaste programme qui nécessite une stratégie, des moyens et de la patience. Mais l'homme ne durera pas à son poste et doit suppléer le départ précipité de Béchir Ben Yahmed de l'Information* (en réalité, c'est Abdallah Farhat qui assure l'intérim du 20 septembre au 1er octobre 1957). Cette nouvelle fonction le mettra devant des situations autrement plus délicates en raison des motivations du Président dans son ascension politique et des libertés consommées par la presse internationale. Quant à la presse locale, elle ne présente pas de menaces majeures par le mécanisme pervers de la nomination et de la dissuasion. Dans ce contexte, Mustapha Filali doit trouver le bon équilibre et gérer les humeurs de Bourguiba autant soucieux de son image que de son autorité. Cela doit durer un an car l'inéluctable finit par se produire puisque son remplacement s'imposait. En présentant sa démission, il tenta de sauver son amour-propre sans signifier au président la moindre insubordination. Il se retrouve alors en charge des Domaines de l'Etat au Premier ministère à la faveur de l'expérience acquise au ministère de l'Agriculture.

Ce fut sans doute la plus difficile mission à laquelle un responsable se trouve confronté: conjuguer la récupération d'un peu plus d'un million d'hectares du patrimoine foncier spolié avec la sauvegarde du potentiel de production agricole. C'est une bonne préparation pour une fonction nouvellement créée: la banque agricole (1960-62). Mais c'est ensuite qu'il doit durer dans une fonction qui va l'éveiller sur la réalité du pays : la direction des études économiques et sociales à l'Université de Tunis. Pendant cinq ans, il dirige et côtoie une population avisée de chercheurs et d'universitaires aux prises avec les statistiques, les tendances et les contraintes tant des gouvernants que des gouvernés. Au même moment, son compagnon à Paris, à l'Ugtt et au gouvernement, Ahmed Ben Salah, doit se déployer au-delà de la capacité d'un seul homme pour relever un défi insensé et improbable : ancrer le coopérativisme en Tunisie. Ses dispositions psychologiques, malgré son dévouement au service du pays, ne sont pas au meilleur niveau. Mais il affectionne de combattre le scepticisme de la réflexion par l'optimisme de l'action. A l'Assemblée nationale où il siège depuis 1956, il a parfois le sentiment de ramer à contre-courant tellement les supposés élus du peuple ont dans leur grande majorité abandonné leur liberté d'esprit au profit du Parti et du Combattant suprême.

Lui refuse de vendre son âme et ne songe pas un moment à céder sur les principes pour une éphémère nomination qui ne figure pas dans ses aspirations essentielles, méprisant au passage tous les thuriféraires, les hypocrites et les opportunistes comme le montre une croustillante chronique figurant dans son livre *Les tables de l'Inchirah* où il relate des péripéties de l'abandon du calendrier hégirien. C'est que l'homme avait juré allégeance à la nation sans manquer de loyauté envers Bourguiba. Il ne reviendra plus au gouvernement n'étant pas un homme capable de démagogie pour exalter les vertus et les→

→ choix du chef de l'Etat. Il a le sentiment d'être un homme seul mais en sauvant son âme, il est en mesure de savourer sa solitude ; même ses adversaires, dans leur for intérieur, lui concèdent une respectabilité inversement proportionnelle à sa taille. L'Organisation internationale du travail vient à son secours, en 1967, pour lui offrir l'opportunité de vivre une autre expérience et de s'expatrier à Alger avec une navette régulière sur Genève. Pendant cinq ans, il se délecte d'un travail qui le promène à travers ses domaines de prédilection tout en s'enrichissant de rencontres d'un grand acabit et de divers horizons. Et c'est à Alger qu'il se lie d'amitié avec deux Tunisiens de marque: Drs Ali Okbi et Saadeddine Zmerli. Il ne revient en Tunisie que lorsque Bourguiba le rappellera à son bon souvenir pour lui confier la direction du Parti, un an et demi après avoir jeté en prison son ami Ahmed Ben Salah. Mustapha Filali vit un véritable dilemme et craint d'être qualifié par son ami d'infidélité pour avoir accepté de coopérer avec le bourreau. Mais quelle marge peut-il avoir avec un président gagné par l'ivresse du pouvoir?

Au PSD, il doit gérer les dégâts collatéraux du congrès de Monastir (11-15 octobre 1971). Durant quinze mois, il vit des situations et des scènes qui l'éveillent sur l'impossibilité d'instaurer la démocratie en Tunisie; ni Bourguiba ni les membres du Bureau politique ne sont enclins à concéder au peuple pouvoir ou privilèges. En partant le 31 décembre 1972, il a le sentiment de se défaire d'un fardeau plus lourd que sa capacité d'endurance, sortant définitivement du giron national. Sa carrière se poursuit à l'échelle maghrébine en sa qualité de représentant de la Tunisie au sein de la commission consultative maghrébine (1973-89), ce qui l'habilitera à devenir le secrétaire général de l'UMA pendant deux ans (1990 et 91). Cette expérience l'édifie sur le potentiel de la région; mais également sur les occasions manquées en raison des blocages politiques découlant de l'ego surdimensionné des dirigeants de la région et de leur lâcheté envers leurs peuples respectifs. Mustapha Filali en parlera avec amertume lors du 17ème anniversaire de l'UMA (voir encadré).

Mais c'est le 7 novembre 1987 qu'il vit une sensation étrange: en tant que député, il doit accepter le nouveau président, sans préjuger de la capacité de Ben Ali à s'élever à la hauteur de sa fonction. Le naufrage de Bourguiba l'écoeure sans le surprendre ; il ne peut s'empêcher de conclure que *«la politique est cruelle, elle ne fait grâce à personne, même pas à ses enfants gâtés.»* (Françoise Giroud)

La Révolution ou la seconde vie

Après deux coups du sort durs à traverser —le décès de sa fille puis celui de son épouse—, Mustapha Filali retrouve une autre vie à la faveur d'une révolution qui l'a surpris par sa vitesse. Du coup, il occupe sa place dans l'espace public jusque-là verrouillé et réservé exclusivement aux thuriféraires des anciens régimes. Ses prestations à la télévision le révèlent au grand public grâce à autant de démonstrations de sagesse et de perspicacité. Son approche ne néglige aucun aspect des exigences de la matérialisation dans les actes de la rupture avec un régime fondé sur l'oligarchie et les privilèges. Il souffle même l'idée d'un toilettage à apporter à la Constitution pour installer le pays dans la stabilité. Sollicité par le président par intérim Foued Mebazza, il prend l'initiative d'y associer ses compagnons Ahmed Ben Salah et Ahmed Mestiri, estimant que le trio peut avoir davantage de poids. Une initiative candide qui fera avorter le projet d'un Conseil républicain annoncé puis démenti en raison des réticences occultes de ceux qui souhaitent jouer un rôle politique et qui y sont parvenus plus tard. Le 15 mars, il se retrouve membre de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique. A quatre-vingt-dix ans, il est encore reconnu capable de servir son pays. S'il en est flatté et rassuré, il n'est pas moins contrarié par le déroulement des séances plénières tant la passion a le plus souvent dominé les débats. En tant que doyen de cette instance, il s'emploie à faire prévaloir la voix de la sagesse au cœur d'un tumulte symptomatique des frustrations du passé. Il se contentera de vivre cette expérience inespérée avec l'espoir qu'elle servira à baliser la voie de la démocratie. Son action touche également au domaine associatif et culturel sans infléchir son programme habituel fondé sur la lecture et l'écriture. Il est sollicité par les médias, les associations et certains hommes politiques désireux de s'inspirer de son expérience à défaut de l'embrigader. Il affiche une disponibilité tout en prenant ses distances d'autant qu'aucune formation politique n'a pu répondre à ses exigences. Après les élections du 23 octobre 2011, son rôle se modifie par la force des choses : l'équilibre des forces bascule dangereusement en faveur de la rue. Cela lui inspire une chronique très chargée : *«Y a-t-il encore un Etat en Tunisie?»*, publiée par Assabah le 31 mai 2012. Il y développe, faits à l'appui, la fâcheuse tendance de la déliquescence de l'Etat, tout en tirant la sonnette d'alarme pour mettre les gouvernants devant leur responsabilité historique. Son inquiétude croît à mesure que déferlent les traversées clandestines sur l'Europe synonymes de désespérance. Il reprend sa plume pour fustiger à Assabah le 5 septembre 2012 *«Les embarcations»*→

Une UMA condamnée à l'échec ?

A l'occasion du 17ème anniversaire de l'UMA, Mustapha Filali a livré son analyse sur l'échec de ce projet politique et civilisationnel : *«La construction de l'UMA est un rêve qui a caressé les élites maghrébines depuis 1938. L'idée a germé dans les esprits des membres du club des étudiants de Paris avant d'être adoptée par les syndicats et les partis politiques tunisiens, algériens et marocains»*, a-t-il souligné. En 1948, Farhat Hached, fondateur de l'Union générale tunisienne du travail (Ugtt), a commencé à militer pour la création d'une Union syndicale des travailleurs du Maghreb arabe. La première réunion qui a regroupé les partis politiques maghrébins date de 1958. Mais ce n'est qu'en 1964 qu'une commission permanente composée des représentants de quatre pays maghrébins (Tunisie, Algérie, Maroc et Libye) a été mise en place pour élaborer des études techniques sur les perspectives d'une union maghrébine. Pourtant, après la signature du traité créant l'UMA, 34 conventions ont été signées. Elles concernent l'échange des produits agricoles, le transport terrestre des voyageurs, la coopération judiciaire ainsi que l'aménagement d'une zone de libre-échange; malheureusement, aucune convention n'a été appliquée. * Les opportunités ratées, M. Filali a fait remarquer également que ces 34 conventions n'ont pas été appliquées en raison de *«l'absence d'une stratégie d'application claire. Le blocage que connaît la construction de l'UMA est à l'origine de la dépendance des pays maghrébins vis-à-vis de l'étranger en matière de besoins en denrées alimentaires et d'investissement. Contrairement à l'Union européenne au sein de laquelle cohabitent quatre courants religieux, une vingtaine de langues, les pays de l'UMA ne souffrent pourtant pas des clivages religieux et ethniques. Les compétences humaines dont nous disposons nous permettent d'arriver au niveau des résultats réalisés par le Japon en deux générations seulement. Les mutations en cours à l'échelle internationale font que les Etats maghrébins n'ont d'autres choix que le regroupement pour adhérer au concert des nations dignes»*.

RadioMed
une vague de bonheur
الموجة اللي تزهيك
Ecoutez-nous sur
NABEUL HAMMAMET 100.0 FM
GRAND TUNIS 93.5 FM
CAP BON GRAND TUNIS 104.1 FM
FM
MOBILE
WEB
PODCASTS
Cité El Wafa Nabeul Jadida 8000 Nabeul-Tunisie
(+216) 72 32 85 00
(+216) 72 32 85 60
marketing@radiomedtunisie.com
www.radiomedtunisie.com

→ *de la mort*» les pouvoirs publics pour leur passivité, à la limite de la complaisance, voire de la complicité, tant le fléau est devenu flagrant et monstrueux. De son côté, le projet de loi visant la protection de la révolution l'interpelle et l'indigne. Il brode un réquisitoire d'une grande pertinence mettant en garde sur les menaces que pourrait induire ce projet de loi qualifié à juste titre «La loi de la sédition» (*Le Maghreb*—version arabe—, 4 décembre 2012). Il rejoint ainsi l'analyse développée sept ans plus tôt par Hélé Béji dans son ouvrage Une force qui demeure : *«C'est une société bien inhumaine que celle qui cultive l'amalgame, qui oublie l'humain pour le générique et englobe la moitié de l'humanité dans le cycle de sa vendetta.»*. Devenu prolifique par la force de l'habitude et la richesse du répertoire intellectuel, il présente sa vision lors du second acte du débat national organisé par l'Ugtt qui impressionne tout le monde sans toutefois connaître de suite malgré la présence du président de la République, de Rached Ghannouchi, etc. Ce dernier aura plus tard le privilège de recevoir une lettre ouverte («C'est à vous, Cheikh») sur les colonnes d'*Achourouk* du 28 juin 2013 de ce même Mustapha Filali qui le renvoie à ses chères études. En la circonstance, l'expéditeur puise dans le référentiel du leader d'Ennahdha, c'est-à-dire le Coran et la Sunna, les arguments irréfutables pour mettre à nu les choix et pratiques conduisant a priori à l'impasse et à la discorde. Dans la foulée, il contribue à la détente des travaux de la Constituante par une proposition qui fera du chemin: la constitution d'une commission paritaire pour dénouer les litiges nés de l'élaboration du projet de Constitution, d'autant qu'il a assisté à une plénière houleuse qui ne pouvait le laisser indifférent. Mais un autre chantier requiert tout son intérêt : quel mode de société convient pour la Tunisie au vu des derniers développements de tous ordres ? En constituant un groupe de penseurs qui s'attellent à la tâche pour ébaucher un projet d'avenir pour le pays, il entend livrer un combat d'une autre nature dont les dividendes dépendront de l'écoute et de l'humilité de tous les destinataires de ce travail. Lui, il se contentera de satisfaire sa conscience en s'acquittant de ses devoirs, convaincu qu'*«entre le passé où il y a notre mémoire et le futur où réside notre espoir, il y a le présent où il y a nos devoirs.»* Mustapha Filali, en homme infatigable et déterminé, se consacrera jusqu'à son dernier souffle à servir. Il ne peut concevoir la vie que sous l'angle de l'utilité pour autrui. Et là ce ne sont pas les actions qui manquent, partant de ses réalisations à Flailia, à Nasrallah, jusqu'à Radès, pour ne citer que les fiefs qui ont abrité ses tranches de vie et auxquels il n'a cessé de ressentir de la gratitude avec ce qu'elle doit induire comme devoirs.S'appropriant les frustrations et les souffrances de tous les Tunisiens, il se charge aujourd'hui de leur traitement tout en procédant à une savante hiérarchisation entre le principal, l'accessoire et le dérisoire pour éclairer ses concitoyens sur les conditions et les instruments du salut tant individuel que collectif. Citant souvent Chatibi, l'un des quatre grands imams sunnites, il s'inspire de son commandement qui stipule que l'homme doit tant protéger : 1- le soi (l'âme); 2- la religion ; 3- le cerveau (la raison); 4- le patrimoine ; 5- la réputation.*

حفظ النفس و الدين و العقل والمال والعرض*

Comme il lui plaît d'évoquer Mawardi, l'un des oulémas chaféites, qui subordonne le bonheur collectif à six conditions concomitantes, à savoir : une religion observée, un gouvernant (sultan) puissant, une justice générale, une sécurité ambiante, un bien suffisant et un espoir vaste *

دين متبع و سلطان قاهر و عدل شامل
وأمن سابغ و رزق بار و أمل فسيح*.

C'est que l'ancrage arabo-musulman est très fort chez un homme authentique qui se présente également comme un chantre de la modernité pour incarner l'ouverture qu'il a cultivée depuis son enfance grâce à l'influence de son oncle, de ses maîtres à Sadiki, notamment Ali Belhouane, à La Sorbonne et au Collège de France qu'il fréquentait en tant qu'auditeur libre. C'est suffisant pour qu'il clame aujourd'hui haut et fort : *«Cessons de nous entretuer. La discorde peut condamner le pays ainsi que plusieurs générations. La Tunisie est une terre de tolérance et d'hospitalité. Musulmans et non-musulmans ont toujours cohabité en totale intelligence dans la concorde.»* Chercher à rompre cet équilibre reviendrait, selon lui, à pervertir l'histoire et à souiller un pays qui a traversé et charrié trois mille ans de civilisation et qui ne mérite pas de se retrouver confronté à des écueils au-dessus de ses forces. Mustapha Filali est, de l'avis de tous, la voix la plus sage qui réunit la lucidité, la sincérité, le détachement et le désintérêt. Le jour où l'écoute du pays sera nette, attentive et dynamique, l'on pourra alors entrevoir la fin du tunnel. En mars 2014, il ouvre un nouveau chantier en convoquant chez lui une brochette d'amis de diverses appartenances professionnelles et intellectuelles pour plancher sur un thème qui lui est très cher car salutaire : le génie du travail. A l'évidence, c'est la détérioration de cette valeur précieuse qui lui a inspiré cette dernière action qui doit visiblement accaparer l'essentiel de son temps et de son énergie. Admirateur d'Appolinaire, il aime souvent déclamer le Pont Mirabeau pour se représenter son refrain : *«Vienne la nuit sonne l'heure. Les jours s'en vont, je demeure»*. Mustapha Filali doit demeurer l'éclaireur dans l'imaginaire collectif, et surtout dans la conscience des gouvernants, si conscience il y a.L

Mohamed Kilani

Post scriptum : *Ce portrait a rencontré pour sa publication une résistance farouche de la part de Mustapha Filali de son vivant. Très pudique, il a estimé qu'il n'y avait pas lieu de le mettre sous les projecteurs des médias. Il a fallu le convaincre, avec parfois une certaine violence intellectuelle, pour l'amener à adhérer et à coopérer.*

L'œuvre de Filali

Mustapha Filali a toujours dégagé beaucoup de temps pour lire et écrire. Sa disponibilité pour l'écriture est devenue totale depuis qu'il a quitté son dernier emploi fonctionnel en 1992. Il est auteur de plusieurs livres dont *L'Islam et le nouvel ordre économique international* et *Maghreb : l'appel du futur*. Puis il entame sa première expérience avec le roman paru en 2004 *Manaa*. Il enchaîne de manière magistrale avec une œuvre monumentale (600 pages) publiée en 2006 par le Centre d'études de l'unité arabe sous le titre ô combien évocateur pour toute la nation arabe: *La société du travail*. A quatre-vingt-quatre ans, il présente une analyse de cet univers qui concentre tout le fonctionnement social avec des appels sous-jacents pour une prise de conscience des vertus du travail, un passage obligé pour la dignité et le développement. *Les tables de l'Inchirah* (2010) est une série de péripéties insolites et très chargées d'enseignements, vécues par l'auteur et dont l'intérêt réside dans un souci de les restituer… pour l'histoire. Bientôt un autre roman paraîtra sous le titre *Aicha Al Baya* écrit après la révolution et dégagé des tripes dans un contexte social et politique pourtant peu propice à l'inspiration romanesque.

Par ailleurs, Mustapha Filali était également membre du conseil d'administration du Centre d'études sur l'unité arabe de Beyrouth. En 2013, il est désigné membre de l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts (Beït al-Hikma), sans compter plusieurs participations à l'échelle arabe ou islamique.

GAMMARTH IMMOBILIERE
SA au capital social de 1 000 000 DT
Rue du Lac d'Annecy- Passage du Lac Malawi
Immeuble AL KARAMA HOLDING
Les berges du lac Tunis 1053
MF: 425194L/P/M/000
TEL: +216 71 960 100
GSM : +216 98 910 000 - Fax : +216 71 962 175
www.gammarth-immobiliere.tn
Contact@gammarth-immobiliere.tn

Avis de Vente au plus offrant
A.O n° 03/2019

(Un immeuble non achevé sis au Boulevard Mohamed Bouazizi à proximité de l'Aéroport Tunis-Carthage)

La société Gammarth Immobilière (G.I), Société de droit tunisien propriété de l'Etat et mandatée par ce dernier se propose de lancer un appel d'offres de Cession à l'amiable d'un immeuble non achevé (en Lot unique).

Bien : Houda
Titre Foncier : 134376 Tunis
Parcelle : 06
Surface du TF : 2781m² y compris la surface à exproprier pour le domaine public routier (dans le cadre du projet de l'échangeur de l'Aéroport) environ 258 m².
Adresse : Boulevard Mohamed Bouazizi.
Le bien est situé du coté de la façade Nord sur la Route classée (route X)- Boulevard Mohamed Bouazizi menant vers l'Aéroport et du coté Est sur l'accès menant vers le bien objet du titre voisin 134375 Tunis (Immeuble abritant les services des Ministères de l'Intérieur et de la Justice)

• Situation existante de l'immeuble objet de la Cession :

- Stade de la construction : Gros et second œuvres (Structure + maçonnerie)
- Surface totale couverte existante : environ 5780 m² y compris le sous sol
- Nombre des étages existants : sous sol, RDC et quatre étages (04)
- Hauteur existante : environ 17 m

(Possibilité de consultation auprès de Gammarth Immobilière des plans approuvés de l'immeuble)

• Répartition des surfaces selon les étages existants:

étage	Surface totale Couverte environ/ (m²)
RDC	1045
1er étage	636
2ème étage	899
3ème étage	899
4ème étage	907
Sous-sol	1394
Total	**5780**

Les plans de situation sont disponibles sur le site www.gammarth-immobiliere.tn, ou directement chez Gammarth Immobilière ou à son bureau à Sousse.

Les biens objets de la cession seront cédés **libres de tous droits ou hypothèques.**
La vente porte sur les biens immobiliers, meubles et équipements dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillerssous sa propre responsabilité.
Les personnes intéressées par l'acquisition des biens immobiliers objets de la cession sont invitées à s'assurer le cas échéant de leurs vocations et de leurs situations auprès des autorités locales et des services techniques compétents avant de participer au présent appel d'offres.

Toute personne physique ou morale désirant prendre part au présent appel d'offres est autorisée à visiter les biens mis en vente. Les visites seront organisées sur rendez-vous durant la période allant du **21 Janvier au 25 Février 2019**. Les candidats devront en formuler la demande de visite auprès de Gammarth Immobilière selon les conditions fixées dans le cahier des charges (C.C) et après retrait de ce dernier, aux heures ouvrables, contre le paiement de la somme non remboursable de deux cent dinars (200DT) en espèces ou par chèque au service financier de la société ou à son agence régionale sise en face du carrefour Sahloul-Sousse.
Les soumissionnaires feront parvenir leurs offres par voie postale, sous pli recommandé, par rapid-poste ou les déposer directement au bureau d'ordre de Gammarth Immobilière contre décharge. Les offres seront placées sous enveloppe extérieure fermée et scellée avec la mention :

Destinataire : Société Gammarth Immobilière
Adresse : Rue du Lac d'Annecy - Passage du Lac Malawi Immeuble Al Karama Holding Les berges du Lac 1053 Tunis – Tunisie
Objet : Participation à l'Appel d'Offres n°03/2019
«A Ne Pas Ouvrir par le service du bureau d'ordre»

Cette enveloppe extérieure comportera les pièces administratives et financières de A à F énumérées dans l'art. 8 « contenus des offres » dont le cautionnement de participation selon les conditions figurant au C.C est fixé forfaitairement à **Cent Cinquante mille dinars (150 000 DT)**.

La date limite de remise des offres est fixée au **Mardi 26 Février 2019 à 15H00,** le cachet du bureau d'ordre de G.I faisant foi. **La séance publique d'ouverture** des plis sera tenue le même jour à **15H30** au siège de la société en présence d'un huissier notaire, des soumissionnaires ou leurs représentants (munis d'une pièce d'identité et d'une procuration).
Les soumissionnaires demeurent liés par leurs soumissions pendant **cent quatre-vingt (180) jours** à compter du jour suivant la date limite de réception des offres.

Pour plus d'informations veuillez contacter le service commercial de la société ou son agence régionale (+216.71.960.100, +216.73.369.037 ou +216.98.910.000)

Billet

• Par Hédi Béhi

Qu'attendons-nous pour prendre nos problèmes à bras-le-corps ?

«*Quand je visite la Tunisie, je trouve des grèves générales, de la saleté, de l'anarchie des gens indisciplinés. Les Tunisiens sont les initiateurs du printemps arabe. Ils méritent ce qui leur est arrivé*». Pour avoir brossé ce tableau, le chef de file des islamistes marocains, Ben Kirane, s'est fait étriller par nos internautes. Habitués aux flatteries des étrangers, les Tunisiens se cabrent dès qu'un étranger émet des remarques déplaisantes sur leur pays dont ils n'arrêtent pourtant pas de médire. On peut reprocher à l'ancien Premier ministre marocain de voir la paille dans l'oeil du voisin, sans s'apercevoir de la poutre dans son œil, de se délecter de nos malheurs, mais ses propos reflètent parfaitement notre triste réalité.

D'ailleurs, il y aurait beaucoup à dire sur la propension morbide des Tunisiens à l'autoflagellation, à la haine de leurs compatriotes et au mépris de leurs institutions qu'ils se sont pourtant choisies librement. Cela était compréhensible en 2011 2012. On était en pleine effervescence révolutionnaire qui n'incitait pas à la réflexion. Huit ans après, le pays donne encore l'impression d'un bateau ivre, un pays qui tarde à trouver ses marques où le pire est au bout du chemin. Le chef du gouvernement avait invoqué ces dérives lors du forum de Davos qui vient de se tenir, pour justifier les problèmes économiques que connaît le pays. Ce qui lui a valu cette remarque de la modératrice de la réunion : «*L'année dernière vous aviez cité les mêmes raisons*». En fait, tout se passe comme si les Tunisiens avaient pris goût à cette situation et ne comptaient pas retrousser les manches de sitôt, une situation où le patriotisme est devenu une valeur rare tout comme la valeur travail, où les grèves générales se sont banalisées au point de ne plus susciter la moindre inquiétude, où les tiraillements politiques continuent sur le même rythme, où les députés humilient les ministres, où le président du parlement est abreuvé d'insultes, où les enseignants prennent leurs élèves en otage, où des personnes aussitôt recrutées demandent des augmentations, où le parti majoritaire se démène pour faire chuter son gouvernement, où on construit des murets sur les rails, où le peuple est devenu une simple addition de corporations, où on prétend guérir le mal (la pauvreté, le chômage) par le mal (les grèves à répétition), où le chef des syndicats traite le chef du gouvernement d'incompétent et promet, pour nous rassurer, une belle grève générale sans heurts. Du coup, la déraison gagne toute la population, le corps social s'avachit, l'Etat s'effiloche.

La censure a disparu, mais en chacun de nous, il y a un censeur intérieur, bienveillant, lorsque, emporté par la foule, on perd la raison. Freud avait donné à ce censeur le nom de surmoi. Il s'est perdu concomitamment avec le délitement de l'Etat. Et c'est en toute jeunesse et en toute beauté, le retour de l'ère des foules et des meneurs. Nous en voyons déjà les prémices.

H.B.